



Gazette officielle de Q

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 26 AOÛT 1944

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, AUGUST 26TH, 1944

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

MUNICIPAL - P. Q.
LE PERCEPTEUR DU
REVENU PROVINCIAL
445 ST-GABRIEL

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
5200—1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
5200—1-52

Lettres patentes

"C. D. G. Construction, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de juin 1944, constituant en corporation: J.-A. Roméo Caron, électricien, Patrick Delisle, entrepreneur plombier, et Eugène Grenon, entrepreneur général, tous de Québec, district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exécuter l'industrie de contracteurs généraux pour la construction et l'aménagement de travaux publics et privés, sous le nom de "C. D. G. Construction, Limitée", avec un capital total de \$49,990.00, divisé en 4999 actions de \$10.00 chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuvième jour de juin 1944.

L'Assistant-procureur général,

7072-o

L. DÉSILETS.

"Club Mauser Inc."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies

Letters Patent

"C. D. G. Construction, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1944, incorporating: J.-A. Roméo Caron, electrician, Patrick Delisle, plumbing contractor, and Eugène Grenon, general contractor, all of Québec, district of Québec, Province of Québec, for the following purposes:

To carry on business as general contractors for the construction and equipment of public and private works, under the name of "C. D. G. Construction, Limitée", with a total capital stock of \$49,990., divided into 4999 shares of \$10. each.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1944.

L. DÉSILETS,

7072

Deputy Attorney General.

"Club Mauser Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-septième jour de juillet 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Pineault, maître de poste, Romulus-A. Robitaille, chef de gare, et Jules Thiffault, hôtelier, tous trois de Parent, comté de Laviolette, province de Québec, dans les buts suivants:

Fournir aux membres une organisation pratique pour s'adonner aux sports de la chasse et de la pêche, sous le nom de "Club Mauser Inc."

Les pouvoirs conférés à la corporation ne pourront pas être interprétés comme permettant les jeux de hasard, les jeux à l'argent ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Parent, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-septième jour de juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7073-0 L. DÉSILETS.

"Femina Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du septième jour de juillet 1944, constituant en corporation: Lucette Beaubien, fille majeure, Alberta Lavoie, épouse de feu Aurélien Beaubien, commerçante, et Jacques Drouin, avocat, tous trois des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, fabriquer en tout ou en partie, manufacturer, importer ou autrement acquérir, détenir, posséder, échanger, céder, transférer, vendre en gros ou en détail, exporter ou autrement aliéner, négocier, faire le commerce et le négoce en gros ou en détail de tous genres de vêtements pour dames, jeunes filles et enfants, sous le nom de "Femina Inc.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions communes de cinquante dollars (\$50.00) chacune et cent (100) actions privilégiées de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera au numéro 346 rue St-Jean, à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour de juillet 1944.

L'Assistant-procureur général.
7074-0 L. DÉSILETS.

"Gloria Hat Manufacturing Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du sept juillet 1944, constituant en corporation: Abraham Slotnick, chapelier, Raphael Schwartz, comptable, et Joseph S. Caplan, avocat, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'importateurs, exportateurs, manufacturiers et marchands en gros et en détail de chapeaux pour femmes et hommes et autres chapeaux, coiffures, carcasses, bonnets, plumes, fleurs artificielles et articles de fantaisie de toutes sortes; marchands de drap, fourreurs, tailleur, drapiers, merciers, bonnetiers, mar-

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1944, to incorporate: as a corporation without share capital: Jean Pineault, postmaster, Romulus A. Robitaille, station master, and Jules Thiffault, hotel keeper, all three of Parent, county of Laviolette, Province of Quebec, for the following purposes:

To provide the members with a practical organization given to the sport of hunting and fishing, under the name of "Club Mauser Inc."

The powers conferred upon the corporation shall not be interpreted as permitting games of chance, gambling, or combined games of chance and skill.

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is ten thousand dollars (\$10,000).

The head office of the corporation will be at Parent, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7073 Deputy Attorney General.

"Femina Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1944, incorporating: Lucette Beaubien, spinster, Alberta Lavoie, wife of the late Aurélien Beaubien, merchant, and Jacques Drouin, advocate, all three of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, manufacture in whole or in part, make import, or otherwise acquire, hold, own, exchange, cede, convey, sell both wholesale or retail, export or otherwise dispose of, trade in and deal wholesale and retail in clothing for ladies, misses and children, under the name of "Femina Inc.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into one hundred (100) common shares of fifty dollars (\$50) each and into one hundred (100) preferred shares of fifty dollars (\$50) each.

The head office of the company will be at No. 346 St. John street, Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7074 Deputy Attorney General.

"Gloria Hat Manufacturing Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of July, 1944, incorporating: Abraham Slotnick, blocker, Raphael Schwartz, accountant, and Joseph S. Caplan, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of importers, exporters and manufacturers of and retail and wholesale dealers in ladies', men's and other hats, millinery, hat frames, head dress, feathers, artificial flowers and fancy dry goods of all kinds; clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, hatters, gloves,

chands de modes, costumiers, chapeliers, gantiers, manufacturiers, importateurs de fourrure et de garnitures de robes, soutache, cordons, plumes et fleurs artificielles, ornements, dentelles, boutons, nouveautés, articles en cuir, vêtements et lingerie de toute description, sous le nom de "Gloria Hat Manufacturing Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000) divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le sept juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7075 L. DÉSILETS.

"Gloria Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf juin 1944, constituant en corporation: Stanley Harry Linetsky, vendeur, Edith Freeman Linetsky, ménagère, épouse séparée de biens dudit Stanley Harry Linetsky et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Melvin Sacks, dessinateur, et Molly Cohen Sacks, ménagère, épouse séparée de biens dudit Melvin Sacks et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements pour bébés et enfants, et vêtements de sport de toutes sortes, sous le nom de "Gloria Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuf juin 1944.

L'Assistant-procureur général,
7076 L. DÉSILETS.

**"Montreal Dwellings Incorporated"
"Habitations Montréalaises Incorporée"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize juillet 1944, constituant en corporation; Frederick Thomas Collins, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Bruce Forbes, gérant de bureau, de la cité de Montréal, et William Howell Davies, commis, de la ville de Montréal-Sud, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, louer, échanger, vendre, disposer de, accorder, donner, concéder, acquérir par subside, concession ou donation ou autrement de quelque manière que ce soit, et autrement faire le commerce de terrains, lots de villes, lots de fermes, rues, carrés, ruelles et de toutes descriptions d'immeubles et de propriété réelles ou d'aucun intérêt et droits légaux en iceux, équitables ou autrement de quelque manière que ce soit, avec ensemble toutes bâtisses ou constructions qui peuvent se trouver sur iceux ou être subséquemment érigées et les détenir, subdiviser, disposer, construire, améliorer, développer et louer et généralement faire le commerce de terrains et d'immeubles d'aucune sorte et description, soit vacants, améliorés ou autrement, ainsi que delots,

manufacturers, importers of fur and dress trimmings, braids, cards, feathers and artificial flowers, ornaments, laces, buttons, novelties, leather goods, garments and wearing apparel of every description, under the name of "Gloria Hat Manufacturing Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Gloria Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1944, incorporating: Stanley Harry Linetsky, salesman, Edith Freeman Linetsky, housewife, wife separate as to property of the said Stanley Harry Linetsky, duly authorized for these presents by him, Melvin Sacks, designer, and Molly Cohen Sacks, housewife, wife separate as to property of the said Melvin Sacks, and duly authorized by him for these presents, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in infants and children's wear and sportswear of all kinds, under the name of "Gloria Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**"Montreal Dwellings Incorporated"
"Habitations Montréalaises Incorporée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1944, incorporating: Frederick Thomas Collins, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Bruce Forbes, office manager, of the City of Montreal, and William Howell Davis, clerk, of the Town of Montreal South, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, lease, exchange, sell, dispose of, grant, donate, concede, acquire by grant, concession or donation or otherwise howsoever, and otherwise deal with lands, city lots, farm lots, streets, squares, lanes and all descriptions of real estate and real property or any interest and rights therein legal, equitable or otherwise howsoever together with all buildings or structures that may be thereon or hereafter erected and to hold, subdivide, lay out, build upon, improve, develop and rent the same and generally to deal in lands and real estates of every kind and description whether vacant, improved or otherwise as well as with any right, title or interest therein and to lay out the said lands and real estates in lots, streets and building sites for residential

tous droits, titres ou intérêts en iceux, et disposer lesdits terrains et propriétés immobilières en lots, rues et sites à bâtir pour fins résidentielles ou autrement, sous le nom de "Montreal Dwellings Incorporated"—"Habitations Montréalaises Incorporée", avec un capital total de \$400,800, divisé en 4,000 actions catégorie A d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 800 actions catégorie B d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le conseil d'administration consistera en douze (12) directeurs.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce treize juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7077 L. DÉSILETS.

purposes or otherwise, under the name of "Montreal Dwellings Incorporated" — "Habitations Montréalaises Incorporée", with a total capital stock of \$400,800.00, divided into 4,000 Class A shares of the par value of \$100.00 each and 800 Class B shares of the par value of \$1.00 each.

The board of directors shall consist of twelve (12) directors.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7077-o Deputy Attorney General.

"Hôpital Saint-Joseph du Lac Mégantic"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de juillet 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Rév. Sœur Marie de saint Louis, née Angéline Le Cherruyer, supérieure provinciale, de Tarrytown, État de New York, Rév. Sœur Marie de l'Immaculée Conception, née Hannah O'Dowd, supérieure de l'hôpital, et Rév. Sœur Marie sainte Céline, née Christina McGillicuddy, infirmière, ces deux dernières de Lac Mégantic, district de Saint-François, province de Québec, toutes trois membres de la Communauté religieuse dite des Mariannites de Sainte-Croix du Mans, dont la Maison principale aux États-Unis est dans l'État de New York, dans les buts suivants:

Exercer tous les droits qui leur permettront de fonder, administrer et maintenir un hôpital général ou tout lieu d'hospitalisation spécialisé ou non dans la province de Québec, et d'exercer tous les droits qui leur permettront d'atteindre cette fin, le tout conformément à la loi, sous le nom de "Hôpital Saint-Joseph du Lac Mégantic".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de quatre cent quatre-vingt-dix mille dollars (\$490,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Lac Mégantic, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour de juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7078-o L. DÉSILETS.

"La Compagnie Beaugard, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a plu au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec de corriger les lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de mai 1944, de "La Compagnie Beaugard, Limitée" en y remplaçant le montant de quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf dollars (\$49,999), lequel avait été indiqué comme étant le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations, par le montant suivant, à savoir: cinq mille dollars (\$5,000), de sorte que, une fois corrigée, cette disposition des lettres patentes se lit ainsi: "Le montant du capital-

"Hôpital Saint-Joseph du Lac Mégantic"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of July, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Sister Marie de Saint Louis, née Angéline Le Cherruyer, superior and provincial, of Tarrytown, in the State of New York, Rev. Sister Marie de l'Immaculée Conception, née Hannah O'Dowd, superior of the hospital, and Rev. Sister Marie de Sainte Céline, née Christina McGillicuddy, infirmarian, these two latter of Lake Mégantic, district of St. Francis, Province of Quebec, all three members of the religious community known as "Mariannites de Sainte-Croix du Mans", whose motherhouse in United States is in the State of New York, for the following purposes:

To exercise all the rights permitting them to found, administer and maintain a general hospital or any specialized or other hospitalization premises in the Province of Quebec, and to exercise all the rights permitting them to attain this purpose, the whole in conformity with the law, under the name of "Hôpital Saint-Joseph du Lac Mégantic".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is four hundred and ninety thousand dollars (\$490,000).

The head office of the corporation will be at Lake Mégantic, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7078 Deputy Attorney General.

"La Compagnie Beaugard, Limitée"

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to correct the letters patent bearing date the twenty-fifth day of May, 1944, of "La Compagnie Beaugard, Limitée", by replacing the amount of forty-nine thousand nine hundred and ninety-nine dollars (\$49,999) which had been designated as the amount of capital stock with which the company would begin its operations, by the following amount, to wit: five thousand dollars (\$5,000), so that, after correction, this provision of the letters patent shall read as follows: "The amount of capital stock with which the company

actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinq mille dollars (\$5,000).

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour d'août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7079-o L. DÉSILETS.

"La Revue Moderne, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-septième jour de juillet 1944, constituant en corporation: Hector Authier, avocat, d'Amos, district d'Abitibi, Roland Beaudry, journaliste, et Gabriel Grenier, étudiant, tous deux des cité et district de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Publier, éditer, imprimer, conduire, faire circuler, vendre, acheter des journaux, revues, papier-nouvelles, livres, circulaires, magazines enfin tout ce qui peut faire l'objet des pouvoirs ci-haut mentionnés directement ou indirectement;

Pratiquer l'industrie et faire commerce d'imprimerie généralement, de lithographie, de photo-gravure, d'annonce, d'électrotype, de librairies, de reliure, de gravure, de photographie, de caractère d'imprimerie, d'objets d'art et tout ce qui s'y rattache, sous le nom de "La Revue Moderne Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000.00), divisé en 990 actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de cinquante mille dollars (\$50,000.00), divisée en cinq cents (500) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-septième jour de juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7080-o L. DÉSILETS.

"Laval Transport Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de juillet 1944, constituant en corporation: Lucien Roux, avocat, Francine Gravel, sténographe, fille majeure, Paul Lafontaine, huissier, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire l'exploitation d'autobus, taxi-cars, auto-cars, auto-camions, véhicules-moteurs, avions ou autres moyens de transport publics ou privés;

Manufacturer, assembler, importer, exporter, acheter, vendre, louer, affermer et autrement faire le commerce et le trafic de véhicules-moteurs, camions, tracteurs, auto-cars, autobus, omnibus, autobus de promenade, automobiles, motocyclettes, bateaux-moteurs, aéroplanes, voitures, moyens de transport de toutes sortes, sous le nom de "Laval Transport Ltée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en 150 actions privilégiées à 5% d'une valeur au pair de \$100.00 chacune et 500 actions communes d'une valeur au pair de \$10.00 chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour de juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7081-o L. DÉSILETS.

will begin its operations is five thousand dollars (\$5,000).

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"La Revue Moderne, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of July, 1944, incorporating: Hector Authier, advocate, of Amos, district of Abitibi, Roland Beaudry, journalist, and Gabriel Grenier, student, both of the city and district of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To publish, edit, print, conduct, circulate, sell, purchase papers, reviews, newspapers, books, circulars, magazines, in a word, everything which may form the purpose of the foregoing powers, whether directly or indirectly;

To carry on business and deal generally in printing, lithography, photo-engraving, advertisements, electrotyping, stationery, binding, engraving, photography, printing-type, works of art, and everything connected therewith, under the name of "La Revue Moderne, Limitée", with a total capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000), divided into 990 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares will be fifty thousand dollars (\$50,000), divided into 500 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Laval Transport Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1944, incorporating: Lucien Roux, advocate, Francine Gravel, stenographer, spinster, Paul Lafontaine, bailiff, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To operate autobuses, taxi-cabs, auto-cars, auto-trucks, motor vehicles, aeroplanes and other means of public or private transportation;

To manufacture, assemble, import, export, buy, sell, lease, rent and otherwise deal and trade in motor vehicles, trucks, tractors, auto-cars, autobuses, omnibuses, pleasure buses, automobiles, motorcycles, motor boats, aeroplanes, carriages, means of transportation of all kinds, under the name of "Laval Transport Ltée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000) divided into 150 5% preferred shares of a par value of \$100 each and 500 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Le Magazine Français, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-septième jour de juillet 1944, constituant en corporation: Hector Authier, avocat, d'Amos, district d'Abitibi, Roland Beaudry, journaliste, et Gabriel Grenier, étudiant, tous deux des cité et district de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Publier, éditer, imprimer, conduire, faire circuler, vendre, acheter des journaux, revues, papier-nouvelles, livres, circulaires, magazines, enfin tout ce qui peut faire l'objet des pouvoirs ci-haut mentionnés directement ou indirectement;

Pratiquer l'industrie et faire commerce d'imprimerie généralement de lithographie, de photogravure, d'annonce, d'électrotype, de librairies, de reliure, de gravure, de photographie, de caractère d'imprimerie, d'objets d'art et tout ce qui s'y rattache, sous le nom de "Le Magazine Français, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en 490 actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00), divisée en 250 actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-septième jour de juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,

7082-o

L. DÉSILETS.

"Le Magazine Français, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of July, 1944, incorporating: Hector Authier, advocate, of Amos, district of Abitibi, Roland Beaudry, journalist, and Gabriel Grenier, student, both of the city and district of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To publish, edit, print, conduct, circulate, sell, purchase papers, reviews, newspapers, books, circulars, magazines, in a word, everything which may form the purpose of the foregoing powers, whether directly or indirectly;

To carry on business and deal generally in printing, lithography, photo-engraving, advertisements, electrotyping, stationery, binding, engraving, photography, printing-type, works of art, and everything connected therewith, under the name of "Le Magazine Français Limitée" with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000), divided into 490 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares will be twenty-five thousand dollars (\$25,000), divided into 250 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,

7082

Deputy Attorney General.

"Les Éditions Modernes, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-septième jour de juillet 1944, constituant en corporation: Hector Authier, avocat, d'Amos, district d'Abitibi, Roland Beaudry, journaliste, et Gabriel Grenier, étudiant, tous deux des cité et district de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Publier, éditer, imprimer, conduire, faire circuler, vendre, acheter des journaux, revues, papier-nouvelles, livres, circulaires, magazines, enfin tout ce qui peut faire l'objet des pouvoirs ci-haut mentionnés directement ou indirectement;

Pratiquer l'industrie et faire commerce d'imprimerie généralement, l'édition de publication, de lithographie, de photogravure, d'annonce, d'électrotype, de librairie, de reliure, de gravure, de photographie, de caractère d'imprimerie, d'objets d'art, et tout ce qui s'y rattache, sous le nom de "Les Éditions Modernes, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en 490 actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00), divisée en 250 actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-septième jour de juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,

7083-o

L. DÉSILETS.

"Les Éditions Modernes, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of July, 1944, incorporating: Hector Authier, advocate, of Amos, district of Abitibi, Roland Beaudry, journalist, and Gabriel Grenier, student, both of the city and district of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To publish, edit, print, conduct, circulate, sell, purchase papers, reviews, newspapers, books, circulars, magazines, in a word, everything which may form the purpose of the foregoing powers, whether directly or indirectly;

To carry on business and deal generally in printing, the editing of publications, lithography, photo-engraving, advertisements, electrotyping, stationery, binding, engraving, photography, printing-type, works of art, and everything connected therewith, under the name of "Les Éditions Modernes, Limitée", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000), divided into 490 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares will be twenty-five thousand dollars (\$25,000) divided into 250 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,

7083

Deputy Attorney General.

"Parame Woodworking and Lumber Ltd."
(Les Industries du Bois Parame Ltée)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du douzième jour de juillet 1944, constituant en corporation: Paul-Émile Gagnon, avocat, Norman Gendreau, comptable, et Lucienne Michaud, fille majeure, secrétaire, tous trois de la ville de Rimouski, district de Rimouski, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire les commerces de bois et dérivés, sous-produits et des produits connus sous le terme général de plastiques sous toutes leurs formes, y compris les opérations et commerces incidents ou se rattachant habituellement à tels commerces, entr'autres l'achat, la vente, le manufacturage et la transformation des produits naturels ou manufacturés ci-dessus, et de tous objets de commerce dont la principale partie constituante en est composée, sous le nom de "Parame Woodworking and Lumber Ltd." (Les Industries du Bois Parame Ltée), avec un capital total de \$49,000.00, divisé en 240 actions communes de la valeur au pair de \$100.00 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25.00 chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la municipalité de Lac-au-Saumon, dans le district de Rimouski.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7084— L. DÉSILETS.

"Le Syndicat de Beaupré, Incorporé"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de juillet 1944, constituant en corporation: Odilon Côté, marchand, J.-Adalbert Tardif, mécanicien, et Georges Duchaine, boucher, tous de Beaupré, comté de Montmorency, province de Québec, dans les buts suivants:

Fournir et louer un local aux Chevaliers de Colomb et ainsi leur permettre de travailler avec plus d'avantage dans l'intérêt de leur société et de la population de Beaupré en général, comme de poursuivre plus efficacement la recherche de buts charitables, scientifiques, administratifs, professionnels, sportifs, récréatifs et autres du même genre, sous le nom de "Le Syndicat de Beaupré, Incorporé", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en quatre mille (4,000) actions communes de cinq dollars (\$5.00) chacune.

Aucun des pouvoirs mentionnés dans les lettres patentes ne pourra être interprété comme permettant les jeux à l'argent ou les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

Le bureau principal de la compagnie sera à Beaupré, comté de Montmorency, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour de juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7085— L. DÉSILETS.

"Montreal Motor Boat Co. Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies

"Parame Woodworking and Lumber Ltd."
(Les Industries du Bois Parame Ltée)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of July, 1944, incorporating: Paul Émile Gagnon, advocate, Norman Gendreau, accountant, and Lucienne Michaud, spinster, secretary, all three of the Town of Rimouski, district of Rimouski, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal in lumber and its derivatives, by-products and products known under the general term of plastics in all lines of same, including the operations and businesses incidental to or usually connected therewith, amongst others the purchase, sale, manufacture and transformation of the natural or manufactured products above mentioned, and of any commercial wares whose main constituent is composed of the same, under the name of "Parame Woodworking and Lumber Ltd." (Les Industries du Bois Parame Ltée), with a total capital stock of \$49,000, divided into 240 common shares of a par value of \$100 each and 1,000 preferred shares of a par value of \$25 each.

The head office of the company will be in the municipality of Lac-au-Saumon, district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7084 Deputy Attorney General.

"Le Syndicat de Beaupré, Incorporé"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1944, incorporating: Odilon Côté, merchant, J. Adalbert Tardif, mechanic, and Georges Duchaine, butcher, all of Beaupré, county of Montmorency, Province of Quebec, for the following purposes:

To provide and lease premises to the Knights of Columbus and thus permit them to work more advantageously in the interest of their association and of the population of Beaupré in general, likewise to carry on more efficaciously the pursuit of charitable, scientific, administrative, professional, sportive, recreative and other aims of a like nature, under the name of "Le Syndicat de Beaupré, Incorporé", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into four thousand (4,000) common shares of five dollars (\$5) each.

No powers mentioned in these letters patent shall be interpreted as permitting gambling or games of chance or combined games of chance and skill.

The head office of the company will be at Beaupré, county of Montmorency, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7085 Deputy Attorney General.

"Montreal Motor Boat Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente juin 1944, constituant en corporation: John Jacob Gotlieb, avocat, Irene Rubin, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Joseph H. Freedman, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, acquérir et prendre comme une firme en exploitation le commerce et l'entreprise exercés jusqu'ici dans la cité de Montréal, à 625 ouest, rue St-Jacques et ailleurs, par "Montreal Motor Boat Company" avec tout ou aucune partie de l'actif et du passif d'icelle et de les payer en actions entièrement acquittées ou au comptant;

Manufacturer, acheter, vendre, exporter, importer, réparer, développer, préparer, assurer le service, louer, ou autrement faire le commerce ou négoce de moteurs, canots automobiles, articles de sport, et toutes fournitures, tous accessoires et appartenances y connexes, sous le nom de "Montreal Motor Boat Co. Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 400 actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trente juin 1944.

L'Assistant-procureur général,
7086 L. DÉSILETS.

"Pacific Pants Co. Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf juin 1944, constituant en corporation: Harry Liebman, Moe Liebman, tous deux manufacturiers, et Tessy Frankel, secrétaire, célibataire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, produire, acheter, vendre, exporter, importer et négocier et faire le commerce de pantalons pour hommes et garçons, ainsi que des vêtements de toutes sortes pour hommes, garçons, femmes et enfants, sous le nom de "Pacific Pants Co. Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuf juin 1944.

L'Assistant-procureur général,
7087 L. DÉSILETS.

"P. A. Tanguay Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de juillet 1944, constituant en corporation: Philémon Garneau, comptable, Paul Tanguay, agent d'assurance, tous deux de Québec, et Fernand Tanguay, courtier en obligations, de Sillery, tous trois dans le district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'agents d'assurances et de courtiers d'assurances de tout genre, sujet à l'obtention préalable d'un permis du Surintendant des assurances de la province de Québec;

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1944, incorporating: John Jacob Gotlieb, advocate, Irene Rubin, stenographer, spinster, both of the City of Montreal, and Joseph H. Freedman, advocate, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, acquire and take over as a going concern the business and undertaking heretofore carried on in the City of Montreal, at 625 St. James Street West and elsewhere of Montreal Motor Boat Company with all or any of the assets and liabilities thereof and to pay for same in fully paid shares or in cash:

To manufacture, buy, sell, export, import, repair, develop, process, service, rent, or otherwise deal in or with motors, motorboats, sporting goods, and all supplies, accessories and appurtenances pertaining thereto, under the name of "Montreal Motor Boat Co. Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into 400 shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1944.

L. DÉSILETS,
7086-o Deputy Attorney General.

"Pacific Pants Co. Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1944, incorporating: Harry Liebman, Moe Liebman, both manufacturers, and Tessy Frankel, secretary, unmarried, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, producing, buying, selling, exporting, importing and dealing in and with men's and boys' pants, as well as outer wearing apparel of all kinds for men, boys, women and children, under the name of "Pacific Pants Co. Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company shall be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1944.

L. DÉSILETS,
7087-o Deputy Attorney General.

"P. A. Tanguay Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1944, incorporating: Philémon Garneau, accountant, Paul Tanguay, insurance agent, both of Quebec, and Fernand Tanguay, stock broker, of Sillery, all three in the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and insurance brokers of every kind, subject to the previous securing of a permit from the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec;

Agir comme évaluateurs et ajusteurs dans toute réclamation à la suite d'incendie, accident, vol ou dommages quelconques, sous le nom de "P. A. Tanguay Limitée", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000), divisé en cent (100) actions communes d'une valeur au pair de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Québec, (142 rue St-Jean, Édifice Capitol), dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour de juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7088-o L. DÉSILETS.

"Restaurants Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du sept juillet 1944, constituant en corporation: William H. Cohen, pharmacien, Sonnie Berenbaum Cohen, bourgeoise, épouse séparée de biens dudit William H. Cohen et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de la cité de Montréal, et Samuel Stein, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire spécialement le commerce qui consiste à tenir un restaurant, café, cafeteria, buffet, une tabagie, et y vendre toutes choses ou tous produits y connexes;

Faire commerce, en gros et en détail, comme boulangers, confiseurs, fabricants de biscuits, sous le nom de "Restaurants Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le sept juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7089 L. DÉSILETS.

"Ritchie Contracting Company Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept juillet 1944, constituant en corporation: Albert Marcus, Isidore Prazoff et Abraham Feiner, avocats, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire commerce comme manufacturiers, marchands, entrepreneurs et trafiquants de vêtements de toutes sortes et descriptions pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Ritchie Contracting Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le sept juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7090 L. DÉSILETS.

To act as valuers and adjustors in any claim following fire, accident, theft or any damages whatsoever, under the name of "P. A. Tanguay Limitée", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000), divided into one hundred (100) common shares, of a par value of fifty dollars (\$50.) each.

The head office of the company will be in the city of Quebec (142 St-Jean street, Capitol Building), in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Restaurants Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of July, 1944, incorporating: William H. Cohen, pharmacist, Sonnie Berenbaum Cohen, housewife, wife separate as to property of the said William H. Cohen and duly authorized by him for the presents, both of the City of Montreal, and Samuel Stein, advocate, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on principally the business of a restaurant, cafe, cafeteria, light lunch, tobacconist and to therein sell all things or commodities incidental thereto.

To carry on business, wholesale and retail, as bakers, confectioners, biscuit manufacturers, under the name of "Restaurants Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Ritchie Contracting Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1944, incorporating: Albert Marcus, Isidore Prazoff and Abraham Feiner, advocates, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business as manufacturers, merchants, contractors and jobbers men's, women's and children's wearing apparel of all descriptions and kinds, under the name of "Ritchie Contracting Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Senneterre Peat & Moss Mines Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huitième jour de juillet 1944, constituant en corporation: Rolland David, surintendant, Antoine-B. Boudreau, employé civil, et Armande Rajotte, secrétaire, fille majeure, tous trois de Val d'Or, district d'Abitibi, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, exporter, importer, faire le commerce, mélanger, raffiner, acheter et vendre des isolants, fertilisants, engrais, produits chimiques, teintures, laine minérale, ciment, bois, laine de fer, minéraux superphosphates, savon, peintures, vernis, mordants, polis, teintures, huiles, acides, charbons, coke, goudron, produits et dérivés du goudron, tourbe, produits de la tourbe, mousse de mer produit d'icelle, caoutchouc, préparation chimique, articles et composés, séparément ou en combinaison et sous toutes conditions et à tous degrés de préparation et de fabrication et en faire le commerce;

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de "Senneterre Peat & Moss Mines Ltd.", avec un capital total de \$149,999.00, divisé en 149,999 actions d'un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Senneterre, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du procureur général, ce huitième jour de juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7091-o L. DÉSILETS.

"Senneterre Peat & Moss Mines Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1944, incorporating: Rolland David, superintendent, Antoine B. Boudreau, civil employee, and Armande Rajotte, secretary, spinster, all three of Val d'Or, district of Abitibi, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, export, import, deal in, mix, refine, purchase and sell insulators, fertilizers, manure, chemicals, dyes, mineral wool, cement, wood, steel wool, mineral superphosphates, soap, paint, varnish, pigments, stains, oil, acids, coal, coke, tar, tar products and derivatives, peat, peat products, sea-moss, products thereof, rubber, chemical preparations, articles and compounds, separately or combined and under any condition and in any state of preparation or manufacture and to deal therein;

To explore and search for mines and minerals, under the name of "Senneterre Peat & Moss Mines Ltd.", with a total capital stock of \$149,999., divided into 149,999 shares of one dollar (\$1) each.

The head office of the company will be at Senneterre, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7091 Deputy Attorney General.

"The Hodson Corporation (Quebec) Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de juillet 1944, constituant en corporation: Roméo Delisle, marchand, François Nobert, avocat, tous deux des cité et district des Trois-Rivières, et Omer Cyr, industriel, des cité et district de Montréal, tous trois de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire et exercer, en gros ou en détail, ou des deux manières, comme marchands, distributeurs, négociants, manufacturiers, importateurs, ou exportateurs, agents, le commerce d'huile industrielle et de lubrifiants industriels, et de services de lubrifiants industriels et de toute autre ligne identique ou connexe, sous le nom de "The Hodson Corporation (Quebec) Limited", avec un capital total de cinquante mille dollars (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions communes de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le bureau principal de la compagnie sera à Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huitième jour de juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7092-o L. DÉSILETS.

"The Hodson Corporation (Quebec) Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighteenth day of July, 1944, incorporating: Roméo Delisle, merchant, François Nobert, advocate, both of the city and district of Trois-Rivières, and Omer Cyr, manufacturer, of the city and district of Montreal, all three of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business and engage in, whether wholesale or retail, or both ways, as merchants, distributors of, dealers in, manufacturers, importers or exporters of, agents for industrial oil and industrial lubricants, and industrial lubricants' service and any other lines of business, whether indential thereto or connected therewith, under the name of "The Hodson Corporation (Quebec) Limited", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000), divided into five hundred (500) common shares, of one hundred dollars (\$100) each.

The number of the company's shareholders will be limited to twenty (20);

The head office of the company will be at Trois-Rivières, in the district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7092 Deputy Attorney General.

"Town Realities Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres

"Town Realities Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

patentes en date du vingt-neuf juin 1944, constituant en corporation: James Hilary Hume Robertson, avocat et conseil en loi du Roi, Alexander Killin Coley, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, et Paul Charles Casey, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, louer, hypothéquer et faire le commerce de propriétés immobilières et d'hypothèques de toutes sortes et descriptions et de tous droits et privilèges s'y rapportant et entreprendre et exercer tous ou aucun des commerces d'entrepreneurs généraux et de constructeurs pour l'érection, la réparation, la modification et l'exploitation d'édifices publics et privés, maisons, usines et autres bâtisses, et acheter, vendre et faire le commerce de débetures, obligations, actions et autres valeurs; et généralement exercer un commerce d'immeubles et celui qui consiste à construire et à passer des contrats dans toutes leurs spécialités, sous le nom de "Town Realities Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuf juin 1944.

L'Assistant-procureur général,
7093 L. DÉSILETS.

"Treeford Investments Incorporated"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du sept juillet 1944, constituant en corporation: Gordon M. Webster, de la ville de Laval-sur-le-Lac, James Brendan O'Connor, de la cité d'Outremont, et René Bédard de la cité de Montréal, tous trois avocats, district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter et autrement acquérir, vendre et autrement en disposer, négocier, souscrire, souscrire à forfait, détenir, mettre à profit, et autrement faire le commerce et négoce de toutes sortes de valeur, actions, fonds, obligations, débetures, billets, hypothèques et effets négociables;

Acheter et autrement acquérir, vendre et autrement en disposer, importer, exporter, produire, manufacturer, distiller, composer, analyser, ou autrement faire le commerce et négoce de toutes sortes de matières chimiques, sels, acides, huiles, graisses, savons, teintures ou de tous leurs dérivés ou composés;

Acheter et autrement acquérir, vendre ou autrement en disposer, couper, flotter, pousser, manufacturer et produire toutes sortes de bois et produits du bois et tous composés et articles entièrement ou partiellement fabriqués en bois;

Importer, exporter, manufacturer, produire, tisser, filer, étaper, acheter, vendre et autrement faire le commerce et négoce de toutes sortes de textiles, fils de laine, cordes, cuirs, peaux, métaux et toutes parties, composés et articles entièrement ou partiellement fabriqués en iceux, sous le nom de "Treeford Investments Incorporated", avec un capital total de deux millions de dollars (\$2,000,000), divisé en vingt mille (20,000) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

ninth day of June, 1944, incorporating: James Hilary Hume Robertson, advocate and King's Counsel, Alexander Killin Coley, stenographer, both of the City of Montreal, and Paul Charles Casey, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, lease, hypothecate and deal in immovable property and hypothecs of every kind and description and all rights and privileges connected therewith and to engage in and carry on all or any of the businesses of general contractors, and builders for the construction, repair, alteration and operation of public and private buildings, houses, works and other structures, and to buy, sell and deal in debentures, bonds, stocks and other securities; and generally to carry on a real estate, building and contracting business in all its branches, under the name of "Town Realities Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1944.

L. DÉSILETS,
7093-6 Deputy Attorney General.

"Treeford Investments Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of July, 1944, incorporating: Gordon M. Webster, of the Town of Laval-sur-le-Lac, James Brendan O'Connor, of the City of Westmount, and René Bédard, of the City of Montreal, all three advocates, in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase and otherwise acquire, sell and otherwise dispose of, trade, subscribe for, underwrite, hold, turn to account, and otherwise deal in and with all kinds of securities, shares, stocks, bonds, debentures, notes, mortgages and negotiable instruments;

To purchase and otherwise acquire, sell and otherwise dispose of, import, export, produce, manufacture, produce, distill, compound, analyse, or otherwise deal in and deal with all kinds of chemicals, salts, acids, oils, greases, soaps, dyes or any derivatives or compounds of the same;

To purchase and otherwise acquire, sell and otherwise dispose of, cut, float, drive, manufacture and produce all kinds of wood and wood products and all compounds and articles wholly or partially manufactured from wood;

To import, export, manufacture, produce, weave, spin, stamp, purchase, sell and otherwise deal in and with all kinds of textiles, yarns, threads, ropes, leathers, hides, metals and all parts, compounds and articles wholly or partly manufactured from the same, under the name of "Treeford Investments Incorporated", with a total capital stock of two million dollars (\$2,000,000.00), divided into twenty thousand (20,000) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le sept juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7094 L. DÉSILETS.

"Vega Investments Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept juin 1944, constituant en corporation: Henry Weinfeld, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Samuel David Ridenko, avocat, et Mademoiselle Sarah Miller, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des placements, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, vendre, échanger ou autrement disposer de terrains, bâtisses ou autres propriétés immobilières et droits réels, contrats et promesses de vente, brevets, permis, concessions et choses semblables, et généralement en faire le commerce et les négociations d'aucune manière quelconque, sous le nom de "Vega Investments Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sept juin 1944.

L'Assistant-procureur général,
7095 L. DÉSILETS.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7094-o Deputy Attorney General.

"Vega Investments Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1944, incorporating: Henry Weinfeld, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Samuel David Ridenko, advocate, and Miss Sarah Miller, secretary, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To invest in, purchase, lease or otherwise acquire, own, sell, exchange or otherwise dispose of lands, buildings, or other immoveable properties and real rights, contracts, and promises of sale, patents, licenses, concessions and the like, and generally to deal and traffic therein, in any manner whatsoever, under the name of "Vega Investments Limited", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1944.

L. DÉSILETS,
7095-o Deputy Attorney General

Examens du Barreau—Bar Examinations

BARREAU DE BEDFORD—BAR OF BEDFORD

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Noisieux.....	Claude.....	20	Cowansville.....	St-Charles Borromée, Sherbrooke.

Farnham, le 10 août 1944.—Farnham, August 10th, 1944.

Le secrétaire du Barreau de Bedford,

MAURICE ARCHAMBAULT,

Secretary of the Bar of Bedford.

7040-33-2-o

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT.—BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Quimper.....	Borromé.....	22	Baie des Sables.....	Séminaire de Rimouski.

Rimouski, le 15 août 1944.—Rimouski, August 15, 1944.

Le secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,

LOUIS-JOSEPH GAGNON,

Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

[Sceau—Seal]
7055—33-2-o

Ventes pour taxes municipales

Sales for Municipal Taxes

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE MINIER
DE CADILLAC

MINING VILLAGE OF CADILLAC

Avis est, par les présentes, donné que la Municipalité du Village Minier de Cadillac, par une ordonnance au soussigné en date du 1er août 1944, conformément aux dispositions de l'article 549, de la Loi des Cités et Villes, Chap. 233, de vendre les immeubles ci-dessous décrits pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à ladite municipalité, avec intérêts et frais et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans les bureaux de la Municipalité du Village de Cadillac, SAMEDI, le SEIZIÈME jour du mois de SEPTEMBRE de l'année 1944, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 1er janvier 1942 auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits est faite sujette à retrait d'une année, du jour de la vente et sujette aux conditions des baux emphytéotiques affectant lesdits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun desdits immeubles sera payable immédiatement.

DESCRIPTION DES IMMEUBLES

M. Hilaire Gauthier.—Lot n° 12.
M. Allan Graham.—Lot n° 255.
M. Louis Ethier.—Lot n° 171.
M. Henry Lew.—Lot n° 140 N. ½.
M. A. Cormier.—Lot n° 86.
M. Leonard Savard.—Lot n° 49.
M. Jacob Denis.—Lot n° 32.
M. G.-A. Viau.—Lot n° 537.
M. Jack Young.—Lot n° 309.
M. Steve Yankovich.—Lot n° 94.
M. Robert Cochrane.—Lot n° 93.
M. Joseph Chauvette.—Lot n° 59.
M. Albert Dionne.—Lot n° 244.
M. John England.—Lot n° 254.
M. Albert Dionne.—Lot n° 375.
M. Albert Dionne.—Lot n° 376.
Mme Kert Kathleen.—Lot n° 172.
Mme Ambrosia Katrazina.—Lot n° 154.
Mme Mindakuff.—Lot n° 143.
Mme I. Aubry.—Lot n° 534.
M. Albert Dionne.—Lot n° 491.

Les vingt-un lots ci-dessus font partie de la subdivision originale n° 46 du Village Minier de Cadillac, Canton Cadillac, Rang 6.

M. Eugène Gareau, une bâtisse évaluée à \$350.00.
M. Joseph Lemire, une bâtisse évaluée à \$500.00.
M. Emilien Marchildon, une bâtisse évaluée à \$150.00.

M. Vital Roy, une bâtisse évaluée à \$500.00.
M. George McDonald, une bâtisse évaluée à \$350.00.

M. Joseph Côté, une bâtisse évaluée à \$125.00.
M. Hector Legacé, une bâtisse évaluée à \$125.00.
M. Omer Delaurier, une bâtisse évaluée à \$150.00.
M. Exavier Girard, une bâtisse évaluée à \$350.00.
M. Fred Kuehn, une bâtisse évaluée à \$150.00.
M. Hector Legacé, une bâtisse évaluée à \$525.00.
M. Steve Yankovich, une bâtisse évaluée à \$175.00.
M. H. Kempton, une bâtisse évaluée à \$1,700.00.
M. Henri Roberge, une bâtisse évaluée à \$700.00.
M. Aimé Laferté, une bâtisse évaluée à \$750.00.
M. Kenneth McDonald, une bâtisse évaluée à \$135.00.

M. Joseph Liutkus, une bâtisse évaluée à \$225.00.
M. Edward Erickson, une bâtisse évaluée à \$215.00.

M. Ovide Arpin, une bâtisse évaluée à \$300.00.
Mr. Ed. Sylvester, une bâtisse évaluée à \$225.00.
M. Patrick St-Pierre, une bâtisse évaluée à \$150.00.

Mme Eva Graham, une bâtisse évaluée à \$350.00.
M. Elzéard Leblanc, une bâtisse évaluée à \$125.00.
M. Allan Graham, une bâtisse évaluée à \$300.00.
M. J.-H. Savard, une bâtisse évaluée à \$175.00.
M. Napoléon Gosselin, une bâtisse évaluée à \$200.00.

M. Joseph Laroche, une bâtisse évaluée à \$75.00.

Public notice is hereby given that the Mining Village of Cadillac, by an order dated the 1st August 1944, has ordered the undersigned pursuant to the provisions of article 549 of the Law of Cities and Towns chap. 233, to sell the hereinafter described immovables in payment of arrears of taxes due to the Municipality of the Mining Village of Cadillac, with interest and cost, and that consequently, the said immovables shall be sold by public auction in the offices of the Town Hall of the Municipality of the Mining Village of Cadillac, on SATURDAY the SIXTEENTH day of the month of SEPTEMBER 1944, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, the immovables whereon the taxes falling due on or before the 1st of January 1942, shall have been paid before the sale.

The sale of immovables described on the present notice shall be made subject to right of withdrawal of one year, from the day of the sale and subject to the conditions of the emphyteutic leases which may affect the said immovables.

The adjudication price of each of said immovables shall be payable immediately.

DESCRIPTION OF IMMOVABLES

Mr. John England.—Lot No. 254.
Mr. Hilaire Gauthier.—Lot No. 12.
Mr. Allan Graham.—Lot No. 255.
Mr. Louis Ethier.—Lot No. 171.
Mr. Henry Lew.—Lot No. 140 N. ½.
Mr. A. Cormier.—Lot No. 86.
Mr. Leonard Savard.—Lot No. 49.
Mr. Jacob Denis.—Lot No. 32.
Mr. G. A. Viau.—Lot No. 537.
Mr. Jack Young.—Lot No. 309.
Mr. Steve Yankovich.—Lot No. 94.
Mr. Robert Cochrane.—Lot No. 93.
Mr. Joseph Chauvette.—Lot No. 59.
Mr. Albert Dionne.—Lot No. 375.
Mr. Albert Dionne.—Lot No. 376.
Mrs. Kert Kathleen.—Lot No. 172.
Mrs. Ambrosia Katrazina.—Lot No. 154.
Mrs. Mindakuff.—Lot No. 143.
Mrs. I. Aubry.—Lot No. 534.
Mr. Albert Dionne.—Lot No. 491.
Mr. Albert Dionne.—Lot No. 244.

The twenty-one aforesaid lots form a part of the original subdivision number 46, Range 6, Township Cadillac.

Mr. Eugène Gareau, one building estimated at \$350.00.
Mr. Joseph Lemire, one building estimated at \$500.00.
Mr. Emilien Marchildon, one building estimated at \$150.00.

Mr. Vital Roy, one building estimated at \$500.00.
Mr. George McDonald, one building estimated at \$350.00.

Mr. Joseph Côté, one building estimated at \$125.00.
Mr. Hector Legacé, one building estimated at \$125.00.
Mr. Omer Delaurier, one building estimated at \$150.00.
Mr. Exavier Girard, one building estimated at \$350.00.
Mr. Fred Kuehn, one building estimated at \$150.00.
Mr. Hector Legacé, one building estimated at \$525.00.
Mr. Steve Yankovich, one building estimated at \$175.00.
Mr. H. Kempton, one building estimated at \$1,700.00.
Mr. Henri Roberge, one building estimated at \$700.00.
Mr. Aimé Laferté, one building estimated at \$750.00.
Mr. Kenneth McDonald, one building estimated at \$135.00.

Mr. Joseph Liutkus, one building estimated at \$225.00.
Mr. Edward Erickson, one building estimated at \$215.00.

Mr. Ovide Arpin, one building estimated at \$300.00.
Mr. Ed. Sylvester, one building estimated at \$225.00.
Mr. Patrick St. Pierre, one building estimated at \$150.00.

Mrs. Eva Graham, one building estimated at \$350.00.
Mr. Elzéard Leblanc, one building estimated at \$125.00.
Mr. Allan Graham, one building estimated at \$300.00.
Mr. J. H. Savard, one building estimated at \$175.00.
Mr. Napoléon Gosselin, one building estimated at \$200.00.

Mr. Joseph Laroche, one building estimated at \$75.00.

M. Thomas St-Pierre, une bâtisse évaluée à \$100.00.
 M. François Girard, une bâtisse évaluée à \$150.00.
 M. Emanuel Beaudet, une bâtisse évaluée à \$125.00.
 M. George Lafrenière, une bâtisse évaluée à \$200.00.
 M. Charles Robert, une bâtisse évaluée à \$175.00.
 M. Henri Roberge, une bâtisse évaluée à \$275.00.
 M. Anisette Rochon, une bâtisse évaluée à \$250.00.
 M. Kauppi Elie, une bâtisse évaluée à \$250.00.
 M. Kauppi Elie, une bâtisse évaluée à \$175.00.
 M. O. Lavoie, une bâtisse évaluée à \$100.00.
 M. Augustin St-Amand, une bâtisse évaluée à \$350.00.
 M. John Dunbreth, une bâtisse évaluée à \$75.00.
 M. George Weir, une bâtisse évaluée à \$250.00.
 Mme Dora Pessah, une bâtisse évaluée à \$250.00.
 M. Thomas Jourdain, une bâtisse évaluée à \$450.00.
 M. Thomas Jourdain, une bâtisse évaluée à \$100.00.
 M. Gédéon Vallières, une bâtisse évaluée à \$450.00.
 M. Ronald McDonald, une bâtisse évaluée à \$400.00.
 M. Ronald McDonald, une bâtisse évaluée à \$300.00.
 M. Berth Graham, une bâtisse évaluée à \$250.00.
 M. J.-B. Beaupré, une bâtisse évaluée à \$350.00.
 M. Hilton Binch, une bâtisse évaluée à \$150.00.
 M. Maurice Veilleux, une bâtisse évaluée à \$125.00.
 Routhier Cadillac Mine, une bâtisse évaluée à \$450.00.

Mr. Thomas St-Pierre, one building estimated at \$100.00.
 Mr. François Girard, one building estimated at \$150.00.
 Mr. Emanuel Beaudet, one building estimated at \$125.00.
 Mr. George Lafrenière, one building estimated at \$200.00.
 Mr. Charles Robert, one building estimated at \$175.00.
 Mr. Henri Roberge, one building estimated at \$275.00.
 Mr. Anisette Rochon, one building estimated at \$250.00.
 Mr. Kauppi Elie, one building estimated at \$250.00.
 Mr. Kauppi Elie, one building estimated at \$175.00.
 Mr. O. Lavoie, one building estimated at \$100.00.
 Mr. Augustin St-Amand, one building estimated at \$350.00.
 Mr. John Dunbreth, one building estimated at \$75.00.
 Mr. George Weir, one building estimated at \$250.00.
 Mme Dora Pessah, one building estimated at \$250.00.
 Mr. Thomas Jourdain, one building estimated at \$450.00.
 Mr. Thomas Jourdain, one building estimated at \$100.00.
 Mr. Gédéon Vallières, one building estimated at \$450.00.
 Mr. Ronald McDonald, one building estimated at \$400.00.
 Mr. Ronald McDonald, one building estimated at \$300.00.
 Mr. Berth Graham, one building estimated at \$250.00.
 Mr. J. B. Beaupré, one building estimated at \$350.00.
 Mr. Hilton Binch, one building estimated at \$150.00.
 Mr. Maurice Veilleux, one building estimated at \$125.00.
 Routhier Cadillac Mine, one building estimated at \$450.00.

Les cinquante-une bâtisses ci-dessus sont situées sur un terrain appartenant à la Couronne dans les limites du Village Minier de Cadillac, Canton Cadillac, Rang 6. Donné à Cadillac, ce septième jour du mois d'août, 1944.

The fifty-one aforesaid buildings are situated on a land belonging to the Crown in the limit of the Mining Village of Cadillac, Range 6, Township Cadillac. Given at Cadillac, this 7th day of August, 1944.

(Seal) Le secrétaire-trésorier,
 7047-33-2-0 ARISTIDE ROY.

(Seal) ARISTIDE ROY,
 7047-33-2-0 Secretary-Treasurer.

Province de Québec.—Comté du Lac St-Jean.

Province of Quebec.—County of Lake St. John.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA VILLE DE SAINT-JOSEPH-D'ALMA

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWN OF SAINT-JOSEPH-D'ALMA

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 14 août 1944, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des taxes dues à la municipalité scolaire de la ville de Saint-Joseph-d'Alma, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil, à l'hôtel-de-ville, à St-Joseph-d'Alma, le TREIZE SEPTEMBRE 1944, à ONZE heures de l'avant-midi.

Public Notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 14th of August, 1944, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinunder designated for payment of taxes due the School Municipality of the Town of Saint-Joseph-d'Alma, with interest and costs, and that, consequently, the said immovables will be sold by public auction in the Council Room at the Town Hall, at St. Joseph d'Alma, on the THIRTEENTH of SEPTEMBER, 1944, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels toutes les taxes scolaires échues auront été payées avant le moment de la vente.

However there shall be excluded from the sale those immovables upon which all the school taxes due shall have been paid before the time of the sale.

1. Xavier Beaumont.—Le lot 16-86.
2. Dame Napoléon Boivin.—Le lot 13a-236.
3. Rose-Aimée Fortin.—Le lot 14a-96.
4. Georges Fortin "Médor".—Le lot 13a-108.
5. Elie Tremblay.—Le lot 13a-109.
6. Elie Tremblay.—Le lot 13a-110.
7. Johnny Gagné.—Le lot 18a-95.
8. Lorenzo Larouche.—Le lot 16-42.
9. Henri Lapointe.—Le lot 18a-85.
10. Henri Lapointe.—Le lot 18a-86.
11. Henri Lapointe.—Le lot 18a-87.
12. Réna Murray.—Le lot 15b-4.
13. Evariste Nicole.—Le lot 15a-36.
14. Evariste Nicole.—Le lot 15a-37.
15. Léopold Fortin.—Le lot 18a-60.
16. Lake St. John Oil.—Un terrain faisant partie du lot 14a mesurant 39 pieds de l'ouest à l'est, 7 pieds de largeur à l'ouest et 12 pieds de largeur à l'est borné à l'ouest et au sud un terrain appartenant à madame Flore Bélanger-Lavoie ou représentants, au nord et à l'est au résidu dudit lot. La borne nord de ce terrain passe à une distance d'un pied précis au nord du pan nord de la bâtisse qui se trouve sur ce lot.

1. Xavier Beaumont.—Lot 16-86.
2. Dame Napoléon Boivin.—Lot 13a-236.
3. Rose-Aimée Fortin.—Lot 14a-96.
4. Georges Fortin "Médor".—Lot 13a-108.
5. Elie Tremblay.—Lot 13a-109.
6. Elie Tremblay.—Lot 13a-110.
7. Johnny Gagné.—Lot 18a-95.
8. Lorenzo Larouche.—Lot 16-42.
9. Henri Lapointe.—Lot 18a-85.
10. Henri Lapointe.—Lot 18a-86.
11. Henri Lapointe.—Lot 18a-87.
12. Réna Murray.—Lot 15b-4.
13. Evariste Nicole.—Lot 15a-36.
14. Evariste Nicole.—Lot 15a-37.
15. Léopold Fortin.—Lot 18a-60.
16. Lake St. John Oil.—A lot of land forming part of lot 14a, measuring 39 feet from west to east, 7 feet in width on the west and 12 feet in width on the East, bounded on the West and South by the land belonging to madame Flore Bélanger-Lavoie or representatives, on the North and East by the residue of said lot. The Northern boundary of said lot of land passes at precisely one foot distant North of the Northern end of the building to be found on this lot.

Tous ces lots ou parties de lots désignés sous les numéros d'ordre 1 à 16 inclusivement, font partie du rang 9 au cadastre officiel du canton Signal.

17. Albert Judd.—Le lot 3b-28.

18. Albert Judd.—Le lot 3b-29.

19. Charles Boudreault.—Un terrain mesurant environ 45 pieds au sud, 43½ pieds au nord et 160 pieds de profondeur ou du sud au nord, étant la juste demie-ouest du lot 3b-17 borné au sud, à la rue 3b-16 (rue Sauvée); au nord, au lot 3b-38; à l'ouest, aux lots 3b-18 et 3b-19 et à l'est à la juste demie-est dudit lot 3b-17.

20. Ls-Ph. Côté.—Le lot 1-268.

Tous ces lots ou parties de lots désignés sous les numéros d'ordre 17 à 20 inclusivement sont du cadastre du canton D'Élise, Ile d'Alma.

Tous ces immeubles seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes servitudes actives et passives, apparentes et occultes, pouvant les affecter et sujets principalement aux droits de baignage et servitudes appartenant à Saguenay Power Co. ou représentants.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à St-Joseph-d'Alma, ce 15 août 1944.

Le secrétaire-trésorier,

7048-33-2-0

J. L.-ROMÉO JOBIN.

Province de Québec—District de Chicoutimi

COMMISSION SCOLAIRE DE CANTON TACHÉ

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 14 août 1944, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la commission scolaire du canton Taché (Saint-Nazaire), avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle publique de Saint-Nazaire, le TREIZE SEPTEMBRE 1944, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes scolaires consolidées et toutes les taxes scolaires non consolidées auront été payées avant le moment de la vente.

1. Jos.-Louis Tremblay.—Les lots 34 et 35, rang 1, sauf à distraire:

a) La partie de ces lots située au-dessous d'une ligne de contour tirée horizontalement sur le sol à un niveau de 160 pieds au-dessus d'un boulon en fer scellé dans le roc sur le lot J du rang 1, au cadastre officiel du canton de Jonquière, lequel boulon se trouve près de la rivière Saguenay, au bas de la chute à Caron, et à 65 pieds à l'est d'un puits de mine creusé dans le roc, cette partie desdits lots appartenant à Aluminum Power Company, Ltd.

b) de la partie desdits lots 34 et 35 située au-dessus de la ligne de contour 160, en faveur de Aluminum Power Company, Ltd, certains droits de baignage et autres décrits dans un acte enregistré sous le numéro 64,255.

2. Charles Maltais.—Les lots 23 et 24, rang 1, sauf à distraire:

a) La partie de ces lots située au-dessus d'une ligne de contour tirée horizontalement sur le sol à un niveau de 160 pieds au-dessus d'un boulon en fer scellé dans le roc sur le lot J du rang 1, au cadastre officiel du canton de Jonquière, lequel boulon se trouve près de la rivière Saguenay, au bas de la chute à Caron, et à 65 pieds à l'est d'un puits de mine creusé dans le roc, cette partie desdits lots appartenant à Aluminum Power Company, Ltd.

b) de la partie desdits lots 23 et 24 située au-dessus de la ligne de contour 160, en faveur de Aluminum Power Company, Ltd, certains droits de baignage et autres décrits dans un acte enregistré sous le numéro 64,255.

3. Jos. Collard.—Les lots 40 et 41, rang 2, sauf à distraire:

All these lots or parts of lots, designated under numerical order 1 to 16 inclusively form part of range 9 of the official cadastre for the Township of Signal.

17. Albert Judd.—Lot 3b-28.

18. Albert Judd.—Lot 3b-29.

19. Charles Boudreault.—A lot of land measuring about 45 feet on the South, 43½ feet on the North and 160 feet in depth or from South to North, being the exact West half of lot 3b-17, bounded on the South by the street 3b-16 (Sauvée street), on the North by lot 3b-38; on the West by lots 3b-18 and 3b-19 and on the east by the exact East half of said lot 3b-17.

20. Ls-Ph. Côté.—Lot 1-268.

All these lots or parts of lots designated under numerical order 17 to 20 inclusively are of the Cadastre for the Township of D'Élise, Ile Alma.

All these immovables will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all active and passive, apparent and unapparent servitudes, capable of affecting the same and subject, especially, to flooding rights and servitudes belonging to Saguenay Power Co. or representatives.

The adjudication price of each of said immovables shall be payable immediately.

The sale shall be made, moreover, subject to right of redemption and other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at St-Joseph-d'Alma, this 15th of August, 1944.

7048-33-2

J. L. ROMÉO JOBIN,

Secretary Treasurer.

Province of Quebec — District of Chicoutimi

SCHOOL COMMISSION OF THE TOWNSHIP TACHÉ

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated August 14th, 1944, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the School Commission of the Township of Taché (Saint-Nazaire), with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction in the public hall of Saint-Nazaire, on the THIRTEENTH day of SEPTEMBER, 1944, at TEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale those immovables whereon all payments due for consolidated school taxes and all non-consolidated school taxes shall have been paid before the time of the sale.

1. Jos.-Louis Tremblay.—Lots 34 and 35, Range 1 save to be deducted:

a) That part of the said lots situate below an outline drawn horizontally on the ground at a level of 160 feet above an iron bolt driven into the rock on lot J of Range 1, of the official cadastre for the Township of Jonquière, the said bolt being near the Saguenay river, below Chute à Caron, and at 65 feet east of a mine-shaft sunk through the rock, this part of the said lots belonging to Aluminum Power Company, Ltd.

b) The part of the said lots 34 and 35 situate above the outline 160, in favour of the Aluminum Power Company, Ltd, certain flooding rights and other rights described in a deed registered under No. 64,255.

2. Charles Maltais.—Lots 23 and 24, Range 1, save to be deducted:

a) The part of the said lots situate above an outline drawn horizontally on the ground at a level of 160 feet above an iron bolt driven into the rock on lot J of Range 1, of the official cadastre for the Township of Jonquière, the said bolt being near the Saguenay river, below Chute à Caron, and at 65 feet East of a mine-shaft sunk through the rock, this part of the said lots belonging to the Aluminum Power Company, Ltd.

b) The part of the said lots 23 and 24 situate above the outline 160, in favour of the Aluminum Power Company, Ltd, certain flooding rights and other rights described in a deed registered under No. 64,255.

3. Jos. Collard.—Lots 40 and 41, Range 2, save to be deducted:

a) La partie de ces lots située au-dessous d'une ligne de contour tirée horizontalement sur le sol à un niveau de 160 pieds au-dessus d'un boulon en fer scellé dans le roc sur le lot J du rang 1, au cadastre officiel du canton de Jonquière, lequel boulon se trouve près de la rivière Saguenay, au bas de la chute à Caron, et à 65 pieds à l'est d'un puits de mine creusé dans le roc, cette partie desdits lots appartenant à Aluminum Power Company, Ltd.

b) de la partie desdits lots 40 et 41 située au-dessus de la ligne de contour 160, en faveur de Aluminum Power Company, Ltd, certains droits de baignage et autres décrits dans un acte enregistré sous le numéro 64,255.

4. Mme Vve Elie Angers.—La demie ouest du lot 25, rang 2, sauf à distraire les droits de Saguenay Transmission Company Limited tels que décrits dans un acte enregistré sous le numéro 44,760.

5. Mme Vve Elie Angers.—Le lot numéro 18, rang 4, sauf à distraire cette partie du dit lot située au nord de la rivière Gervais, mesurant environ 4 acres en superficie, et bornée comme suit:—au nord, par le chemin public, entre les rangs 4 et 5; au sud, par la rivière Gervais; à l'ouest par le lot numéro 19 et à l'est par le lot numéro 17.

6. Léo Angers.—Le lot 28, rang 2, sauf à distraire les droits de Saguenay Transmission Company Limited tels que décrits dans un acte enregistré sous le numéro 44,755.

7. Alphonse Couture.—La demie sud du lot 7, rang ouest.

8. Philippe Laforest.—La demie sud du lot 5, le lot 6 et la demie nord du lot 7, rang ouest.

9. Jean-Marie Laforest.—Les lots 8 et 9, rang est, sauf à distraire du lot 9 les droits de Saguenay Transmission Company Limited tels que décrits dans un acte enregistré sous le numéro 45,364.

10. Philippe Brassard.—Le lot 5, rang 3.

11. Oscar Gagné.—Les lots 39 et 40, rang 3, sauf à distraire les droits de Saguenay Transmission Company Limited tels que décrits dans des actes enregistrés sous les numéros 44,764 et 44,763.

12. Achille Tremblay.—Le lot 45-117, rang 3, sauf à distraire certains droits de baignage et autres sur ce lot, en faveur de Aluminum Power Company, Ltd, tels que décrits dans un acte enregistré sous le numéro 64,255.

13. Harvey Lambert.—Le lot 45-121, rang 3, sauf à distraire certains droits de baignage et autres sur ce lot, en faveur de Aluminum Power Company, Ltd, tels que décrits dans un acte enregistré sous le numéro 64,255.

14. Euclide Tremblay.—Le lot 45-161, rang 3, sauf à distraire certains droits de baignage et autres sur ces lots en faveur de Aluminum Power Company, Ltd, tels que décrits dans un acte enregistré sous le numéro 64,255.

15. Philippe Collard.—Les lots 34 et 35, rang 4.

16. Henri Gobeil.—Les lots 7, 8 et 9, rang 5.

17. Harry Bouchard.—Le lot 22, rang 6.

18. Mériéd Therriault.—Le lot B et le quart sud du lot C, rang 7.

19. Jos. Nepton.—Le lot 32, rang 7.

20. Laurent Tremblay.—Le lot 24, rang 8.

21. Henri Tremblay.—Le lot 41, rang 3, sauf à distraire:

a) Les droits de Saguenay Transmission Company Limited tels que décrits dans un acte enregistré sous le numéro 49,221.

b) Un emplacement de forme à peu près triangulaire contenant environ 3 arpents en superficie, borné au sud au trait-carré des rangs 2 et 3, à l'ouest au lot numéro 42, et vers l'est à la route qui traverse ledit lot en partie.

c) Un emplacement mesurant 72 pieds à l'ouest et à l'est et 120 pieds au nord et au sud borné comme suit: à l'ouest à la route et des trois autres côtés au résidu du lot.

Tous ces lots ou parties de lots sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Taché et seront vendus avec bâtisses dessus construites, s'il y en a, circonstances et dépendances, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Les versements non échus des taxes scolaires consolidées sont à la charge de l'acquéreur.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Nazaire, ce 15 août 1944.
Le secrétaire-trésorier,
7050-33-2-0 J.-A. TREMBLAY.

a) The part of the said lots situate above an outline drawn horizontally on the ground at a level of 160 feet above an iron bolt driven into the rock of lot J of Range 1, of the official cadastre for the Township of Jonquière, the said bolt being near the Saguenay river, below Chute à Caron, and at 65 feet east of a mine-shaft sunk through the rock, this part of said lots belonging to the Aluminum Power Company, Ltd.

b) The part of the said lots 40 and 41 situate above the outline 160, in favour of the Aluminum Power Company, Ltd, certain flooding rights and other rights described in a deed registered under No. 64,255.

4. Mrs. Wid. Elie Angers.—The west half of lot 25, Range 2, save to be deducted the rights of the Saguenay Transmission Company Limited as described in a deed registered under No. 44,760.

5. Mrs. Wid. Elie Angers.—Lot number 18, Range 4, save to be deducted that part of said lot situate north of the Gervais river, measuring about 4 acres in area, and bounded as follows: on the north, by the public road, between Ranges 4 and 5; on the south, by the Gervais river; on the west by lot No. 19 and on the east by lot No. 17.

6. Léo Angers.—Lot 28, range 2, save to be deducted the rights of the Saguenay Transmission Company Limited as described in a deed registered under No. 44,755.

7. Alphonse Couture.—The south half of lot 7, West Range.

8. Philippe Laforest.—The south half of lot 5, lot 6 and the north half of lot 7, West Range.

9. Jean-Marie Laforest.—Lots 8 and 9, East Range, save to be deducted from lot 9 the rights of the Saguenay Transmission Company Limited as described in a deed registered under No. 45,364.

10. Philippe Brassard.—Lot 5, Range 3.

11. Oscar Gagné.—Lots 39 and 40, Range 3, save to be deducted the rights of the Saguenay Transmission Company Limited as described in deeds registered under Nos. 44,764 and 44,763.

12. Achille Tremblay.—Lot 45-117, Range 3, save to be deducted certain flooding and other rights on this lot, in favour of the Aluminum Power Company, Ltd, as described in a deed registered under No. 64,255.

13. Harvey Lambert.—Lot 45-121, Range 3, save to be deducted certain flooding and other rights on this lot, in favour of the Aluminum Power Company, Ltd, as described in a deed registered under No. 64,255.

14. Euclide Tremblay.—Lot 45-161, Range 3, save to be deducted certain flooding and other rights on these lots in favour of the Aluminum Power Company, Ltd, as described in a deed registered under No. 64,255.

15. Philippe Collard.—Lots 34 and 35, Range 4.

16. Henri Gobeil.—Lots 7, 8 and 9, Range 5.

17. Harry Bouchard.—Lot 22, Range 6.

18. Mériéd Therriault.—Lot B and the South quarter of lot C, Range 7.

19. Jos. Nepton.—Lot 32, Range 7.

20. Laurent Tremblay.—Lot 24, Range 8.

21. Henri Tremblay.—Lot 41, range 3, save to be deducted:

a) The rights of the Saguenay Transmission Company Limited as described in a deed registered under No. 49,221.

b) An emplacement of an almost triangular figure containing about 3 arpents in superficial area, bounded on the south by the "trait-carré" of Ranges 2 and 3, on the west by lot No. 42, and on the east by the road which crosses part of the said lot.

c) An emplacement measuring 72 feet on the west and on the east and 120 feet on the north and on the south bounded as follows: on the west by the highway and on the other three sides by the residue of the lot.

All the said lots or parts of lots are known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township of Taché and will be sold with buildings thereon erected, if any, circumstances and dependencies, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes which may affect the same.

Payments not yet due for consolidated school taxes will be charged to the purchaser.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Nazaire, this 15th August, 1944.
J. A. TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

CITÉ DE HULL

Avis public est par les présentes donné que les propriétés décrites comme ci-dessous, seront vendues aux enchères publiques en la salle de l'Hôtel-de-ville de la cité de Hull dans le district de Hull, MERCREDI le VINGT-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1944, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes et contributions muni ipales mentionnées audit état et les frais qui seront subséquemment encourus pour toutes procédures ultérieures à ce jour à moins que lesdites taxes, contributions et les frais ne soient plus tôt payés.

CITY OF HULL

Public notice is hereby given that properties described in the hereunder statement, will be sold by Public Auction, in the assembly room at the City Hall, in the City of Hull district of Hull, on WEDNESDAY the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER 1944, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the Municipal Taxes and assessments mentioned in said statement, and the costs, which shall subsequently be incurred for all further proceedings unless the said taxes be sooner paid.

N° du Rôle No. of the Roll	Propriétaires, ou occupants de Biens Fonds et des améliorations Proprietors or occupants of Real Estate and Improvements	Adresse Address	N° du cadastre Cadastral No.	Descriptions des améliorations Descriptions of Improvements	Redev. mun. au 1er mai 1944 Munic. dues to May 1st, 1944	Frais de Perception Cost of Collection	Redevances Scolaires School Taxes	Frais de Perception Cost of Collection	Total
QUARTIER VAL TETREAU — WARD (1)									
104	Cousineau, Stevens	Ch. Aylmer	255-14	Vac.	\$ 90.39	\$.65			\$ 91.04
117	Demers, Théophile (Dame Albina D. Gauthier)	Ch. Aylmer	255-29	Vac.	82.69	.80	\$ 9.51	\$ 1.55	94.55
164	Laurentian Realty Co. (Gouv. Prov. Québec-Quebec Prov. Gov.)	Ch. Aylmer	Pt. Lot 9	Vac.	638.38	.80	446.87	.95	1,087.00
179	Séguin, Georges. (Marguerite Dufour)	69 Lanaudière	16-7	M.B.	201.26	.80			202.06
281	Gaudreau, Aimé. (J.-Bte Pharand)	50 Tétreau	O.-W. 95-E. 94	M.B.	127.98	1.30			129.28
334A	Filiou, Joseph, Fils, Jr. (Marie R. Papillon Cabana)	Maricourt	339-Pt. O.-W. 36	Vac.	36.48	.80	15.35	.85	53.48
335	Filiou, Joseph. (Cité de—City of Hull)	15 Maricourt	339-Pt. 34, Pt. 38	M.B.	75.97	1.30	25.72	1.20	104.19
385	Scott, Succ.-Estate	Riv. Ottawa	329	Vac.	7.10	.65			7.75
386	Scott, Succ.-Estate	Riv. Ottawa	330	Vac.	4.26	.65			4.91
436	Filiou, Joseph, (Père-Sr.), (Cité de—City of Hull, Marie R. Papillon Cabana)	7 Bégin	339-Pt. E. 36	M.B.	197.54	.95	33.13	.85	232.47
515	Dumoulin, Joseph. (J.-Albert Kelly)	Rousillon	255-Pt. 98	Vac.	9.35	.80			10.15
846	Morrisette, Aimé, (Succ.-Est. L. Bissonnette, A.-A. Laflamme, Lorenzo Lemay)	30 Scott	255-475	M.B.	105.98	1.10			107.08
1178	Grenier, Vve-Wid. Adolphe	9 Bienville	255-758	M.B.	173.52	.65	35.48	.85	210.50
1382	Poulin, Polydore	7 Booth	255-899	M.B.	148.70	.65			149.35
1526	Kayuk, John. (Joseph Palzhowski)	19-21 Delorimier	256-1C	M.Bq	309.27	.80			310.07
1536	Harper, J.-Bte (Dame P. Stapleton)	49 Delorimier	254-198B-410, 198C-409	M.B.	214.27	.80			215.07
1537	Harper J.-Bte (J.-B. Harper Ltée—Donat Paquin)	53 Delorimier	254-198D-408	M.Bq	2,464.14	1.45			2,465.59
1574	Scott, Succ.-Estate	Delorimier	Pt. 11	Vac.	67.72	.65			68.37
1670	Scott, Succ.-Estate	Lois	256-10-C	Vac.	165.36	.65			166.01
1692	Scott, Succ.-Estate	Bldv. St-Joseph	256-8-C	Vac.	36.79	.65			37.44
1695	Scott, Succ.-Estate	Bldv. St-Joseph	256-5-C	Vac.	36.79	.65			37.44
1696	Scott, Succ.-Estate	Bldv. St-Joseph	256-4-C	Vac.	36.79	.65			37.44
1697	Hadley, W. F.	Bldv. St-Joseph	256-3-C	Vac.	44.84	.65			45.49
1760	Marengère, Frédéric	16 Jogues	254-19	M.B.	163.59	.65			164.24
1761	Bond, Succ.-Est. Hector	18 Jogues	254-18	M.B.	176.33	.65	40.86	1.45	219.29

QUARTIER WRIGHTVILLE — WARD (1-A)

1800	Scott, Succ.-Estate	Delorimier	7	Vac.	86.93	.65			87.58
1854	Colette, Albert. (Cité de Hull—City of Hull)	31 Rouville	254-60 11-40	M.B.	159.47	.65			160.12

1960-1	Beaudry, Zotique. (Dame D. Levesque)	105 Chauveau	254-294-293	M.B.	143.47	1.65			145.12
2039	Côté, Oliva. (Cité de Hull—City of Hull)	Montcalm	254-6-383	Vac.	299.05	.65	31.77	.95	332.42
2088A	Norland Ski Club. (Geo. D. Graham & Al.)	Montcalm	Pt. 6.	S. Side	54.15	.80			54.95
2105	Legault, Eugène. (Cité de Hull—City of Hull)	Montcalm	254-278-247-74	Vac.	85.74	1.80	14.11	1.45	103.10
2203	Prudhomme, Wilfrid. (Cité de Hull—City of Hull)	11 Plessis	247-29	M.B.	145.62	.80			146.42
2250	Danis, Ferdinand. (J.-A. Vitus Cousineau)	93 Amherst	247-87-54	M.B.	199.75	1.30	39.08	1.45	241.58
2360	Laroche, Lucien. (Caisse Pop. N.D. Hull)	35 Binet	247-52-553	M.B.	285.02	.80			285.82
2393	St-Louis, Ulysse. (René Lecompte)	Binet	248-31	Vac.	66.74	.80			67.54
2394	St-Louis, Ulysse. (René Lecompte)	Binet	248-32	Vac.	21.09	.80			21.89
2816-17	Myre, Aurélien. (Succ.-Est. Eugène Gratton)	100 Dumas	246-96-97	M.B.	124.27	1.30	45.59	1.45	172.61
2821	Plante, Zéphirin	92 Dumas	245-34	M.B.	105.93	.65			106.58
2845-6	Henley, Arthur. (H. Blackburn et Cie Ltée)	40 Dumas	245-58-59	M.B.	202.38	1.30			203.68
3272	Villeneuve, Emile. (Cité de Hull—City of Hull)	Ste-Marie	244-290	Vac.	19.08	.80			19.88
3273	Villeneuve, Emile. (Cité de Hull—City of Hull)	Ste-Marie	244-291	Vac.	29.08	.80			29.88
3311	Laurin, Albini. (Yvonne Beaudry)	11 Caron	244-168	M.B.	259.58	.80	67.75	.95	329.08
3312	Simard, Joseph	Caron	244-169	Vac.	53.40	.65			54.05
3386	Lalonde, J.-R.	Bourque	244-96	Vac.	42.92	.65			43.57
3387	Lalonde, J.-R.	Bourque	244-97	Vac.	38.13	.65			38.78
3496A	Archambault, Urgèle. (Cité de Hull—City of Hull)	Ch. de la Montagne	4-10	Vac.	16.73	.80			17.53
3497	Archambault, Urgèle. (Cité de Hull—City of Hull)	Ch. de la Montagne	4-11	Vac.	16.73	.80			17.53
3682	Desjardins, Treffé. (Dame M. Desjardins)	18 Montpetit	141-19	M.B.	83.66	.80			84.46
3860	Leblanc, Joseph	170 Lois	147	M.B.	95.61	.65	35.36	3.20	134.82
3895A	Rochon, Succ.-est. Adrien	Lois	257-29	Vac.	19.07	.65	3.97	.85	24.54
3908	Pelletier, Vve-Wid. Octave. (H. Blackburn et Cie Ltée)	20 Lois	256 1/2 6B1	M.B.	247.19	.80			247.99
3915	Laurin, Ubald	16 Raymond	344	M.B.	74.37	.65			75.02
3916	Laurin, Ubald	18 Raymond	343	M.B.	131.95	.65			132.60
3982	Roy, Mastaf. (Joseph Caron)	7 De Beaujeu	250-1/2 10C	M.B.	155.99	.80			156.79
3999	Rocheleau, J.-A. (Aldéric Milard)	148 Blvd St-Joseph	257-Pt. 8 Pt. 9	M. Stue.	436.68	1.30			437.98
4384	Deropentigny, L.-Marcel. (Jean Berniquez)	11 Champagne	247-162	M.B.	111.79	.80	29.62	.95	143.16
4385	Gauthier, Dame Julia	13 Champagne	247-163	M.B.	191.15	.65	70.83	.85	263.48
4413	Amyot, Dewey. (Dame D. Levesque)	26 Richelieu	247-86	M.B.	130.36	.80	36.08	.95	168.19
4523-4	Boulianne, Adélard. (J.-A. Remillard—Cité de City of Hull)	48 Labelle	247-443-442	M.B.	79.46	1.45	21.58		102.49
4567-8									
4569-70	Boisvenu, Alfred. (Cité de City of Hull) Dame D. Levesque	22 Montmartre	247-497-531-498-532-499-533-247-500-534	M.B.	114.11	2.45	42.02	1.55	160.23
2106A	Inconnu—Unknown. (T. B. Cole)	Montcalm	254-E. 277-247-E	Vac.	5.03	1.30			6.33
4417	Cité de City of Hull. (Alfred Aubry)	Richelieu	247-168	Vac.	5.00	.80			5.80
Propriétés sous la Loi de Consolidation Quartier 1-A—Properties under the Consolidation Act Ward 1-A.									
3053	Lacombe, Désiré. (Josaphat Pharand)	75 Jeanne d'Arc	246-387	M.B.	68.93	.80			69.73

QUARTIER MONTCALM — WARD (2)

5222	Simard, Aurèle. (Phydime Simard, L.-W. Jackson)	144 Montcalm	N.149S., 148	M.B.	156.01	1.45			157.46
5260	Lessard, J.-E.-O.	143-141 Montcalm	Pt. 191-Pt. 189-Pt. 190	M.B.	359.50	1.65	112.40	2.65	476.20
5362	Piché, André. (René Piché)	Taché	Pt. Lac Minnow.	Vac.	25.74	.80			26.54
5395	Legault, Zéphir. (Rolande Légaré)	20 Burke	E. 168	M.B.	134.39	.80			135.19
5399	Olmstead, F. (Thos. G. Mayburry)	1 Iberville	O.-W. 114	M.B.	111.38	.80	31.94	1.05	145.17
5432	Tremblay, Sylvio. (Alp. Gratton, J. Graham-Al)	20 Papineau	Pt. E. 110	M.B.	155.28	.95	47.94	1.05	205.22
5449	Stafford, Andrew. (H. Blackburn et Cie Ltée)	60 Papineau	O.-W. 101	M.Bq.	373.75	.80			374.55

N ^o du Rôle No. of the Roll	Propriétaires, ou occupants de Biens Fonds et des améliorations Proprietors or occupants of Real Estate and Improvements	Adresse Address	N ^o du cadastre Cadastral No.	Descriptions des améliorations Descriptions of Improvements	Redev. mun. au 1 ^{er} mai 1944	Munic. dues to May 1st, 1944	Frais de Perception	Cost of Collection	Redevances Scolaires School Taxes	Frais de Perception	Cost of Collection	Total
---	---	--------------------	---	--	--	---------------------------------	------------------------	-----------------------	--	------------------------	-----------------------	-------

QUARTIER MONTCALM — Suite — WARD (2) — Continued

5686	Charbonneau, J.-R. (Dame P. W. Farley—Thomas Fleming)	Talon	17	Vac.	8.52		.95					9.47
5687	Charbonneau, J.-R. (Dame P. W. Farley—Thomas Fleming)	Talon	18	Vac.	8.52		.95					9.47
5688	Charbonneau, J.-R. (Dame P. W. Farley—Thomas Fleming)	Talon	35	Vac.	8.52		.95					9.47

QUARTIER LAFONTAINE — WARD (3)

6168	Calvé, Raoul. (Mastal Pichette)	60-62 Vaudreuil	447	M.B.	249.46		.80	97.54		.95		348.75
6197	Béland, Vve-Wid. Mary. (Com. Pensions de Vieillesse)	75 Vaudreuil	389	M.B.	227.03		.80					227.83
6202	Gagnon, H. (Cité de-City of Hull)	8 Frontenac	348	M.B.	142.55		.80	25.02				168.37
6218	Hadley, W. F.	Frontenac	E. 378, O.-W. 379	Vac.	105.53		1.15					106.68
6219	Hadley, W. F.	Frontenac	E. 379	Vac.	87.69		.65					88.34
6245	Bertrand, Alphé	Leduc	365	St. Gas.	394.95		.65	103.51		.85		499.96
6296	Scott, Succ.-Estate	Leduc	435	Vac.	94.09		.65					94.74

QUARTIER FRONTENAC — WARD (3-A)

6873	Belisle, Dame J.-R.	137 Du Pont	Pt. 277-263	M.B.	295.02		1.15					296.17
6939	Hadley, W. F. (Com. Pensions de Vieillesse)	St-Jacques	Pt. 266 Pt. 275	Vac.	162.81		1.30					164.11
6941	Belisle, Dame J.-R.	116-122 St-Jacques	290 Pt. 302	M.B.	485.15		1.15					486.30
6942	Barette, Adélar. (Dame P.-A. Gagnon)	114 St-Jacques	Pt. 331, Pt. 332, Pt. 302	M.B.	186.98		1.80					188.78
7008	Demers, Succ.-Est. Ambroise. (Elisienne Bélanger Viau—Succ.-Estate Lois W. Scott)	49-51 Châteauguay	235	M.B.	284.42		.95					285.37
7026	Langlois, Joseph. (Léon Couture)	3 St-Hyacinthe	N. 119	M.B.	173.06		.80					173.86
7053	Marcel, Vve-Wid. Maxime. (Com. Pensions Vieillesse)	71 St-Hyacinthe	10-14	M.B.	263.32		.80					264.12
7079	St-Martin, Ferdinand	10 St-Hyacinthe	N. 109	M.B.	151.73		.65					152.68
7188	Despaties, Dame R.-Alba. (Cité de-City of Hull)	104 St-Henri	8-8	M.B.	114.76		.80					115.56
7240	Simard, John	47 St-Florent	42	M.B.	329.33		.65	56.09		.95		387.02
7415	Lebrun, Vve-Wid. Arthur. (Donat St-Martin)	14 Mance	13-37	M.B.	95.17		.80					95.97
7422	Lemieux, Maurice W. (Dame A. Falardeau)	28 Mance	13-Pt. 44, 13-Pt. 43	M.B.	92.48		1.30	32.76		1.65		128.19
7449	Levert, Mme Auxilia	17 Guertin	135-70	M.B.	239.52		.65					240.17
7492	Montreuil, Henri	26 Ste-Hélène	135-114	M.B.	267.49		.65	48.68		.85		317.67
7526	Daly, Walter. (Marguerite Dufour)	13 St-Pierre	14-20	M.B.	116.80		.80	23.34				140.94
7529	Daly, David	St-Pierre	14-23	Vac.	54.62		.65					55.27
7580	Généreux, Lorenzo	Laval	135-150	Vac.	91.99		.65					92.64

7581	Généreux, Lorenzo.	Laval	135-151.	Vac.	92.04	.65			92.69
7706	Lebel, Vve-Wid. Alfred. (Victor Cholette)	109 Garneau	O.-W. 160	M.B.	176.84	.80			177.64
7709	Wright, Succ.-Estate C. B. (Corp. Episc. C.R. Ottawa)	103 Garneau	E. 158.	M.B.	120.93				121.73
7759	Alarie, Edmond. (Roland Légaré—Cité de-City of Hull, Irène Alary)	85 Charlevoix	S.-E. 127	M.B.	162.62	1.10	26.24	1.15	191.11
7834	Pelland, Germain. (Léon Couture)	42 St-Étienne	O.-W. 84	M.B.	226.41	.80			227.21
7845	Larocque, Dame A. (Théophitus Gagnon)	75-77 St-Étienne	135-90	M.B.	420.00	.80	68.73	1.65	491.18
7919C	Picard, Patrick. (Sur-On Canada Cement Ltd)	Lac Leamay	Sur-On Pt. 1.	M.B.	2.83	.80	1.98	.85	6.46
Propriétés sous la loi de Consolidation.—Properties under Consolidation Act.									
7003	Bélanger, Viau, Succ.-Est. Lilian	37 Châteauguay	283	M.B.	65.03	.65	37.74	.85	104.27
7006	Demers, Succ.-Est. Amb. (Succ.-Estate Lois W. Scott Hadley)	43-45 Châteauguay	254	M.B.	143.86	.80			144.66
7009	Demers, Succ.-Est. Théophile. (Caisse Pop. N.D. Hull)	55 Châteauguay	232 Pt. 219	M.B.	169.95	1.30			171.25
7017	Demers, Succ.-Est. Ambroise. (Elisianne Bélanger Viau—Succ.-Est. Lois W. Scott Hadley)	40½ Châteauguay	Pt. S.234, Pt. 251, Pt. S. 252	M.B.	119.07	1.95			121.02
7018	Demers, Succ.-Est. Ambroise. (Élisianne Bélanger Viau—Succ.-Estate Lois W. Scott Hadley)	40 Châteauguay	Pt. S. 252, Pt. 234, Pt. S. 251.	M.B.	113.05	1.95			115.00
7418	Cadieux, Émile. (Succ.-Est. Victor Falardeau)	20 Mance	13-40	M.B.	51.03	.80			51.83
7419	Cadieux, C. (Succ.-Est. Victor Falardeau)	20A Mance	13-41	Vac.	22.49	.80			23.29

QUARTIER DOLLARD — WARD (4)

8034B	Ardouin, Rhéa. Richard Amat	12 Langevin	Pt. 433E.	M.Bq.	259.28	.80	121.03		381.11
8039	Harper, J.-B. (Donat Paquin)	24 Langevin	Pt. N.-E. 435, Pt. N.-O.-W. 436.	M.B.	284.65	.80			285.45
8073	Rocheleau, Calixte. (Henri Pilon)	34 Verchères	Pt. N.-E. 371	M.T.	284.32	1.30			285.62
8209	Labelle, Adrien, Fils-Jr. (Dame P. Beauparlant)	118 Laval	S. 128.	M.B.	208.21	.80	64.47	1.65	275.13
8210	Hadley, W. F.	Laval	N. 128	Vac.	87.88	.65			88.53
8302	Soulière, G.-H. (Napoléon Legault)	10-12 Dollard	N. 252	M.Bq.	287.41	.80			288.21
8351	Robitaille, Vve-Wid. R.-A. (Joseph Martel)	164 Maisonneuve	18.	M.B.	280.49	.80	94.50	1.05	376.84
8401	Mereweather, G.-A. (Dame G.-A. Mereweather)	120 Champlain	137B.	M.Bq.	366.94	.80			367.74
8517	St-Cyr, Willie	19 Laurier	N. 213	M.Bq.	457.27	.65			457.92
Propriétés sous la loi de Consolidation Quartier 4—Properties under Consolidation Act Ward 4.									
8236	Nault, Armand	98 Kent	¼ N.-O.-W. 40.	M.B.	56.20	.65	24.35	.85	82.05
Propriétés sous la Loi de Consolidation Quartier 5—Properties under Consolidation Act Ward 5.									
9052	Constantineau, A. (Cité de-City of Hull)	211 Kent	217 F-26.	M.B.	55.75	.80			56.55
9059	Valiquette, Henri. (Succ.-Est. Lois W. Scott Hadley)	195 Kent	S. 389.	M.B.	65.89	.80			66.69

QUARTIER LAURIER — WARD (5)

9020	St-Louis, Jos. (Dame D. Danis-Ludwina Dupuis)	180 Laval	N. 423	M.B.	187.38	.95	41.71	1.75	231.79
9081	Émond, Moïse. (Caisse Pop. N.D. Hull)	139 Kent	Pt. 485.	M.Stuc.	409.82	.80			410.62
9164	Lavolette, Napoléon. (Dame G. Lavolette, Succ.-Est. Lois W. Scott Hadley)	149 Dollard	S. 420	M.B.	165.02	.95			165.97
9228	Lepage, J.-B. (Cité de-City of Hull)	182 Dollard	217E-36.	M.B.	106.00	.80	27.17	.95	134.92
9274	Scott, Succ.-Estate	Maisonneuve	S. 394.	Vac.	77.61	.65			78.26
9287	Leduc, Rosario. (Joseph Dompierre)	223 Maisonneuve	S. 430	M.B.	96.64	.80			97.44
9371	Lafèche, Jean-Charles. (Zéphir Lafèche)	218 Maisonneuve	O.-W. 350	M.B.	276.98	.80	84.43	1.65	363.86

N° du rôle No. of the Roll	Propriétaires, ou occupants de Biens Fonds et des améliorations Proprietors or occupants of Real Estate and Improvements	Adresse Address	N° du cadastre Cadastral No.	Descriptions des améliorations Descriptions of Improvements	Redev. mun. au 1er mai 1944 Munic. dues to May 1st, 1944	Frais de Perception Cost of Collection	Redevances Scolaires School Taxes	Frais de Perception Cost of collection	Total

QUARTIER LAURIER — Suite — WARD (5) — Continued

9443	Stevens, Reginald. (Pères Dominicains)	325 Champlain	S. 190	M.B.	\$ 223.68	\$.80			\$ 224.48
9452	Galipeau, Succ.-Est. Moïse. (Harry Williams, Ernest Villeneuve)	337 Champlain	177-174	M.Bq	623.04	1.45	\$ 240.09	\$ 1.55	866.13
9461	Marengère, Clara & Eva	371 Champlain	114	M.B.	153.99	.65			154.64
9495	Lesage, Ferdinand	368 Champlain	N. 132	M.B.	130.71	.65			131.36
9526	Falardeau Vic. Et Val. et Léopold	288 Champlain	N. 293	M.B.	99.23	.65	38.71	1.55	140.14
9617	Lavigne, Servant, Dame Oct. (Arthur Lesage)	317 Notre-Dame	157	M.B.	300.07	.80	48.84	1.55	351.26
9638	Caron, Paul	Notre-Dame	142	Vac.	216.67	.65	31.77	.85	249.94
9676	Légaré, R.	198 Notre-Dame	N. 379	M.B.	188.42	.65			189.07
9713									
9712	Dumais, Vve-Wid. P.C. Succ.-Est.	175 Laurier	Pt. 297-296-285	M.Bq	754.32	1.65			755.97
9725	Reinhardt, Jude & Al. (Dame Geo. Reinhard)	229 Laurier	165	M.Bq	223.97	.80			224.77
10049A	Lavin, R. A. (Frances A. Wright)	Riv. Ottawa	Pt. 1	M.B.	30.61	.80			31.41
10062A	Traversy, Dame C. (Federal District Com.)	Riv. Ottawa	Pt. 5	M.B.	12.45	.80			13.25
10062B	Malette, Émile. (Federal District Commission)	Riv. Ottawa	Pt. 8	M.B.	1.94	.80			2.74
10062C	Lamoureux, Berthe. (Federal District Com.)	Riv. Ottawa	Pt. 8	M.B.	1.94	.80			2.74

N° du Rôle No. of the Roll	Propriétaires de Biens Fonds Proprietors of Real Estate	Propriétaires d'Améliorations et occupants Proprietors of Improvements	Adresse Address	N° du cadastre Cadastral No.	Descriptions des Améliorations Descriptions of Improvements	Redevances Scolaires School Taxes	Frais de Perception Costs of Collection	Total

QUARTIER 1 — WARD

174	Rochon, Romuald		Lanaudière	17-11-12	Vacant	\$ 21.05	\$ 1.35	\$ 22.40
223	Laverdure, M.-J., Succ.-Estate		Prévost	50	Vacant	5.95	.85	6.80
764	Cayer, Léo (Josaphat Pharand)		Boucherville	255-217	Vacant	9.93	.95	10.88
765	Cayer, Léo (Josaphat Pharand)		27 Boucherville	255-218	Stucco	85.40	.50	85.90
1185	Desrosiers, G., Vve-Wid. (Moïse Routhier)	Gendron, J.-A.	Bienville	255-744	Vacant	3.97	.95	4.92
1710	Marier, Gérard-J. (Dame Aimé Lafrance—Succ.-Est. L. Bissonnette)		77 St-Joseph	255-908	M.B. W.H.	36.51	1.65	38.16

QUARTIER 1-A — WARD

1845	Leblanc, John. (Cité de-City of Hull)		3 Rouville	254-52	M.B. W.H.	47.67	.95	48.61
3384	Paré, Lucien. (Marcel Ste-Marie)		Bourque	244-94	Vacant	14.89	.95	15.84

3770	Richard, Amat. (Cité de-City of Hull)		25 Deslauriers.	141-231	M.B. W.H.	5.95	.95	6.90
3780	Caisse Populaire Notre-Dame	Lussier, Lionel	49 Deslauriers.	141-241	M.B. W.H.	34.20	.95	35.15
4167	Courval, Jean-Baptiste. (Cité de-City of Hull)		Jogues	254h-11-324	Vacant.	9.83	.95	10.78
4168	Courval, Jean-Baptiste. (Cité de-City of Hull)		Jogues	254h-10-325	Vacant.	10.66	.50	11.16
4531	Lévesque, D. Vve-Wid.	Thérien, A. ux Blanchette, R.	Labelle.	247-487-521	Vacant.	11.72	1.05	12.77
4557	Dupont, Clément. (Dame A.-Émard Lévesque)		Montmartre	247-488-522	Vacant.	6.84	.95	7.79
4558	Dupont, Clément. (Dame A.-Émard Lévesque)		6 Montmartre.	254-284-285	Stucco	35.90	1.00	36.90
4573	Lévesque, Célido (Dame A.-Émard Lévesque)	Godemaire, Albert.	28 Montmartre.	247-503-537	M.B. W.H.	35.59	1.05	36.64

QUARTIER No 2 — WARD

5559	Cité de-City of Hull	Beauchamp, Adélard.	33 Charlevoix	96-64-65 E.66.	Pierre—Stone.	129.10	1.95	131.05
------	----------------------	---------------------	---------------	----------------	---------------	--------	------	--------

QUARTIER No 3 — WARD

6448	Courval, Jean-Baptiste. (Gaston Fontaine)		Dupont	356	Vacant.	75.20	1.30	76.50
------	---	--	--------	-----	---------	-------	------	-------

QUARTIER No 3-A — WARD

7083	Latreille, Roméo.		18 St-Hyacinthe.	N. 95	M.B. W.H.	33.78	.60	34.38
7226	Collège d'Ottawa. (Caisse Pop. de Hull.—Nap. Patry)	Lacroix, Wilfrid	11 St-Florent	S-101.	M.B. W.H.	47.22	1.75	48.97
7431	Parisien, Ferdinand.		17 Mance	14-28, N.31.	M.B. W.H.	31.13	1.35	32.48
7483	Désormeaux, Alfred. (David Manchester)		44 St-Hélène.	135 Pt. 122	M.B. W.H.	32.06	.95	33.01
7484	Gunner, Rhéal. (Rodolphe Gunner—Rodolphe Charbonneau)		42 St-Hélène.	135-N. 122	M.B. W.H.	33.68	1.05	34.73
7496	Cité de-City of Hull	Villeneuve, Rose-Alba, Mme	16 St-Hélène.	135-S. 110.	M.B. W.H.	23.50		23.50
7567	Pharand, Jean-Baptiste. (Noé Doucet-Paquin Motors Ltd.—Commission Pensions Vieillesse)	Doucet, Arthur.	157 Laval.	135-S.161.	M.B. W.H.	35.89	1.50	37.39
7568	Pharand, Jean-Baptiste. (Noé Doucet-Paquin Motors Ltd.—Commission Pensions Vieillesse)	Doucet, Arthur.	159 Laval	135-N. 161	M.B. W.H.	42.92	.50	43.42
7773	Beauchamp, Adélard. (Sarah R. Wright)		169 St-Laurent	N. E. 124.	M.B. W.H.	52.63	.95	53.58

QUARTIER No 4 — WARD

8018	Hamond, Albert. (Rodolphe Charbonneau)		36 Courcelette	406-8	Papier—Paper	86.19	1.55	87.74
8122	Graham, Maybury. (Caisse Pop. Notre-Dame, Hull)	Courville, Frédéric, Vve-wid. G.-E.	100 Hôtel-de-Ville	285	M. Bq B.H.	195.30	1.15	196.45
8236	Nault, Armand.		98 Kent	¼ N.-O.-W. 40.	M.B. W.H.	24.35	.85	25.20
8393	Maybury, W. F. (Olivine Tassé—Raymond Bélisle—F. B. Major)	Carrière, Albert Mme—Mrs	38 Champlain.	S-344.	M.B. W.H.	56.96		56.96
8441	Lafamme, Alfred-A. (Aimée Boily Lafamme—Dominion of Canada)		95 Champlain.	S-200.	M. Bq. B.H.	117.44	.95	118.39

N ^o du Rôle No. of the Roll	Propriétaires de Biens Fonds Proprietors of Real Estate	Propriétaires d'Améliorations et occupants Proprietors of Improvements	Adresse Address	N ^o du cadastre Cadastral No.	Descriptions des Améliorations Descriptions of Improvements	Redevances Scolaires School Taxes	Frais de Perception Costs of Collection	Total
QUARTIER No 5 — WARD								
9019	Poirier, Roméo. (Cité de-City of Hull)		178 Laval	N. 424-S. 423	M.B. W.H.	35.75	1.45	37.20
9120	Chénier, Pierre		194 Kent	S. 397	M.B. W.H.	49.31	.85	50.16
9164	Scott, Succ.est. (Dame Aurélie-L. Laviolette)	Laviolette, Napoléon	149 Dollard	S. 420	M.B. W.H.	26.40	1.05	27.45
9203	Cité de-City of Hull	Coulombe, Joseph	122 Dollard	S. 464	M.B. W.H.	29.77	.70	30.47
9452	Galipeau, Moïse, Succ.est. (Ernest Villeneuve-S. Harry Williams)		337 Champlain	177-174	M.Bq. B.H.	240.09	1.55	241.64
9478	Villeneuve, Wilbrod		406 Champlain	N.58	M.B. W.H.	44.99	.60	45.59
9626	Cayer et Frères. (Aurèle Dompierre)		Notre-Dame	N. 131-129	Vacant	42.61	1.45	44.06
10062d	Gouvernement Fédéral—Federal Government. (Commission du district fédéral—Fed. Dist.Comm.)	Malette, Élie	Riv. Ottawa	Pt.S.	M.B. W.H.	.99	.60	1.59

Donné à Hull, ce douzième jour du mois d'août, 1944.

7041—33-2-o

Le greffier de la cité,
H.-LÉON LEBLANC.

Given at Hull, this twelfth day of August, 1944.

7041—33-2-o

H.-LÉON LEBLANC,
City Clerk.

CITÉ DE VERDUN

CITY OF VERDUN

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de Ville de Verdun, MERCREDI, le VINGT SEPTEMBRE, 1944, à DIX heures de l'avant-midi, en vertu de la loi 22 George V, chapitre 129, section 6, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquentement encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 9 mai, 1944, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, Article 550, tel qu'amendé par la Loi 24, Geo. V, chap. 33, section 3 et 5 Geo. VI, chap. 41, section 13.

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the City Hall, Verdun, on WEDNESDAY, the TWENTIETH day of SEPTEMBER 1944, at TEN o'clock in the forenoon under authority of Act 22, Geo. V, chap. 129, section 6, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, interests, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs are paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated the 9th May, 1944, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables, under authority of Article 550 of the Cities and Towns' Act as amended by Act 24 Geo. V, Chap. 33, Sec. 3 and Act 5 Geo. VI, Chap. 41, Sect. 13.

Nom — Name	Cad.	Subd.
W. J. Bell.....	3268.....	109-3 110-3 111-3 (avec bâtisses—with buildings).
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.		
Succ.-Est. Louis Viens.....	3401.....	733, 732, 731, 730
L. Hulek.....	3406.....	101 (avec bâtisses — with buildings).
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes. Subject to the privileged debt of the consolidation of tax arrears.		
Geo. Lalonde.....	3405.....	95 (avec bâtisses — with buildings).
Dlle-Miss B. Elmes & Mme-Mrs. F. N. Boyd.....	4687.....	275
G. M. Land Co.....	4687.....	633 pt., 634
Julius Julus.....	4687.....	683
G. De la Cueva.....	4687.....	347

Les immeubles susdits apparaissent tous aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Montréal, et sont situés dans la Cité de Verdun.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées auxdits immeubles.

Condition de la vente—argent comptant ou chèque accepté.

Donné à l'Hôtel de Ville, Verdun, P.Q., ce vingt-deuxième jour d'août, 1944.

7117-34-2-o Le greffier, A. J. BURGESS.

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the parish of Montreal, and are situated in the City of Verdun.

The said sale shall moreover be made with all servitudes, both active and passive, apparent or hidden, affecting such immoveables.

Terms:—Cash or accepted cheque.

Given at the City Hall, Verdun, Que., this twenty-second day of August, 1944.

7117-34-2-o A. J. BURGESS, City Clerk.

Arrêtés en Conseil

Orders-in-Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 3197

Number 3197

Québec, le 16 août 1944.

Quebec, August 16th, 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant la chasse à la perdrix de savane et à la perdrix grise.

Concerning the hunting of Spruce and of Birch Partridge.

Attendu que, à la suite d'une enquête, il a été démontré qu'il y a encore suffisamment de perdrix pour justifier une saison de chasse dans le cours de la présente année;

Whereas, following an inquiry, it has been shown that there are still sufficient partridge to justify a hunting season in the course of the present year;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries, vu l'article 8 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec 1941, qu'il soit

It is ordered, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries, in accordance with section 8 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec,

permis de chasser la perdrix de savane et la perdrix grise, du 16 septembre au 19 novembre 1944, ces deux dates incluses, aux conditions suivantes:

- 1.—Personne ne pourra tuer ou capturer plus que cinq (5) oiseaux par jour;
- 2.—Personne ne pourra avoir en sa possession plus que la chasse légale de trois (3) jours;
- 3.—Un mois après la fermeture de la chasse, soit après le 19 décembre 1944, personne ne pourra avoir de perdrix en sa possession;
- 4.—Toute contravention rend passible des sanctions prévues à l'article 9 du chapitre 153 des statuts refondus de Québec, 1941.

(Signé) A. MORISSET,
7096-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3171

Québec, le 16 août 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une modification du décret numéro 1464, du 17 juin 1942, et amendements, relatif à l'industrie de la peinture dans la province de Québec.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au Ministre intérimaire du Travail par les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1464, du 17 juin 1942, et amendements, relatif à l'industrie de la peinture dans la province, à l'effet de modifier ledit décret en vue d'incorporer le boni de vie chère équivalent à \$4.60 par semaine aux taux minima mentionnés à l'article IV, le tout, d'accord avec les dispositions du décret régissant les salaires en temps de guerre, (C.P. 9384);

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 15 juillet 1944;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Attendu que les dispositions de ladite requête sont conformes à la décision rendue par le Conseil régional du Travail, le 11 juillet 1944;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre intérimaire du Travail:

Que ledit décret numéro 1464 soit modifié de la façon suivante:

L'article IV est remplacé par le suivant:

"IV.—*Taux de salaires*:—Les taux minima de salaires sont les suivants:

FABRICATION DE PEINTURE ET DE LAQUE

<i>Occupation</i>	<i>Taux horaires minima</i>
1. a) Ouvriers non qualifiés, aides préparateurs, aides-broyeurs, chargeurs et aides en général	\$0.50
b) Préparateurs et broyeurs de couleurs	0.55
c) Coloristes (les deux premières années)	0.57½
d) Coloristes (après deux ans)	0.62½
e) Chefs d'équipe	0.62½

1941, that it be permitted to hunt Spruce Partridge and Birch Partridge, from the 16th of September, to the 19th of November, 1944, both dates inclusively, on the following conditions:

- 1.—No one may hunt or capture more than five (5) birds per day;
- 2.—No one may have possession of more than three (3) days' legal hunt;
- 3.—One month after the closing of the hunting season, namely after the 19th, of December 1944, no one may be in possession of partridge;
- 4.—Any infringement would be liable to the sanctions provided by section 9 of chapter 153 of the Revised Statutes of Québec, 1941.

(Signed) A. MORISSET,
7096 Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 3171

Quebec, August 16th, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a modification of decree number 1464, of June 17, 1942, and amendments, relating to the paint industry in the Province of Québec.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163), a request has been presented to the Acting Minister of Labour by the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by decree number 1464, of June 17, 1942, and amendments, relating to the paint industry in the Province, to modify the said decree in order to incorporate the cost of living bonus equivalent to \$4.60 per week in the minimum rates of wages mentioned in section IV, as enacted by the decree concerning wartime wages (P.C. 9384);

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, on July 15, 1944;

Whereas no objection against its approval has been set forth;

Whereas the provisions of the said request are in conformity with the decision rendered by the Regional War Labour Board on the 11th of July, 1944;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Acting Minister of Labour:

That the said decree number 1464 be modified in the following manner:

Section IV is replaced by the following:

"IV.—*Rates of wages*:—The minimum rates of wages are the following:

PAINT AND LACQUER FACTORY

<i>Occupations</i>	<i>Minimum hourly rates</i>
1. a) Labourers, mixers, helpers, millmen's helpers, fillers and general helpers	\$0.50
b) Mixers and millmen	0.55
c) Shaders (first 2 years)	0.57½
d) Shaders (after 2 years)	0.62½
e) Charge hands	0.62½

Occupation	Taux horaires minima	Occupations	Minimum hourly rates
FABRICATION DE VERNIS		VARNISH FACTORY	
2. a) Ouvriers non qualifiés, chargeurs et aides en général.....	0.50	2. a) Labourers, fillers and general helpers.....	0.50
b) Hommes préposés aux bouilloires.....	0.62½	b) Kettlemen.....	0.62½
c) Préparateurs de vernis.....	0.77½	c) Varnish makers.....	0.77½
d) Chefs d'équipe.....	0.62½	d) Charge hands.....	0.62½
FABRICATION DE BLANC DE PLOMB ET DE COULEUR SÈCHE		WHITE LEAD AND DRY COLOUR FACTORY	
3. a) Ouvriers non qualifiés.....	0.50	3. a) Labourers.....	0.50
b) Broyeurs.....	0.52½	b) Grinders.....	0.52½
c) Presseurs.....	0.55	c) Pressmen.....	0.55
d) Préparateurs de couleurs.....	0.62½	d) Colour strikers.....	0.62½
e) Chefs d'équipe.....	0.67½	e) Charge hands.....	0.67½
DÉPARTEMENT DE LA RÉCEPTION, DE L'EMBALLAGE ET DE L'EXPÉDITION		RECEIVING, PACKING AND SHIPPING DEPARTMENT	
4. a) Aides en général.....	0.50	4. a) General helpers.....	0.50
b) Chefs d'équipe.....	0.57½	b) Charge hands.....	0.57½
	<i>par semaine</i>		<i>per week</i>
c) Commis d'expédition et gardiens d'entrepôt.....	\$ 25.60	c) Shipping clerks and stock keepers.....	\$ 25.60
d) Gardiens, mécaniciens de machines fixes, chauffeurs, surveillants et pointeurs.....	25.60	d) Watchmen, firemen, watchmen and timekeepers.....	25.60
	<i>de l'heure</i>		<i>per hour</i>
e) Tonneliers et réparateurs des moulins.....	0.62½	e) Coopers and mill dressers.....	0.62½
f) Préposés à l'entretien, comprenant les menuisiers, les électriciens, les plombiers, les machinistes, les forgerons, etc.....	0.67½	f) Maintenance men, including carpenters, electricians, plumbers, machinists, blacksmiths, etc.....	0.67½
	<i>par semaine</i>		<i>per week</i>
g) Mécaniciens de machines fixes, (4e classe).....	28.90	g) Stationary enginemen: 4th class..	28.90
Mécaniciens de machines fixes, (3e classe).....	31.60	“ “ 3rd class..	31.60
Mécaniciens de machines fixes, (2e classe).....	37.00	“ “ 2nd class..	37.00
SURIMPRESSIION ET POLYCOPIÉ DES ÉTIQUETTES		OVERPRINTING LABELS AND MULTIGRAPHING	
	<i>de l'heure</i>		<i>per hour</i>
5. a) Salariés du sexe masculin de moins de 18 ans.....	0.35½	5. a) Male employees under 18 years of age.....	0.35½
b) Salariés masculins, 18 ans et moins de 21 ans.....	0.47½	b) Male employees, 18 years of age and not over 21.....	0.47½
c) Salariés masculins de plus de 21 ans.....	0.50	c) Male employees, over 21.....	0.50
APPRENTIS		APPRENTICES	
6. a) De moins de 20 ans (une année seulement).....	0.35½	6. a) Under 20 years of age (1 year only)	0.35½
EMPLOYÉS DU SEXE FÉMININ (Tous les départements)		FEMALE EMPLOYEES (All factory departments)	
7. a) Minimum.....	0.30	7. a) Minimum.....	0.30
DÉPARTEMENT DE L'HUILE DE LIN		LINSEED OIL DEPARTMENT	
8. a) Ouvriers non qualifiés.....	0.50	8. a) Labourers.....	0.50
b) Préposés aux presses hydrauliques ou à leur déchargement.....	0.52½	b) Hydraulic press or expeller men...	0.52½
c) Préposés à l'entretien.....	0.67½	c) Maintenance men.....	0.67½

Note:—“Les taux de salaires mentionnés dans le présent article comprennent les taux basiques plus l'indemnité de vie chère équivalente à \$4.60 par semaine accordée par le Conseil régional du Travail. Cependant, conformément aux dispositions du décret régissant les salaires en temps de guerre C.P. 9384, à compter du 15 février 1944, l'indemnité de vie chère payée par un employeur

Note:—The rates of wages mentioned in this section comprise the basic rates plus the cost of living bonus equivalent to \$4.60 per week granted by the Regional War Labour Board. However, pursuant to the provisions of Order P.C. 9384 governing wartime wages, starting from February 15th, 1944, the cost of living bonus paid by an individual employer shall become part of the

individuel doit être intégrée au salaire réel payé à chacun de ses salariés, même si ce salaire est supérieur aux minima établis par le présent décret."

7112-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3173

Québec, le 16 août 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une convention collective de travail relative à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), la Fédération nationale catholique des métiers du bâtiment et la Chambre de Construction Inc., de Montréal, ont présenté au Ministre intérimaire du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire les conventions collectives de travail intervenues entre:

D'UNE PART:

Brodies' Limited, 1070, rue Bleury, Montréal;
Brunet Jos. Limitée, 4485 Chemin de la Côte des Neiges, Montréal;
National Granite Works Limited, 892 ouest, rue Sherbrooke, Montréal;
Scotstown Granite Company Ltd, 660 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal;
Silver Granite Company Limited, 2331 rue Provençale, Montréal;
Smith Bros Memorial Art Ltd., 2116 rue Bleury, Montréal;
Deschambault Quarry Corporation, St-Marc-des-Carières;
Stanstead Granite Quarries Company Limited, Beebe, Qué.;
W. M. Hazelton Granite Quarries, Beebe, Qué.;
Todoro & Bigras, 6766 est, rue Sherbrooke, Montréal;
possédant et exploitant des carrières de granit et des ateliers de taille de granit et faisant affaires dans toute la province de Québec;
Missisquoi Stone & Marble Company Limited, Philipsburg, Qué.;
Deschambault Quarry Corporation, St. Marc-des-Carières, Qué.;
Gingras & Cie, Ltée;
Morrison Quarry;
Martineau & Fils;
La Salle Stone & Marble Company;
Alfred Bissonnette;
Lomoges Giguère;
S. M. Grandmaison;
Produits de ciment économiques;
tous propriétaires d'ateliers ou de carrières de pierre à chaux, de pierre à sable, de pierre artificielle ou de toute autre pierre, à l'exception du granit et du marbre et constituant le groupe prépondérant des employeurs dans cette industrie faisant affaires dans toute la province;
Missisquoi Stone & Marble Company Limited, Philipsburg, Qué.;
Smith Marble & Construction Company Ltd., 207 avenue Van Horne, Montréal;
Pizzagalli Terrazo Tile Manufacturing Co. Ltd., 105 ouest, rue Jean-Talon, Montréal;

actual wages paid to each and every one of his employees, even if such wages are higher than the minima established by the present decree.

7112-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3173

Quebec, August 16, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a collective labour agreement relating to the building material industry in the Province of Quebec.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163), "La Fédération nationale catholique des métiers du bâtiment" and The Builders' Exchange inc., of Montreal, have presented to the Acting Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreements entered into between:

ON THE ONE PART:

Brodies' Limited, 1070 Bleury street, Montreal;
Brunet Jos Limitée, 4485 Côte des Neiges Road, Montreal;
National Granite Works Limited, 892 Sherbrooke street West, Montreal;
Scotstown Granite Company Ltd., 660 St. Catherine West, Montreal;
Silver Granite Company Limited, 2331 Provençale street, Montreal;
Smith Bros Memorial Art Ltd., 2116 Bleury street, Montreal;
Deschambault Quarry Corporation, St. Marc des Carières;
Stanstead Granite Quarries Company Limited, Beebe, Que.;
W. M. Hazelton Granite Quarries, Beebe, Que.;
Todoro & Bigras, 6766 Sherbrooke street East, Montréal;
owning and operating granite quarries and granite cutting plants and carrying on business throughout the entire Province of Quebec;
Missisquoi Stone & Marble Company Limited, Philipsburg, P.Q.;
Deschambault Quarry Corporation, St. Marc des Carières, P.Q.;
Gingras & Cie, Ltée;
Morrison Quarry;
Martineau & Fils;
La Salle Stone & Marble Company;
Alfred Bissonnette;
Limoges Giguère;
S. M. Grandmaison;
Produits de ciment économiques;
all owners of shops or quarries of limestone, sandstone, artificial stone or of any other kind of stone, with the exception of granite and marble, and comprising the preponderant group of employers in the said industry doing business throughout the whole Province;
Missisquoi Stone & Marble Company Limited, Philipsburg, P. Q.;
Smith Marble & Construction Company Ltd., 207 Van Horne Ave., Montreal;
Pizzagalli Terrazo Tile Manufacturing Co., Ltd., 105 Jean Talon St. West, Montreal;

Deery Marble Company, Ltd., 6554 rue Durocher, Montréal;

Canadian Flooring Tile Co. Ltd., 27 ouest, rue Jean Talon, Montréal;

Art Tile & Ceramique Company, 6557 rue Garnier, Montréal;

tous propriétaires d'ateliers de marbre et de terrazo et comprenant le groupe prépondérant des employeurs de ladite industrie faisant affaires dans toute la province;

Et, D'AUTRE PART:

La Fédération Nationale catholique des métiers du bâtiment et des matériaux de construction, 1231 est, rue Demontigny, Montréal, et ses filiales, représentant les salariés des métiers et classifications mentionnés dans les présentes conventions;

pour les employeurs et les employés des industries et métiers visés suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 30 juin 1944;

Attendu que les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans le commerce et les occupations visées et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

Attendu que les dispositions de la loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Attendu que les augmentations de salaires accordées aux salariés régis par la section II (industrie de la pierre), de même que l'augmentation du taux de salaire des forgerons (section II), ont été approuvées par le Conseil régional du travail, par décision rendue à sa séance du 25 juillet 1944;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre intérimaire du Travail:

Que ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 30 juin 1944.

SECTION I

Industrie du granit

I.—a.—*Juridiction industrielle*:—La présente section régit toutes les opérations d'extraction, de cassage, de concassage et de finition du granit.

b.—*Juridiction territoriale*:—La juridiction territoriale de cette section comprend toute la province de Québec.

II.—*Zones*:—La juridiction territoriale de la présente section est divisée en deux (2) zones comme suit:

Zone I:—Comprend la cité de Québec, l'île de Montréal, la cité de Sherbrooke et la cité des Trois-Rivières;

Zone II:—Comprend toute la province de Québec à l'exception de la zone I.

III.—*Taux des salaires*:—Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacun des métiers mentionnés ci-après:

Deery Marble Company Limited, 6554 Durocher St., Montreal;

Canadian Flooring Tile Co., Ltd., 27 Jean-Talon St. West, Montreal;

Art Tile & Ceramique Company, 6557 Garnier St., Montreal;

all owners of marble and terrazo plants and comprising the preponderant group of employers in the said industry doing business in the whole Province;

And, ON THE OTHER PART:

'La Fédération nationale catholique des métiers du bâtiment et des matériaux de construction', 1231 Demontigny St. East, Montreal, and its branches, for and on behalf of the employees engaged in the trades and classifications concerned in the present agreements,

for the employers and employees of the industries and trades concerned according to the conditions that were given in the *Quebec Official Gazette* of June 30th, 1944;

Whereas the provisions of the said request have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the trade and the occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

Whereas the provisions of the Act, concerning the publication of notices, have been duly observed;

Whereas no objection against its approval has been set forth;

Whereas, the increases in wages granted to the employees governed by Part II (stone industry), as well as the rise in the wage rates for blacksmiths (part II), have been approved by the Regional War Labour Board, by a decision taken at its meeting of July 25, 1944;

It is ordained, therefore, on the recommendation of the Honourable Acting Minister of Labour:

That the said request be accepted, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), and, however, that the following new provisions replace those described in the *Quebec Official Gazette* on June 30, 1944.

PART I

Granite Industry

I.—a.—*Industrial jurisdiction*:—The present part shall apply and extend to all granite extracting, quarrying, crushing and finishing operations.

b.—*Territorial jurisdiction*:—The territorial jurisdiction of this part shall comprise the entire Province of Quebec.

II.—*Zones*:—The territorial jurisdiction of this part is divided in two (2) zones as follows:

Zone I:—Zone I shall comprise the city of Québec, the Island of Montreal, the city of Sherbrooke and the city of Three Rivers;

Zone II:—Zone II shall comprise the entire Province of Quebec with the exception of the territory covered by Zone I.

III.—*Wage rates*:—The minimum wage rates shall be the following for each of the following trades:

Métiers	Salaires horaires		- Trades	Hourly rates	
	Zone I	Zone II		Zone I	Zone II
Tailleurs de granit.....	\$ 0.82	\$0.72	Granite cutters.....	\$ 0.82	\$0.72
Préposés au lettrage et aux dessins sur composition.....	0.82	0.72	Letterers and designers on composition.....	0.82	0.72
Compagnons tailleurs de granit sur dégauchisseuses et sableuses....	0.82	0.72	Journeymen—granite cutters on surfacing or sandblasting machines.	0.82	0.72
	Zones I et II			Zones I & II	
Préposés aux machines dégauchisseuses... \$	0.61		Surfacing machine operators.....	\$ 0.61	
Préposés aux sableuses.....	0.61		Sandblast operators.....	0.61	
Forgerons.....	0.67		Blacksmiths.....	0.67	
Polisseurs à la machine.....	0.61		Machine polishers.....	0.61	
Polisseurs à la main.....	0.51		Hand polishers.....	0.51	
Apprentis polisseurs (maximum—une année)	0.28		Apprentice-polishers (maximum—one year)	0.28	
Préposés au fonctionnement des grues....	0.56		Hoist and crane operators.....	0.56	
Préposés au fonctionnement des scies à chasse.....	0.56		Gang saw operators.....	0.56	
Préposés au fonctionnement de machine à carborundum.....	0.56		Carborundum machine operators.....	0.56	
Carriers.....	0.51		Quarry-men.....	0.51	
Mancœuvres et aides.....	0.41		Labourers and helpers.....	0.41	
Mécaniciens de machines fixes.....	0.61		Stationary enginemen.....	0.61	
Second mécanicien de machines fixes....	0.51		Stationary enginemen's assistant.....	0.51	
Chauffeurs.....	0.51		Firemen.....	0.51	
Apprentis-tailleurs de granit:			Apprentice—granite cutting:		
1ère année.....	0.23		1st year.....	0.23	
2ième année.....	0.28		2nd year.....	0.28	
3ième année.....	0.39		3rd year.....	0.39	
4ième année.....	0.56		4th year.....	0.56	
Surveillants.....	\$18.20	par semaine	Watchmen.....	\$18.20	per week

IV.—Périodes de paye:—Les salaires doivent être payés au moins deux fois par mois et dans un délai maximum de sept jours suivant chaque période de paye.

V.—Durée du travail:—a.—La durée maximum du travail des tailleurs de granit, des apprentis tailleurs de granit, des préposés au lettrage et aux dessins sur composition et des forgerons travaillant dans les ateliers est de huit heures par jour, réparties entre 7.00 a.m. et 5.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et de cinq heures le samedi, réparties entre 7.00 a.m. et midi.

Pour les surveillants, il n'y a aucune limitation, soit journalière, soit hebdomadaire, des heures de travail.

La durée maximum du travail des salariés des autres catégories mentionnées à l'article III de la présente section est de neuf heures par jour, distribuées entre 7.00 a.m. et 5.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et de cinq heures le samedi, distribuées entre 7.00 a.m. et midi.

b.—Si un établissement ajoute une (1) heure de travail, chaque jour, en vue de pouvoir fermer ses portes le samedi, cette heure de travail n'est pas considérée comme supplémentaire et peut être rémunérée aux taux de salaire réguliers.

c.—Pour les équipes doubles et supplémentaires, on n'est pas tenu de suivre les heures de commencement et de cessation du travail; on doit cependant tenir compte de la limitation journalière des heures de travail établie dans cette section.

d.—Toute période durant laquelle le salarié est à la disposition de l'employeur doit être ajoutée à ses heures de travail. Lorsque ledit salarié est appelé pour une certaine heure et qu'il doit attendre pour être mis au travail, il a droit à une rémunération pour cette période d'attente. Lors de tout arrêt de travail dans l'atelier en raison de causes incontrôlables de la part de l'employeur, le salarié a droit à une rémunération pour la période d'attente, s'il a été requis de demeurer sur les lieux.

IV.—Pay periods:—Wages shall be paid at least twice a month, and not more than seven days after each pay period.

V.—Duration of labour:—a.—The maximum duration of labour for granite cutters, granite cutters' apprentices, letterers and designers on composition and blacksmiths working in the shops shall be eight hours per day, distributed between 7.00 a.m. and 5.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday; and five hours, distributed between 7.00 a.m. and noon, on Saturday.

There shall be no daily or weekly limitation to the duration of labour for watchmen.

The maximum duration of labour for the other classifications mentioned in section III hereof, shall be nine hours per day, distributed between 7.00 a.m. and 5.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday; and five hours, distributed between 7.00 a.m. and noon, on Saturday.

b.—Where, however, any firm desires to work one (1) hour more per day in order to obviate work on Saturday, such work shall not be deemed to be overtime as herein after defined, but may be paid for at the regular wage rates.

c.—Double and extra shifts of workmen shall not be subject to specified hours of starting and finishing. However, the daily limitation of working hours shall be the same as herein above referred to.

d.—The hours of labour shall include the time during which the employee is at the disposal of the employer. If, called for a specific time, the employee has to wait for work, he shall be entitled to be paid for the waiting time. If the work in the shop is stopped for a reason out of the employer's control, the employee, if he is requested to wait in the shop, shall be paid for the waiting time.

VI.—*Travail supplémentaire*:—Tout travail exécuté en plus des heures régulières, ou en dehors des heures déterminées dans la présente section, doit être considéré comme travail supplémentaire.

VII.—*Taux pour travail supplémentaire*:—Tout travail supplémentaire doit être rémunéré à raison de salaire et quart par rapport aux taux réguliers. Tout travail exécuté le dimanche doit être rémunéré à raison de salaire et demi.

VIII.—*Travail à la pièce*:—Tout contrat intervenu entre un employeur et un ou plusieurs employés sur une base de travail à la pièce ou à contrat ou pour un prix fixe est nul à toutes fins que de droit.

IX.—*Apprentissage*:—a.—Quatre (4) années constituent la période d'apprentissage dans les métiers de tailleur de granit et de forgeron. Dans le métier de polisseur, l'apprentissage est d'une année. Les autres occupations énumérées à l'article III ne nécessitent aucun apprentissage. Aucun apprenti ne peut commencer la période de son apprentissage avant d'avoir atteint l'âge de seize ans ou après avoir dépassé vingt ans.

b.—Il est interdit d'employer plus d'un (1) apprenti tailleur de granit pour chaque huit (8) tailleurs de granit engagés dans chaque atelier.

VI.—*Overtime work*:—All work performed in excess of the regular hours, or outside the hours set forth in the present part, shall be considered as overtime work.

VII.—*Overtime rate*:—All overtime work shall be paid at the rate of time and one quarter of the regular rates. Work performed on Sundays shall be paid at the rate of time and one half.

VIII.—*Piece-work*:—All contracts entered into by an employer and one or more employees on a piece-work or labour contract basis or for a fixed price are invalid for all purposes of the law.

IX.—*Apprenticeship*:—a.—Four (4) years shall constitute the apprenticeship period for the granite cutting trade and for blacksmiths. One year shall constitute the apprenticeship period for the polishing trade. There shall be no apprenticeship for the other classifications listed in section III. No apprentice shall begin the apprenticeship period before being 16 years of age or after 20.

b.—No employer shall hire more than one (1) apprentice granite cutter to each eight (8) granite cutters employed in each shop.

SECTION II

Industrie de la pierre

I.—a.—*Jurisdiction industrielle*:—La présente section régit tout travail de finition dans les industries de la pierre à chaux, de la pierre à sable, de la pierre artificielle, des blocs de ciment et de toute autre pierre à l'exception du granit et du marbre.

b.—*Jurisdiction territoriale*:—La juridiction territoriale de cette section comprend toute la province de Québec.

II.—*Taux de salaires*:—Les taux de salaire minima sont les suivants pour les métiers ci-après mentionnés:

Métiers	Salaires horaires
Tailleurs de pierre.....	\$ 0.72
Apprentis tailleurs de pierre:	
1ère année.....	0.22
2ième année.....	0.32
3ième année.....	0.47
4ième année.....	0.62
Préposés au fonctionnement de raboteuses.	0.62
Apprentis préposés au fonctionnement de raboteuses:	
Premiers 9 mois.....	0.47
Deuxièmes 9 mois.....	0.57
Préposés au fonctionnement de machines à carborundum.....	0.52
Préposés au fonctionnement de scies (toutes sortes).....	0.47
Préposés au fonctionnement de grues mécaniques.....	0.47
Tourneurs de pierre.....	0.62
Aides et journaliers.....	0.42
Forgerons.....	0.67
Surveillants.....	\$15.95 par semaine

Pierre artificielle et blocs de ciment:

Finisseurs de pierre artificielle.....	0.72
Préposés au fonctionnement de hies et mouleurs.....	0.52
Aides et journaliers.....	0.42
Modeleurs.....	0.82

III.—*Durée du travail*:—La durée maximum de travail des tailleurs de pierre, des apprentis

PART II

Stone Industry

I.—a.—*Industrial jurisdiction*:—The present part shall govern any finishing operation in the industries of limestone, sand stone, artificial stone, cement blocks and of any other stone, with the exception of granite and marble.

b.—*Territorial jurisdiction*:—The territorial jurisdiction of this part shall comprise the entire province of Québec.

II.—*Wage rates*:—The minimum rates of wages shall be the following for the hereinafter mentioned trades:

Trades	Wage rates per hour
Stone cutters.....	\$ 0.72
Apprentice stone cutters:	
First year.....	0.22
Second year.....	0.32
Third year.....	0.47
Fourth year.....	0.62
Planermen.....	0.62
Apprentice planermen:	
First 9 months.....	0.47
Second 9 months.....	0.57
Carborundum machine operators.....	0.52
Sawyer men (all kinds).....	0.47
Cranemen.....	0.47
Stone turners.....	0.62
Helpers and labourers.....	0.42
Blacksmiths.....	0.67
Watchmen.....	\$15.95 per week

Artificial stone and cement blocks:

Artificial stone dressers.....	0.72
Rammers and moulders.....	0.52
Helpers and labourers.....	0.42
Modellers.....	0.82

III.—*Duration of labour*:—The maximum duration of labour shall be eight (8) hours per day

tailleurs de pierre et des finisseurs de pierre artificielle est de huit (8) heures par jour les cinq (5) premiers jours de la semaine et de quatre (4) heures le samedi. La durée maximum du travail pour les autres classifications mentionnées à l'article II de la présente section est de neuf (9) heures par jour les cinq (5) premiers jours de la semaine et de cinq (5) heures le samedi. Il n'y a aucune limitation quotidienne ou hebdomadaire de la durée du travail pour les surveillants.

IV.—*Travail supplémentaire*:—Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et quart par rapport au salaire régulier.

V.—*Apprentissage*:—a.—Quatre (4) années constituent la période d'apprentissage pour le métier de tailleur de pierre et dix-huit (18) mois d'emploi ininterrompu constituent celle des préposés au fonctionnement de raboteuses.

b.—Il est interdit d'employer plus d'un (1) apprenti pour chaque huit (8) compagnons engagés dans chaque atelier.

VI.—Dans le but de promouvoir l'usage de la pierre à chaux, pour le remplissage d'une construction, il est convenu de permettre le travail à la pièce dans le cas de la pierre à surface non finie connue sous le nom de "scotch work" ou "petite course", pourvu que cette pierre n'ait pas plus de 11 $\frac{3}{4}$ " (onze pouces et trois quarts) de hauteur; le salaire est d'un dollar et vingt-cinq sous (\$1.25) par verge carrée.

SECTION III

Industrie du marbre

I.—a.—*Jurisdiction industrielle*:—La présente section régit toutes les opérations de l'industrie du marbre, terrazo, tuile ou opérations similaires.

b.—*Jurisdiction territoriale*:—La juridiction territoriale de cette section comprend la province de Québec.

II.—*Taux de salaires*:—Les taux de salaires minima ci-dessous mentionnés doivent être payés pour chacun des métiers ci-après:

Métiers	Salaires horaires
Tailleurs de marbre.....	\$ 0.62
Apprentis-tailleurs de marbre:	
1ère année.....	0.22
2ième année.....	0.27
3ième année.....	0.37
4ième année.....	0.52
Préposés au fonctionnement des compresseurs.....	0.37
Ajusteurs de scie.....	0.37
Aides et manœuvres.....	0.32
Mécaniciens.....	0.42
Préposés au fonctionnement des cies.....	0.42
Préposés au fonctionnement des machines à carborundum.....	0.52
Apprentis-préposés au fonctionnement des machines à carborundum:	
Premiers six mois.....	0.37
Deuxième six mois.....	0.42
Troisièmes six mois.....	0.47
Polisseurs de face.....	0.47
Polisseurs de bouts.....	0.37
Polisseurs à la machine (marbre et terrazo)	0.42
Polisseurs à la main.....	0.37
Menuisiers pour boîtes.....	0.37
Mouleurs de terrazo.....	0.57
Préposés au fonctionnement des grues.....	0.42
Surveillants.....	\$15.95 par semaine

for the first five (5) days of the week and four (4) hours on Saturday, in respect of stone cutters, apprentice stone cutters and artificial stone dressers. All other classifications of labour mentioned in section II of this part shall work nine (9) hours per day for the first five (5) days of the week with five (5) hours on Saturday.

There shall be no limitation of the daily or weekly duration of labour for watchmen.

IV.—*Overtime work*:—Overtime work shall be paid at the rate of time and a quarter of the regular rates.

V.—*Apprenticeship*:—a.—Four (4) years shall constitute the period of apprenticeship in the trade of stone-cutting, and eighteen (18) months of continuous employment shall be the period of apprenticeship for planermen.

b.—At no time shall there be employed more than one (1) apprentice to each eight (8) journeymen employed in each shop.

VI.—In order to encourage the use of limestone for the infilling of buildings, piece work shall be allowed for rock face stone usually called Scotch Work or Petite Course, providing that same is not over eleven inches and three quarters (11 $\frac{3}{4}$) high; the rate of pay to be one dollar and twenty-five cents (\$1.25) per square yard.

PART III

Marble Industry

I.—a.—*Industrial jurisdiction*:—The present part shall apply and extend to all operations in the marble, terrazo and tile industry or similar operations.

b.—*Territorial jurisdiction*:—The territorial jurisdiction of this part shall comprise the entire Province of Quebec.

II.—*Wage rates*:—The minimum rates of wages shall be the following for each one of the following trades:

Trades	Wage rates per hour
Marble cutters.....	\$ 0.62
Apprentice marble cutters:	
First year.....	0.22
Second year.....	0.27
Third year.....	0.37
Fourth year.....	0.52
Compressormen.....	0.37
Saw setters.....	0.37
Helpers and labourers.....	0.32
Millwrights.....	0.42
Sawyersmen on gang saws.....	0.42
Carborundum machine operators.....	0.52
Apprentice-carborundum machine operators:	
First 6 months.....	0.37
Second 6 months.....	0.42
Third 6 months.....	0.47
Bed Rubber Face.....	0.47
Bed Rubber End.....	0.37
Machine polishers (marble and terrazo).....	0.42
Hand polishers.....	0.37
Boxers.....	0.37
Terrazo casters.....	0.57
Cranemen.....	0.42
Watchmen.....	\$15.95 per week

III.—*Périodes de paye*.—Les salaires doivent être payés régulièrement, au moins deux fois par mois, dans un délai maximum de sept jours suivant chaque période de paye.

IV.—*Durée du travail*.—La durée maximum de travail des tailleurs de marbre et des apprentis-tailleurs de marbre est de quarante-quatre (44) heures par semaine, de huit (8) heures par jour pour les cinq (5) premiers jours de la semaine et de quatre (4) heures le samedi. La durée maximum de travail pour les autres métiers mentionnés à l'article II de cette section est de cinquante-cinq (55) heures par semaine, de dix (10) heures par jour les cinq (5) premiers jours de la semaine et de cinq (5) heures le samedi. Il n'y a aucune limitation quotidienne ou hebdomadaire de la durée du travail pour les surveillants.

V.—*Travail supplémentaire*.—Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et quart par rapport au salaire régulier.

VI.—*Apprentissage*.—a.—Quatre (4) années constituent la période d'apprentissage pour le métier de tailleur de marbre et dix-huit (18) mois d'emploi ininterrompu constituent celle des préposés au fonctionnement des machines à carborundum.

b.—Il est interdit d'employer plus d'un (1) apprenti pour chaque cinq (5) compagnons de chaque catégorie des métiers mentionnés dans la présente section; on peut employer un (1) apprenti par trois opérateurs de machines à carborundum.

c.—Aucun apprenti ne peut commencer son apprentissage avant d'avoir atteint sa seizième année.

Durée du décret.—Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1944.

Il se renouvellera automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à l'autre partie de son intention de l'abroger, et ce, au moins soixante (60) jours avant son expiration originale le ou avant le 31 décembre de toute année subséquente.

7113-o A. MORISSETTE,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3166

Québec, le 16 août 1944.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant une modification au décret numéro 2011, du 9 septembre 1939, et amendements, relatif au métier de boulanger dans l'Île de Montréal.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le comité conjoint de l'Industrie de la Boulangerie du District de Montréal a présenté au Ministre intérimaire du Travail une requête à l'effet d'apporter une modification au décret numéro 2011, du 9 septembre 1939, et amendements, relatif au métier de boulanger dans l'Île de Montréal;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 15 juillet 1944;

III.—*Pay periods*.—Wages shall be paid regularly, at least twice a month, not more than seven days after each pay period.

IV.—*Duration of labour*.—The maximum duration of labour shall be eight (8) hours per day for the first (5) days of the week and forty-four (44) hours per week including four (4) hours on Saturday, in respect of marble cutters and apprentice marble cutters. All other classifications of labour mentioned in section II of this part shall be limited to a maximum duration of labour of ten (10) hours per day for the first five (5) days of the week with five (5) hours on Saturday, making a maximum week of fifty-five (55) hours. There shall be no limitation of the daily or weekly duration of labour for watchmen.

V.—*Overtime work*.—Overtime work shall be paid at the rate of time and a quarter of the regular rates.

VI.—*Apprenticeship*.—a.—Four (4) years shall constitute the period of apprenticeship in the trade of marble-cutting, and eighteen (18) months of continuous employment shall be the period of apprenticeship for carborundum machine operators.

b.—No employer shall have more than one (1) apprentice to each five (5) journeymen of each category of the trades mentioned in the present part; however, one (1) apprentice shall be allowed to each three (3) carborundum machine operators.

c.—No apprentice shall begin his apprenticeship before the sixteenth year of his age.

Duration of the decree.—This decree shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain effective until December 31, 1944.

It shall renew itself automatically thereafter from year to year, unless one of the contracting parties give to the other party, sixty (60) days prior to the original expiration of the said decree, or before the 31st of December of any subsequent year, a written notice of its intention to repeal same.

7113-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3166

Quebec, August 16, 1944.

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a modification of the decree number 2011, of September 9, 1939, and amendments, relating to the baker trade in the Island of Montreal.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), The Joint Committee of the Baking Industry of the District of Montreal has presented to the Minister of Labour *Ad Interim* a request to modify the decree number 2011, of September 9, 1939, and amendments, relating to the baker trade in the Island of Montreal;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on July 15, 1944;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Attendu que le Conseil régional du Travail a approuvé les dispositions de ladite requête et a ordonné à tous et à chacun des employeurs régis par le décret de s'y conformer, par décision rendue à sa séance du 1er août 1944;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre intérimaire du Travail:

Que ledit décret numéro 2011 soit modifié de la façon suivante:

Les mots "salaire minimum", apparaissant aux premier et troisième alinéa de l'article IV, sont remplacés par les mots "salaire réel".

A. MORISSET,
7123-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3172

Québec, le 16 août 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant une nouvelle prolongation de la durée du décret numéro 3335, du 4 décembre 1942, relatif aux travailleurs en fourrure, commerce du gros, dans la région de Montréal.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable Ministre intérimaire du Travail:

Que le décret numéro 3335, du 4 décembre 1942, relatif aux travailleurs en fourrure, commerce du gros, dans la région de Montréal, soit de nouveau prolongé jusqu'au premier octobre 1944.

A. MORISSET,
7126-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3168

Québec, le 16 août 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant une correction au décret numéro 2806, du 19 juillet 1944, relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec.

Attendu qu'une erreur de copiste s'est glissée dans la présentation du projet d'amendement approuvé par l'arrêté-en-Conseil numéro 2806, du 19 juillet 1944, modifiant le décret numéro 2991, du 10 novembre 1937, et amendements, relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec;

Attendu qu'il y a lieu de corriger cette erreur immédiatement;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre intérimaire du Travail:

Que le nouvel article XIX mentionné dans ledit arrêté numéro 2806, soit corrigé de la façon suivante:

Les mots: "quatre (4) mois avant le 1er juillet de chaque année" sont remplacés par les mots: "soixante (60) jours avant le 1er juillet de chaque année".

A. MORISSET,
7124-o Greffier du Conseil Exécutif.

Whereas no objection against its approval has been set forth;

Whereas the Regional War Labour Board has approved the provisions of the said request and has ordered each and every employer governed by the decree to comply with same, by a decision taken at its meeting of August 1, 1944;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour *Ad Interim*, that the said decree number 2011 be modified in the following manner:

The words "minimum wages" mentioned in the first and third paragraphs of section IV, are replaced by the words "actual wages".

A. MORISSET,
7123-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3172

Quebec, August 16, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a further extension of the duration of the decree number 3335, of December 4, 1942, relating to the fur workers, wholesale trade, in the district of Montreal.

It is ordained, upon the recommendation of the Honourable Acting Minister of Labour:

That the decree number 3335, of December 4, 1942, relating to the fur workers, wholesale trade, in the district of Montreal, be again extended until October 1, 1944.

A. MORISSET,
7126-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3168

Quebec, August 16, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a correction of the decree number 2806, of July 19, 1944, relating to the men's and boys' clothing industry in the Province of Quebec.

Whereas there is a clerical error in the text of the draft amendment approved by Order-in-council number 2806, of July 19, 1944, modifying the decree number 2991, of November 10, 1937, and amendments, relating to the men's and boys' clothing industry in the Province of Quebec;

Whereas it is advisable to correct this error immediately;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Acting Minister of Labour:

That the new section XIX, mentioned in the said Order No. 2806, be corrected in the following manner:

The words: "four (4) months before the 1st of July of each year" are replaced by the words: "sixty (60) days before the 1st of July of each year".

A. MORISSET,
7124-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3164

Québec, le 16 août 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant une modification au décret numéro 3751, du 17 décembre 1943, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans les comtés de Joliette, Montcalm, l'Assomption et Berthier.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au Ministre intérimaire du Travail par le comité conjoint des maîtres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm, à l'effet de modifier le décret numéro 3751, du 17 décembre 1943, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans les comtés de Joliette, Montcalm, l'Assomption et Berthier;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 23 juin 1944;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Attendu que le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec a approuvé les dispositions de ladite requête, par décision rendue à sa séance du 25 mai 1944;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre intérimaire du Travail:

Que ledit décret numéro 3751 soit modifié de la façon suivante:

Les paragraphes "a" et "b" de l'article V sont remplacés par les suivants:

"V.—*Taux des salaires*:—Le salaire minimum pour le travail régulier est le suivant:

a.—Les employés barbiers ou coiffeurs pour hommes reçoivent \$22.00 par semaine, plus 50% de toute recette qu'ils ont faite au-dessus de \$30.00 au cours de la semaine.

Déduction allouée: \$1.50 pour le gîte et \$3.00 pour la nourriture, par semaine.

b.—Employées coiffeuses pour dames: \$12.00 par semaine."

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

7122-o

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3164

Quebec, August 16, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning an amendment of the decree number 3751, of December 17, 1943, relating to the barber and hairdresser trades in the counties of Joliette, Montcalm, l'Assomption and Berthier.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the Joint Committee of the Barbers and Hairdressers in the counties of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm have presented to the Acting Minister of Labour a request to modify the decree number 3751, of December 17, 1943, relating to the barber and hairdresser trades in the counties of Joliette, Montcalm, l'Assomption, and Berthier;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on June 23, 1944;

Whereas no objection against the said request has been set forth;

Whereas, the Regional War Labour Board for Quebec has approved the provisions of the said request, by a decision taken at its meeting of May 25, 1944;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Acting Minister of Labour:

That the said decree number 3751 be modified in the following manner:

Subsections "a" and "b" of section V are replaced by the following:

"V.—*Rates of wages*:—The minimum wages for regular time shall be as follows:

a.—Barber and men's hairdresser (employee): \$22.00 per week, plus 50% of all receipts in excess of \$30.00, made by them in the course of the week.

Deduction allowed: \$1.50 for lodging, and \$3.00 for meals, per week.

b.—Female ladies' hairdresser (employee): \$12.00 per week".

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

7122-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3169

Québec, le 16 août, 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant des modifications au décret numéro 1764, du 2 septembre 1938, et amendements, relatif aux métiers de la construction dans la cité de Sorel et un rayon de six (6) milles de ses limites.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le comité paritaire de l'industrie de la Construction de Sorel a présenté au Ministre intérimaire du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1764, du 2 septembre 1938, et amende-

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3169

Quebec, August 16, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning modification to the decree number 1764, of September 2, 1938, and amendments relating to the building trades in the City of Sorel and a radius of six (6) miles from its limits.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), The Joint Committee of the Building Industry of Sorel has presented to the Acting Minister of Labour a request to modify the decree number 1764, of September 2, 1938, and amendments, relating to the building trades in

ments, relatif aux métiers de la construction dans la cité de Sorel et un rayon de six (6) milles de ses limites;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 23 juin 1944;

Attendu qu'une objection a été formulée contre son approbation;

Attendu que les taux de salaire mentionnés dans ladite requête ont été approuvés par le Conseil régional du travail, par décision rendue à sa séance du 18 avril 1944;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre intérimaire du Travail:

Que ledit décret numéro 1764 soit modifié de la façon suivante:

1. Le paragraphe "a" de l'article III est remplacé par le suivant:

"III.—*Taux de salaires*: — a.—Les taux minima de salaire sont les suivants:

Métiers:	Salaires horaires
Briqueurs, plâtriers, maçons et finisseurs de ciment.....	\$ 0.75
Charpentiers-menuisiers.....	0.65
Poseurs de paravents, bois ou métal, chassiss, fenêtres, divisions en acier.....	0.65
Peintres et tapissiers.....	0.60
Peintres-aspergeurs.....	0.75
Plombiers et mécaniciens en tuyauterie:	
Entrepreneurs (services personnels)....	0.75
Compagnons.....	0.65
Jeunes compagnons, 1ers 6 mois.....	0.50
Jeunes compagnons, 2èmes 6 mois.....	0.60
Ferblantiers-couvreurs.....	0.65
Électriciens:	
Entrepreneurs (services personnels)....	0.75
Compagnons.....	0.65
Mécaniciens de machines fixes ou portatives à vapeur.....	0.80
Chauffeurs de bouilloires.....	0.60
Préposés aux malaxeurs à vapeur.....	0.65
Préposés aux grues à vapeur.....	0.70
Préposés aux grues à gazoline ou à l'électricité.....	0.70
Poseurs de marbre.....	0.60
Poseurs de terrazo.....	0.60
Paysagistes.....	0.45
Poseurs de tuile.....	0.60
Conducteurs d'attelage.....	0.50
Travailleurs en fer ornemental:	
Monteurs.....	0.55
Aides.....	0.40
Camionnage, transport et tirage spécial..	0.50
Journaliers (ouvriers non qualifiés).....	0.50
Charpentiers-menuisiers à l'emploi des manufacturiers d'ouvertures.....	0.55
Peintres à l'emploi d'une manufacture de portes et châssis.....	0.55
Journaliers à l'emploi d'une manufacture de portes et châssis comprenant les hommes de cour, conducteurs d'attelage et de camions, livreurs et préposés au transport.....	0.50"

2. Le paragraphe "e" de l'article III est remplacé par le suivant:

"NOTE:—Les taux de salaires mentionnés dans le présent décret comprennent les taux basiques plus l'indemnité de vie chère équivalente à \$0.05 l'heure et sont conformes à la décision du Conseil régional du travail, en date du 18 avril 1944. Cependant, conformément aux dispositions de l'arrêté en conseil C.P. 9384, à compter du 15

the City of Sorel and a radius of six (6) miles from its limits;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on June 23, 1944;

Whereas an objection has been set forth against its approval;

Whereas the rates of wages mentioned in the said request have been approved by the Regional War Labour Board, by decision taken at its meeting of April 18, 1944;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Acting Minister of Labour:

That the said decree number 1764 be modified in the following manner:

1. Subsection "a" of section III is replaced by the following:

"III.—*Rates of wages*:—a.—The minimum rates of wages are the following:

Trades:	Hourly wages
Bricklayers, plasterers, masons and cement finishers.....	\$0.75
Carpenters-joiners.....	0.65
Setters of screens (wood or metal) frame-work, window, steel partitions.....	0.65
Painters and paper hangers.....	0.60
Painters-sprinklers.....	0.75
Plumbers and pipe-mechanics:	
Contractors (personal services).....	0.75
Journeymen.....	0.65
Improvers, 1st 6 months.....	0.50
Improvers, 2nd 6 months.....	0.60
Tinsmiths-roofers.....	0.65
Electricians:	
Contractors (personal services).....	0.75
Journeymen.....	0.65
Steam stationary or portable enginemen.	0.80
Boiler firemen.....	0.60
Steam mixers operators.....	0.65
Steam crane operators.....	0.70
Electrical and gas crane operators.....	0.70
Marble setters.....	0.60
Terrazzo layers.....	0.60
Landscapers.....	0.45
Tile setters.....	0.60
Horse drivers.....	0.50
Ornamental iron workers:	
Erectors.....	0.55
Helpers.....	0.40
Truck transport, general towing and transport.....	0.50
Labourers (non-qualified workmen).....	0.50
Carpenters-joiners working for door and window-frame manufacturers.....	0.55
Painters in the employ of manufacturers of doors and window-frames.....	0.55
Labourers in the employ of manufacturers of doors and window-frames, including yardmen, horse and truck drivers, deliverers and transport employees.....	0.50"

2. Subsection "e" of section III is replaced by the following:

"NOTE:—The wage rates mentioned in the present decree include the basic rates plus the cost of living bonus equivalent to \$0.05 per hour, and are in conformity with the decision of the Regional War Labour Board of April 18, 1944. However, pursuant to the provisions of the Order in Council P.C. 9384, from February 15, 1944,

février 1944, l'indemnité de vie chère payée par un employeur individuel doit être intégrée au salaire réel payé à chacun de ses salariés, même si ce salaire est supérieur aux minima établis par le présent décret."

3. Les taux de salaires mentionnés au paragraphe "f" de l'article VII sont remplacés par les suivants:

Métiers:	Salaires horaires			
	1ère année	2ème année	3ème année	4ème année
Briqueurs.....	\$0.25	0.35	0.45	0.55
Plâtriers, maçons, poseurs de marbre, de tuile et de terrazo.....	0.25	0.30	0.40	0.45
Charpentiers-menuisiers.....	0.20	0.30	0.40	0.50
Peintres.....	0.20	0.25	0.35	0.45
Tapissiers.....	0.15	0.20	0.25	0.30
Électriciens.....	0.20	0.25	0.30	0.45
Mécaniciens en tuyauterie.....	0.25	0.30	0.40	0.50
Ferblantiers-couvreurs.....	0.15	0.20	0.25	0.30

Charpentiers-menuisiers à l'emploi de manufacturiers d'ouvertures) . . . 0.15 0.20 0.25 0.30"

4. Les paragraphes "a" et "b" de l'article IX sont remplacés par les suivants:

"IX.—Conditions de travail des ouvriers préposés à l'entretien:—a.—Les ouvriers préposés à l'entretien des églises, des chapelles, des édifices servant d'église ou de chapelle, des collèges, académies, écoles juvénats, noviciats, scolasticats, couvents, des hôpitaux publics ou privés, des orphelinats, des presbytères et des ouvroirs, bénéficient des conditions de travail suivantes:

Compagnons:	Par semaine
Ville de Sorel.....	\$22.40
Municipalité du village de St-Joseph.....	14.40
Toutes les autres municipalités.....	14.40
<i>Journaliers (ouvriers non qualifiés):</i>	
Ville de Sorel.....	17.40
Municipalité du village de St-Joseph.....	12.40
Toutes les autres municipalités.....	10.40

b.—Les ouvriers préposés à l'entretien d'un édifice public ou à bureaux, d'une conciergerie ou de résidences de toutes sortes, d'hôtels, d'établissements manufacturiers et de magasins, doivent recevoir les taux de salaire minima suivants:

Compagnons:	Par semaine
Ville de Sorel.....	\$27.00
Municipalité du village de St-Joseph.....	17.40
Toutes les autres municipalités.....	14.40
<i>Journaliers (ouvriers non qualifiés):</i>	
Ville de Sorel.....	19.40
Municipalité du village de St-Joseph.....	14.40
Toutes les autres municipalités.....	12.40"

A. MORISSET,
7125-o Greffier du Conseil Exécutif.

the cost of living bonus paid by an individual employer shall become part of the actual wages paid to each one of his employees, even when such wages are higher than the minima established by the present decree."

3. The wage rates mentioned in subsection "f" of section VII is replaced by the following:

Trades	Hourly rates			
	1st year	2nd year	3rd year	4th year
Bricklayers.....	\$0.25	0.35	0.45	0.55
Plasterers, masons, marble, tile and terrazzo layers.....	0.25	0.30	0.40	0.45
Carpenters-joiners.....	0.20	0.30	0.40	0.50
Painters.....	0.20	0.25	0.35	0.45
Paper hangers.....	0.15	0.20	0.25	0.30
Electricians.....	0.20	0.25	0.30	0.45
Pipe mechanics.....	0.25	0.30	0.40	0.50
Tinsmiths-roofers.....	0.15	0.20	0.25	0.30
Carpenters-joiners (employed by door and window-frame manufacturers).....	0.15	0.20	0.25	0.30"

4. Subsections "a" and "b" of section IX are replaced by the following:

"IX.—Labour conditions of maintenance men:—a.—Maintenance men employed in churches, chapels, or buildings used as churches or chapels, colleges, academies, schools, "juvénats", "noviciats", "scholasticats", convents, hospitals, (public or private), orphan asylums, presbyteries, working rooms (ouvroirs) shall benefit by the following labour conditions:

Journeymen:	Per week
Town of Sorel.....	\$22.40
Municipality of the parish of St. Joseph.....	14.40
All other municipalities.....	14.40
<i>Workmen (non-qualified labourers):</i>	
Town of Sorel.....	17.40
Municipality of the parish of St. Joseph.....	12.40
All other municipalities.....	10.40

b.—Maintenance men employed in public or office buildings, in apartment or dwelling houses, in hotels, manufacturing establishments and stores shall be paid the following minimum rates of wages:

Journeymen:	Per week
Town of Sorel.....	\$27.00
Municipality of the parish of St. Joseph.....	17.40
All other municipalities.....	14.40
<i>Workmen (non-qualified labourers):</i>	
Town of Sorel.....	\$19.40
Municipality of the parish of St. Joseph.....	14.40
All other municipalities.....	12.40"

A. MORISSET,
7125-o Clerk of the Executive Council.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 229273. Dame Marie-Anne Beaulac, épouse commune en biens de Émile Lessard, des cité et district de Montréal, Demanderesse; vs Émile Lessard, des mêmes lieux, Défendeur.

Dame Marie-Anne Beaulac, épouse commune en biens de Émile Lessard, ci-devant mécanicien,

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 229273. Dame Marie Anne Beaulac, wife common as to property of Émile Lessard, of the city and district of Montréal, Plaintiff; vs Émile Lessard, of the same place, Defendant.

Dame Marie Anne Beaulac, wife common as to property of Émile Lessard, heretofore mecha-

domicilié à 4607 Boyer, en les cité et district de Montréal, a formé contre son mari une demande de séparation de biens.

Montréal, ce 26 juillet 1944.

L'avocat de la demanderesse,
7097-o LOUIS-PHILIPPE LARIVIÈRE.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 229517. Dame Maria Martiniuk, épouse commune en biens de Walter Boyko, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Walter Boyko, marchand des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause.

Montréal, P. Q., le 10 août 1944.

Le procureur de la demanderesse,
7116 EZRA LEITHMAN.

Cour Supérieure, District de Montréal, N° 229642. Dame Emilia Lauzier, épouse commune en biens de Alphonse Dufort, ingénieur mécanicien, de Montréal, dit district; vs Alphonse Dufort, des mêmes lieux.

Une action en séparation de biens a été instituée le 18 août 1944, en cette cause.

Montréal, ce 18 août 1944.

Le procureur de la demanderesse,
7128-o LAURIN LAPOINTE.

nic, domiciled at 4607 Boyer, in the city and district of Montreal, has taken an action for separation as to property against her husband.
Montreal, July 26th, 1944.

LOUIS-PHILIPPE LARIVIÈRE,
7097 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 229517. Dame Maria Martiniuk, wife common as to property of Walter Boyko, of the City and District of Montreal, plaintiff; vs Walter Boyko, merchant of the City and District of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

Montreal, P. Q., August 10, 1944.

EZRA LEITHMAN,
7116-o Attorney for plaintiff.

Superior Court, District of Montreal, No. 229642. Dame Emilia Lauzier, wife common as to property of Alphonse Dufort, engineer-mechanic, of Montreal, said district; vs Alphonse Dufort, of the same place.

An action in separation as to property has been instituted on the 18th of August 1944, in this case.

Montreal, this 18th of August 1944.

LAURIN LAPOINTE,
7128-o Attorney for the plaintiff.

Avis divers

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique National des Travailleurs du Meuble de Princeville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 10 août 1944.

Le siège social du syndicat précité est situé à Princeville, dans le district d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
7099-o JEAN BRUCHESI.

Avis est, par les présentes, donné que, par arrêté ministériel en date du premier août 1944, les règlements I à XI inclusivement de "The Shawinigan Works C. I. L. Athletic Club", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 2 juin 1944, ont été approuvés conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation (S.R.Q., 1941, chapitre 304) et aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276).

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce dixième jour d'août 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
7100 JEAN BRUCHESI.

TREEFORD INVESTMENTS INCORPORATED

Que l'article 1 du règlement 3 soit rescindé et remplacé par le suivant:

"Le conseil d'administration sera composé de cinq (5) directeurs".

Je, René Bédard, secrétaire de "Treeford Investments Incorporated", certifie par les présentes que l'article 1 du règlement 3 a été dûment décrété tel que susdit, à l'assemblée du conseil d'administration de "Treeford Investments Incorporated", tenue en la cité de Montréal,

Miscellaneous Notices

The formation of an association, under the name of "Syndicat Catholique National des Travailleurs du Meuble de Princeville" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on August 10th, 1944.

The principal place of business of the said association is at Princeville, in the District of Arthabaska.

JEAN BRUCHESI,
7099 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated August first, 1944, By-laws I to XI inclusive of "The Shawinigan Works C. I. L. Athletic Club", as adopted at the meeting held on June 2nd, 1944, were approved pursuant to the provisions of Section 8 of the Amusement Clubs Act (R.S.Q., 1941, Chapter 304) and to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q., 1941, Chapter 276).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of August, 1944.

JEAN BRUCHESI,
7100-o Under Secretary of the Province.

TREEFORD INVESTMENTS INCORPORATED

That Article 1 of By-Law 3 be rescinded and the following substituted therefor:

"The Board of Directors shall consist of five (5) Directors".

I, René Bédard, the Secretary of Treeford Investments Incorporated, hereby certify that By-Law 3, Article 1 thereof, was duly enacted as above, at the Meeting of the Board of Directors of Treeford Investments Incorporated, held in the City of Montreal, on Tuesday, the 8th.

mardi, le 8 août 1944, à 11.30 du matin, et que ledit règlement a été ratifié, approuvé et confirmé à l'unanimité par les actionnaires à une assemblée générale spéciale des actionnaires de "Treford Investments Incorporated" dûment convoquée à cet effet.

Et j'ai signé:

7106 Le secrétaire,
(Signé) RENÉ BÉDARD.

"QUEBEC PACKERS LIMITED"

"Il est résolu que le règlement suivant soit adopté comme règlement N° 1-A de la compagnie, savoir:

Règlement N° 1-A

Qu'il soit et il est, par le présent règlement N° 1-A édicté et décrété comme suit, savoir:

Le règlement N° 1 (règlements généraux), dûment amendé le 16 juillet 1941 et refondu le 11 septembre 1941 par le règlement N° 30, est de nouveau amendé en réduisant:

- a) Le nombre des directeurs de 7 à 3;
 - b) Le nombre des directeurs requis pour le quorum à la majorité absolue du nombre des directeurs requis pour le bureau de direction."—
- Adopté unanimement.

Copie conforme.

7107-0 Le secrétaire,
L. E. LANGIS GALIPEAULT.

day of August 1944, at the hour of 11.30 o'clock in the forenoon, and that the said By-Law was unanimously ratified, approved and confirmed by the Shareholders at a Special General Meeting of the Shareholders of Treford Investments Incorporated duly convened for the purpose.

And I have signed:

7106-0 (Sgd) RENÉ BÉDARD,
Secretary.

"QUEBEC PACKERS LIMITED"

"It is resolved that the following By-law be adopted as By-law No. 1-A of the company, to wit:

By-law No. 1-A

Be it and it is by the present by-law No. 1-A enacted and decreed as follows, to wit:

By-law No. 1 (general by-laws) duly amended on July 16th, 1941, and revised on September 11th, 1941, by By-law No. 30, is again amended, by reducing:

- a) The number of Directors from 7 to 3;
- b) The number of Directors required for the quorum to the absolute majority in number of the Directors required for the Board of Directors." Unanimously adopted.

True Copy.

7107 L. E. LANGIS GALIPEAULT,
Secretary.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 16 août 1944, le changement de nom du "Syndicat Catholique et National de Papeterie et Pulperie N° 7" en celui de "Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de Crabtree Inc." a été autorisé, et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et 8 de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 22 août 1944.

7108-0 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Frigidaire Products of Canada Limited", dont le siège social est en la ville de Leaside, dans la province d'Ontario, a, par nouveau pouvoir de procuration exécuté le 28ième jour de juillet 1944, nommé M. William E. Brisbin, de la cité de Montréal, dans la province de Québec, gérant de ventes, son agent dans ladite Province, en lieu et place de M. John Anderson McColl, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre ladite compagnie dans les limites de la province de Québec, ainsi que les assignations audit William E. Brisbin, comme son agent principal dans la province de Québec relativement à telles poursuites ou procédures, seront acceptées comme légales et obligatoires par ladite corporation à toutes fins que de droit. Avis est de plus donné que le bureau principal de la corporation demeure à 6177 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, Québec, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure telle que susdite.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce 5ième jour d'août 1944.

7121 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

Notice is given that, by Order in Council bearing date August 16th, 1944, the change of name of "Syndicat Catholique et National de Papeterie et de Pulperie N° 7" to that of "Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de Crabtree Inc." has been authorized, and such pursuant to the provisions of sections 7 and 8 of the Professional Syndicates' Act. (R.S.Q., 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary August 22nd, 1944.

7108 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that "Frigidaire Products of Canada Limited", whose Head Office is at the Town of Leaside, in the Province of Ontario, has, by new Power of Attorney executed the 28th day of July, 1944, appointed Mr. William E. Brisbin, of the City of Montreal, in the Province of Quebec, Sales Manager, its Agent in the said Province, in the place and stead of Mr. John Anderson McColl, for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against the said Company within the Province of Quebec, and the service of process upon the said William E. Brisbin, as its principal Agent in the Province of Quebec, in respect of such suits or proceedings, shall be accepted as legal and binding by the said Corporation, to all intents and purposes whatever. Notice is also given that the principal office of the corporation still remains at 6177 Sherbrooke Street, West, Montreal, Quebec, for the purpose of receiving service in any suit or proceeding as aforesaid.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of August, 1944.

7121-0 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 932-44.

Québec, 17 août 1944.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Durham, dans le comté de Richmond, en celui de "Ulverton".

7098-34-2-o

JOS.-A. PAQUET,
Pour le Surintendant.

No. 932-44.

Quebec, August 17th, 1944.

Application is made to change the name of the school municipality of Durham, in the county of Richmond, to that of "Ulverton".

7098-34-2

JOS.-A. PAQUET,
For the Superintendent.

Département des Terres & Forêts

Department of Lands & Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la Paroisse de Beauport—
Division d'Enregistrement de Québec.

Official Cadastre of the Parish of Beauport—
Registration Division of Quebec.

Avis est par la présente donné que, une partie des lots 124, 126b, 131, 136, 158, 175a et 175 sont annulés et remplacés par le lot 1514 en vertu des articles 2174 et 2174a du Code Civil.

Notice is hereby given that part of lots 124, 126b, 131, 136, 158, 175a and 175 are cancelled and replaced by lot 1514, in virtue of articles 2174 and 2174a of the civil Code.

Québec, le 5 août 1944.

Québec, August the 5th, 1944.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,

Department of Lands and Forest,
Cadastral Branch,

Le sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

7103-o

7103-o

Département du Trésor

Treasury Department

Assurances

Insurance

AVIS D'AUTORISATION RELATIF À LA FORMATION
D'UNE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELSNOTICE OF AUTHORIZATION RELATING TO THE
FORMATION OF A MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION

Avis est donné par les présentes que le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil, par l'arrêté numéro 3116, sanctionné le 16 août 1944, a autorisé la formation d'une société de secours mutuels sous le nom de "Paul Service Stores Employees' Mutual Benefit Association" qui a pour objet de se mettre en état, au moyen de contributions de la part de ses membres, de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'accident ou de revers de fortune ou sujet cependant à l'article 217, dans le cas de décès de leurs enfants ou pupilles, et, dans le cas de mort des membres, leurs veuves, orphelins ou représentants légaux.

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor-in-council, by the order number 3116, sanctioned on the 16th of August 1944, has authorized the formation of a mutual benefit association under the name of "Paul Service Stores Employees' Mutual Benefit Association" which has for object, by means of contributions from its members, of making provision for those of its members who are afflicted by sickness, accidents or reverses of fortune, or, subject however to Section 217, in case of the death of their children or wards, and, in case of the death of members, for their widows and orphans or legal representatives.

La qualité de membres de la société est limitée aux employés de "Paul Service Stores Employees' Mutual Benefit Association".

The membership of the association is limited to the employees of "Paul Service Stores Employees' Mutual Benefit Association".

Le siège principal de la société sera situé dans la Cité de Montréal, District de Montréal.

The head office of the association will be situate in the City of Montreal, District of Montreal.

Daté ce dix-huitième jour d'août 1944, au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Dated this eighteenth day of August 1944, at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

L'Assistant surintendant des assurances,

J. A. PARADIS,

J.-A. PARADIS,

Assistant Superintendent of Insurance,

7101-o

Pour le Trésorier de la Province.

7101-o

For the Treasurer of the Province.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Avis est par le présent donné que "The Mutual Fire Insurance Company of the Local Municipality of Shawville" dans le comté de Pontiac a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation à l'effet de tenir assuré contre les accidents du feu, ou du feu et de la foudre, ou du feu, de la foudre et du vent, des bâtiments situés

Notice is hereby given that "The Mutual Fire Insurance Company of the Local Municipality of Shawville" in the county of Pontiac has been licensed and registered as a corporation in order to keep insured against accidents by fire, or fire and lightning, or fire, lightning and wind any building erected upon taxable land within the said

sur tout bien-fonds imposable dans ladite municipalité, les animaux de ferme, ainsi que les grains, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage contenus dans lesdits bâtiments, conformément aux dispositions de l'article 40 de la Loi des Assurances de Québec.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances, (Chap. 299, S.R.Q. 1941), ce vingt et unième jour d'août 1944.

Pour le Trésorier de la Province,
J. A. PARADIS,
 7102-34-2-o Asst-Surintendant des Assurances.

municipality, farm live stock, as well as grain, hay, fodder, household furniture and agricultural implements contained in such buildings, pursuant to the provisions of Section 40 of the Quebec Insurance Act.

Given pursuant to the provisions of Section 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 299, R.S.Q. 1941), this twenty-first day of August 1944.

For the Treasurer of the Province,
J. A. PARADIS,
 7102-34-2-o Asst. Superintendent of Insurance.

ERRATUM

Dans l'avis paru à la page 1680 de la *Gazette officielle de Québec*, du 22 juillet 1944, il faut lire "Shawville" au lieu de "Clarendon". 7104-o

ERRATUM

In the notice, published on page 1680 of the *Quebec Official Gazette*, of July 22nd, 1944, please read "Shawville" instead of "Clarendon". 7104

Examens du Barreau—Bar Examinations

BARREAU DE BEDFORD — BAR OF BEDFORD

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Nom Name	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collège College
Légaré.....	Bernard-Guy.....	22	Granby.....	Loyola College, Montréal.

Farnham, le 22 août 1944.—Farnham, August 22nd, 1944.

Le secrétaire du Barreau de Bedford,
MAURICE ARCHAMBAULT,
 Secretary of the Bar of Bedford.

7115-34-2-o

BARREAU D'ARTHABASKA. — BAR OF ARTHABASKA.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Jutras.....	Pierre.....	23	Victoriaville.....	Université d'Ottawa.

Victoriaville, le 22 août 1944.—Victoriaville, August 22nd, 1944.

Le secrétaire du Barreau d'Arthabaska,
GERMAIN LACOURCIÈRE,
 Secretary of the Bar of Arthabaska.

7120-34-2-o

Lettres patentes

Canada,
 Province de
 Québec.
 [L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

LETTRES PATENTES

ATTENDU que le conseil de la ville de Black Lake, par sa requête du 25 novembre 1943,

Letters Patent

Canada,
 Province of
 Quebec.
 [L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING.

LETTERS PATENT

WHEREAS the Council of the Town of Black Lake, by its petition of November 25th,

demande l'émission de lettres patentes fixant la date des élections municipales au 25 avril et si ce jour est férié, le 1er jour juridique suivant, pour la présentation des candidats et au 1er jour de mai, et si ce jour est férié, le premier jour juridique suivant pour la votation;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies;

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif exprimé dans un arrêté en conseil en date du 19 juillet 1944 et portant le N° 2862 et conformément à l'article 173 du chapitre 233 des Statuts refondus de Québec 1941, Nous avons fixé et par les présentes lettres patentes fixons la date de l'élection générale du maire et des échevins dans la ville de Black Lake au premier jour de mai et si ce jour est férié au premier jour juridique suivant, la mise en nomination devant avoir lieu le 25 avril précédent et si ce jour est férié, au premier jour juridique suivant.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour d'août en l'année mil neuf cent quarante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,
7109-o JEAN BRUCHESI.

1943, requests the issue of Letters Patent fixing the date of the Municipal elections to the 25th of April and if said day be a holiday, to the 1st juridical day following, for the nomination of candidates and to the 1st day of May, and if said day be a holiday, to the first juridical day following, for the polling;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an Order in Council bearing date July 19th, 1944, and bearing No. 2862, and in conformity with section 173 of chapter 233 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, We have fixed and by the present letters patent do fix the date of the general election of the Mayor and Aldermen of the Town of Black Lake to the first day of May, and, if such day be a holiday, to the first juridical day following, the nomination to be held on the preceding April 25th and, if said day be a holiday, on the first juridical day following.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eighth day of August, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-four, and the eighth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Minutes de notaires

Notarial Minutes

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Émile Massicotte, notaire, demeurant à Outremont et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me E.-Henri Laframboise, notaire, en son vivant de Montréal, district judiciaire de Montréal, et de ceux des notaires J.-Arthur Pérodeau, Narcisse Pérodeau, Francis-E. McKenna, William H. Cox et Ernest H. Stuart, dont Me E.-Henri Laframboise était le cessionnaire.

Québec, ce 1er août 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
6938-31-5-o JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Émile Massicotte, notary residing at Outremont and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes repertory and index of Me E.-Henri Laframboise, notary, in his lifetime of Montreal, judicial district of Montreal and of those of notaries J. Arthur Pérodeau, Narcisse Pérodeau, Francis E. McKenna, William H. Cox and Ernest H. Stuart, whereof Me E.-Henri Laframboise was assignee.

Quebec, August 1st, 1944.

JEAN BRUCHESI,
6938-31-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

Appointments

Québec, le 23 août 1944.

Quebec, August 23rd, 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bear-

du 16 août 1944 de nommer M. Joseph Bérubé commissaire d'écoles, en remplacement de M. Charles Couillard, pour la municipalité scolaire de St-Damase, comté de Matapédia.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 16 août 1944, de nommer M. Eugène Bolduc au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Philibert, comté de Beauce.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 16 août de nommer M. Robert Monette commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Northfield dans le comté de Gatineau.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 16 août 1944, de nommer M. William Pilon commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Low Sud, comté de Gatineau.

7129-o

ing date August 16th, 1944, to appoint Mr. Joseph Bérubé, School Commissioner, to replace Mr. Charles Couillard, for the school municipality of St-Damase, county of Matapédia.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date August 16th, 1944, to appoint Mr. Eugène Bolduc, School Commissioner for the school municipality of St-Philibert, county of Beauce.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date August 16th, to appoint Mr. Robert Monette, School Commissioner for the school municipality of Northfield, in the county of Gatineau.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date August 16th, 1944, to appoint Mr. William Pilon, School Commissioner, for the school municipality of Low South, county of Gatineau.

7129

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } ATTENDU qu'en ver-
Assistant-procureur } tu de l'article 9 du
général. } chapitre 93 des Statuts
refondus de Québec 1941, le Lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, annexer telle langue ou étendue de terre au canton auquel elle se trouve adjacente;

ATTENDU que pour les fins d'administration, une partie du lit de la rivière Ashuapmouchouan, adjacente au canton de Normandin, ainsi que les îles ou parties d'îles qui s'y trouvent devraient être annexées audit canton de Normandin;

A CES CAUSES, sous l'autorité dudit article 9 du chapitre 93 des Statuts refondus de Québec 1941, Nous avons annexé et par Notre présente proclamation Royale annexons cette partie du lit de la rivière Ashuapmouchouan, ainsi que les îles ou parties d'îles qui s'y trouvent, audit canton de Normandin, dans Notre Province de Québec, et délimitées et décrites comme suit dans le rapport de l'Hon. Ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite Province de Québec, fait au Lieutenant-gouverneur de Notre dite province, savoir:

Toute cette partie du lit de la rivière Ashuapmouchouan avec les îles ou parties d'îles comprises dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la rive gauche ou rive nord-est de la rivière Ashuapmouchouan avec la ligne séparative des cantons de Normandin et de Parent; de là, le prolongement de ladite ligne séparative des cantons de Normandin et de Parent jusqu'à l'axe de la rivière Ashuapmouchouan; de là, ledit axe de la rivière Ashuapmouchouan en remontant le cours de ladite rivière jusqu'au prolongement de la ligne séparative des cantons

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS in accordance
Deputy Attorney } with section 9 of
General. } chapter 93 of the Revised
Statutes of Quebec, 1941, the Lieutenant-Governor may, by proclamation, annex such gore or tract of land to any township to which it is adjacent;

WHEREAS for administration purposes, a part of the bed of the Ashuapmouchouan river, adjacent to the township of Normandin, as well as the islands or parts of islands thereon situate should be annexed to the said township of Normandin;

THEREFORE, under the authority of said section 9 of chapter 93 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, We have annexed and by Our present Royal proclamation do annex that part of the bed of the Ashuapmouchouan river, as well as the islands or parts of islands thereon situate, to the said township of Normandin, in Our Province of Quebec, and bounded and described as follows in the report of the Hon. The Minister of Lands and Forests, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant-Governor of Our said Province, to wit:

All that part of the bed of the Ashuapmouchouan river with the islands or parts of islands comprised within the following limits, to wit: starting from the point of intersection of the left bank or Northeast bank of the Ashuapmouchouan river with the division line of the townships of Normandin and Parent; thence, the prolongation of the said division line of the townships of Normandin and Parent as far as the axis of the Ashuapmouchouan river; thence, the said axis of the Ashuapmouchouan river following the upstream course of the said river to the prolonga-

de Normandin et de Dumais; de là, ledit prolongement de la ligne séparative des cantons de Normandin et de Dumais, traversant l'île D ou Péronce et continuant jusqu'à la rive gauche ou rive nord-est de la rivière Ashuapmouchouan; de là, ladite rive gauche ou rive nord-est de la rivière Ashuapmouchouan en descendant le cours de la rivière jusqu'au point de départ; ladite partie du lit de la rivière Ashuapmouchouan avec les îles ou parties d'îles comprises dans les limites ci-dessus décrites à être annexées au canton de Normandin pour en faire partie intégrante.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions dudit article 9, déclarons et ordonnons par les présentes que le jour de la sanction de cette proclamation sera le jour à compter duquel et après lequel notre proclamation viendra en vigueur, et que la partie du lit de la rivière Ashuapmouchouan, adjacente au canton de Normandin, ainsi que les îles ou parties d'îles qui s'y trouvent sera et demeurera, à compter de la date de la sanction de cette proclamation, par les présentes annexée au canton de Normandin.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce onzième jour d'août en l'année mil neuf cent quarante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,
7110-o JEAN BRUCHESI.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.] EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } ASSISTANT-PROCEUREUR } ATTENDU que conformément aux dispositions de l'article 2 du chapitre 320 de la Loi du Cadastre, S.R.Q., 1941, il a été préparé sous la direction de l'Hon. Ministre des Terres et Forêts, un plan et un livre de renvoi d'une partie du canton de Parke, comprenant les rangs A, B, C, IV, V, VI, VII, VIII et le Bloc X;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi font maintenant partie des archives du bureau du ministère des Terres et Forêts et qu'une copie exacte a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Kamouraska;

of the division line of the townships of Normandin and Dumais; thence, the said prolongation of the division line of the townships of Normandin and Dumais, crossing island "D" or "Péronce" and continuing as far as the left bank of Northeast bank of the Ashuapmouchouan river; thence, the said left bank or Northeast bank of the Ashuapmouchouan river following the downstream course of the river to the starting point; the said part of the bed of the Ashuapmouchouan river with the islands or parts of islands comprised within the limits above described to be annexed to the township of Normandin to form an integrant part thereof.

AND MOREOVER, in conformity with the provisions of the said section 9, it is hereby declared and ordered that the day of the sanction of the present proclamation will be the day on, from and after which Our proclamation shall come into force, and that the part of the bed of the Ashuapmouchouan river, adjacent to the township of Normandin, as well as the islands or parts of islands thereon situate shall be and shall remain, as from the date of the sanction of the present proclamation, hereby annexed to the township of Normandin.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eleventh day of August, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-four, and the eighth year of Our Reign.

By command,

7110 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L.S.] EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } DEPUTY ATTORNEY } WHEREAS, pursuant to the provisions of section 2, chapter 320 of the Cadastre Act, R.S.Q., 1941, there has been prepared, under the direction of the Hon. the Minister of Lands and Forests, a plan and book of reference of a part of the Township of Parke, comprising ranges A, B, C, IV, V, VI, VII, VIII and Block X;

WHEREAS said plan and book of reference now remain of record in the office of the Department of Lands and Forests and an exact copy has been filed in the office of the Registration Division of Kamouraska;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 19 juillet 1944 et portant le n° 2782,

Nous annonçons le dépôt des plan et livre de renvoi officiels de la partie du canton de Parke, ci-haut décrite, dans la division d'enregistrement de Kamouraska, et,

Nous fixons, à la date de la publication de la présente proclamation le jour où les dispositions de l'article 2168 du Code civil seront en vigueur, relativement aux lots compris dans cette partie du canton de Parke, désignée ci-dessus, et,

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil à renouveler dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans la partie, désignée ci-dessus, du canton de Parke.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce onzième jour d'août en l'année mil neuf cent quarante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

7111-0

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated July 19th, 1944, and bearing No. 2782,

We give notice of the filing of the official plan and book of reference of a part of the Township of Parke, above described, in the Registration Division of Kamouraska; and,

We fix the date of the publication of the present proclamation, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code will come into force, respecting the lots comprised in that part of the Township of Parke, above described, and,

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code, to renew within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real rights on a lot of land comprised in the part, above described, of the Township of Parke.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eleventh day of August, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-four, and the eighth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

7111

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

CITÉ DE DRUMMONDVILLE

CITY OF DRUMMONDVILLE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues par le sous-signé, jusqu'à cinq (5) heures de l'après-midi, lundi le 11 septembre 1944, pour l'achat de deux émissions d'obligations de la Cité de Drummondville, l'une au montant de \$47,500.00 daté le 1er octobre 1943, et remboursable par séries d'octobre 1944 à octobre 1963, et l'autre de \$76,000.00 datée le 1er août 1944, et remboursable par séries d'août 1945 à août 1964, avec, dans les deux cas, l'intérêt à 3%, payable semi-annuellement;

Capital et intérêts payables à la Banque de Montréal, à Montréal ou à Drummondville, au choix du porteur.

Les obligations seront de la dénomination de \$500. et de \$1,000.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté de 1% du montant de l'émission.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Ces obligations pourront être enregistrées quant au capital; elles seront livrées dans le plus bref délai possible.

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "tender for Bonds", will be received by the undersigned up to five (5) o'clock in the afternoon, Monday the 11th of September, 1944, for the purchase of two issues of bonds of the City of Drummondville, one for \$47,500 dated October 1st, 1943, and redeemable serially from October 1944 to October 1963, and the other for \$76,000 dated August 1st, 1944, and redeemable serially from August 1945 to August 1964, with, in both cases, interest at 3%, payable semi-annually.

Capital and interest payable at the Bank of Montreal, at Montreal or at Drummondville, at the option of the bearer.

Bonds will be in the denomination of \$500 and \$1,000.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque of 1% of the amount of the issue.

Each tender must specify whether accrued interest is included or not in the price of the tender.

The said bonds may be registered as to capital; they shall be delivered within the shortest possible delay.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair sur préavis de pas moins de trente (30) jours ni plus de soixante (60) jours, publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du Conseil municipal qui sera tenue le onze (11) septembre 1944, à huit (8) heures p.m., à la salle du Conseil.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Drummondville, 18 août 1944.

Le greffier de la cité,
JOSEPH MARIER.

7105-o

The said bonds may be redeemed by anticipation at par upon previous notice of not less than thirty (30) days nor more than sixty (60) days, published in the *Quebec Official Gazette*.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Municipal Council to be held on the eleventh (11th) day of September, 1944, at eight (8) o'clock p.m., in the Council Hall.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Drummondville, August 18th, 1944.

JOSEPH MARIER,
City Clerk.

7105

VENTES PAR LES SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CHICOUTIMI

CHICOUTIMI

Cour Supérieure

Superior Court

N° 10710 } LOUIS GAGNON, ROBERT Chicoutimi. } L GAGNON et JOS. GAGNON, MAURICE GAGNON, tous de Chicoutimi, faisant affaires ensemble à Chicoutimi sous la raison sociale de L. B. GAGNON & CIE, demandeur; vs HONORÉ POIRIER, faisant affaires à Kénogami, district de Chicoutimi, sans enregistrement, sous la raison sociale de AU VIEUX MOULIN, défendeur.

No. 10710 } LOUIS GAGNON, ROBERT Chicoutimi. } L GAGNON and JOS. GAGNON, MAURICE GAGNON, all of Chicoutimi, carrying on business together, at Chicoutimi, under the firm name of L. B. GAGNON & CIE, plaintiff; vs HONORÉ POIRIER, carrying on business at Kenogami, district of Chicoutimi, unregistered, under the firm name of AU VIEUX MOULIN, defendant.

Contre le défendeur:

Against the defendant:

"Le lopin de terre ou emplacement connu et désigné au cadastre officiel du canton Jonquière sous le N° 27-68 du rang 1 du dit canton avec dépendances."

That parcel of land or emplacement known and designated on the official cadastre for the Township of Jonquière under No. 27-68 of Range 1 of said township—with dependencies.

Pour être vendu le VINGT-NEUF SEPTEMBRE 1944, à TROIS heures de l'après-midi, à la porte de l'église de Kénogami.

To be sold on the TWENTY-NINTH of SEPTEMBER, 1944, at THREE o'clock in the afternoon, at the church door of Kenogami.

Bureau du shérif, Chicoutimi, 23 août 1944. Le shérif, RENÉ DELISLE. 7137-34-2-o [Première publication, 26 août 1944]

Sheriff's Office, Chicoutimi, August 23rd, 1944. Sheriff. RENÉ DELISLE, 7137-34-2 [First publication, August 26th, 1944]

Cour Supérieure

Superior Court

Cause N° 6984 } DAME AUGUSTINE PI-Chicoutimi. } DAME AUGUSTINE PI-LOTE, rentière, de Saint-Ambroise, district de Chicoutimi, veuve majeure et usant de ses droits de feu Ludger Savard, de son vivant marchand, du même lieu, demanderesse; vs FRANÇOIS GAUTHIER, cultivateur, de l'endroit appelé St-Jean l'Évangéliste, district de Chicoutimi, défendeur.

Case No. 6984 } DAME AUGUSTINE PI-Chicoutimi. } DAME AUGUSTINE PI-LOTE, annuitant, of Saint-Ambroise, district of Chicoutimi, widow, of the age of majority, and in use of her rights, of the late Ludger Savard, in his lifetime, merchant, of the same place, plaintiff; vs FRANÇOIS GAUTHIER, farmer, of the place called St-Jean l'Évangéliste, district of Chicoutimi, defendant.

Contre le défendeur:

Against the defendant:

"Le lot de terre portant le numéro quarante-quatre (44) du rang un (1) au cadastre officiel du canton Bégin, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances, appartenances et dépendances"

That lot of land bearing number forty-four (44) of Range one (1) on the official cadastre for the Township of Bégin—with all the buildings thereon erected, circumstances, appurtenances and dependencies.

Pour être vendu le VINGT-HUIT SEPTEMBRE 1944, à TROIS heures de l'après-midi, à la porte de l'église de St-Jean l'Évangéliste.

To be sold on the TWENTY-EIGHTH of SEPTEMBER, 1944, at THREE o'clock in the afternoon, at the church door of St-Jean l'Évangéliste.

Bureau du shérif, Chicoutimi, 23 août 1944. Le shérif, RENÉ DELISLE. 7138-34-2-o [Première publication, 26 août 1944]

Sheriff's Office, Chicoutimi, August 23rd, 1944. Sheriff. RENÉ DELISLE, 7138-34-2 [First publication, August 26th, 1944]

Dans la Cour Supérieure

In the Superior Court

N° 5039 } RAOUL GAGNON, avocat de Chicoutimi. } RAOUL GAGNON, avocat de Jonquière, demandeur; vs CHARLES MÉNARD, de Jonquière, défendeur.

No. 5039 } RAOUL GAGNON, advocate, of Chicoutimi. } RAOUL GAGNON, advocate, of Jonquière, plaintiff; vs CHARLES MÉNARD, of Jonquière, defendant.

Contre le défendeur:

"Un certain lopin de terre ou emplacement sis et situé à l'est de la rue St-Jean-Baptiste, dans la ville de Jonquière, mesurant quarante-neuf pieds du sud au nord pour le côté ouest et quarante et un pieds au bout de la profondeur qui est de cent cinquante pieds de l'est à l'ouest, pour le côté nord et cent cinquante-cinq pieds, côté sud, sans garantie de mesure précise, borné au nord par le terrain de Eddy Morin ou représentants, à l'est et au sud par le terrain de Alex Bouchard, ou représentants, et à l'ouest par la rue St-Jean-Baptiste, connu et désigné au plan et cadastre officiel du canton Jonquière comme formant partie du lot numéro quinze-dix (15-10) dans le rang quatre dudit canton, avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances".

Pour être vendu le VINGT-SEPT SEPTEMBRE 1944, à TROIS heures de l'après-midi, à la porte de l'église de St-Georges, Jonquière.

Bureau du shérif,
Chicoutimi, 23 août 1944.
[Première publication, 26 août 1944]

Le shérif,
RENÉ DELISLE.
7136-34-2-o

Against the defendant:

A certain parcel of land or emplacement, being and situate East of St-Jean-Baptiste street, in the Town of Jonquière, measuring forty-nine feet from South to North for the West side and forty-one feet at the end of the depth which is one hundred and fifty feet from East to West, for the North side and one hundred and fifty-five feet, South side, without guarantee of exact measurement, bounded on the North by the land of Eddy Morin or representatives, on the East and South by the land of Alex. Bouchard or representatives, and on the West by St-Jean-Baptiste street, known and designated on the official cadastral plan for the Township of Jonquière as forming part of lot number fifteen-ten (15-10) of Range four of said township—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold on the TWENTY-SEVENTH of SEPTEMBER, 1944, at THREE o'clock in the afternoon, at the church door of St-Georges, Jonquière.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, August 23rd, 1944.
[First publication, August 26th, 1944]

RENÉ DELISLE,
Sheriff.
7136-34-2

QUÉBEC

Fieri Facias
Cour du Recorder

Québec, à savoir: { LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 826/42 } L contre ULDÉRIC LAN-
GEVIN, de Notre Cité de Québec, dans notre district de Québec, en sa qualité de curateur à la succession de feu Uldéric Patry, en son vivant de notre Cité de Québec, dans notre district de Québec, à savoir:

La partie sud-ouest du lot N° 1652 (mille six cent cinquante-deux) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Boisseau, mesurant 20.5 pieds plus ou moins de largeur sur la ligne qui la sépare du lot 1636 et de la rue Boisseau, par une profondeur de 64.5 pieds plus ou moins sur la ligne de division du lot 1651 et de la partie est du lot 1652, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujette aux servitudes actives ou passives, apparentes ou non apparentes.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif,
Québec, ce 23 août 1944.
[Première publication, 26 août 1944]
[Deuxième publication, 9 septembre 1944]

Le shérif,
L. LAPIERRE.
7118-34-2-o

QUEBEC

Fieri Facias
Recorder's Court

Quebec, to wit: { THE CITY OF QUÉBEC;
No. 826/42 } T against ULDÉRIC LAN-
GEVIN, of Our City of Quebec, in Our district of Quebec, in his quality of Curator to the Estate of the late Uldéric Patry, in his lifetime of Our city of Quebec, in Our district of Quebec, to wit:

The Southwest part of lot No. 1652 (one thousand six hundred and fifty-two) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur de Québec, being an emplacement situate on Boisseau street, measuring 20.5 feet, more or less, in width, in the line which divides it from lot 1636 and from Boisseau street, by a depth of 64.5 feet, more or less, in the division line of lot 1651 and of the East part of lot 1652—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to active or passive, apparent or unapparent servitudes.

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY-NINTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Quebec, August 23rd, 1944.
[First publication, August 26th, 1944]
[Second publication, September 9th, 1944]

L. LAPIERRE,
Sheriff.
7118-34-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat

District de Rimouski, { GARAGE DESRO-
N° 8425 } G SIERS & DION-
NE, ENRG.; vs PAUL ALBERT, Esprit Saint, savoir:

Tous droits d'occupation, de défrichements, d'améliorations, de préemption et autres, que le Défendeur Paul Albert a et peut avoir sur le lot N° trente-sept, au cadastre officiel du rang un du canton Laroche, avec bâtisses.

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court

District of Rimouski, { GARAGE DESRO-
No. 8425 } G SIERS & DION-
NE, ENRG.; vs PAUL ALBERT, Esprit Saint, to wit:

All rights of occupation, clearing, improvement, pre-emption and other rights, which the defendant, Paul Albert, has and may have on lot number thirty-seven of the official cadastre for Range one of the Township of Laroche—with buildings.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, à Rimouski, le VINGT-SIX SEPTEMBRE prochain, 1944, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 22 août 1944. 7119-34-2-0
[Première publication, 26 août 1944]

To be sold at the Registry Office, at Rimouski, on the TWENTY-SIXTH of SEPTEMBER next, 1944, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, August 22nd, 1944. 7119-34-2
[First publication, August 26th, 1944]

Département du Travail

AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3502, du 17 décembre 1942, subséquemment prolongé jusqu'au 1er septembre 1944, a été de nouveau prolongé jusqu'au 1er octobre 1944, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté en conseil numéro 3159, du 16 août 1944.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 26 août 1944. 7114-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint des barbiers, coiffeurs et coiffeuses de la cité et du district de Hull, établi en exécution du décret numéro 2246, du 27 août 1941 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3162 du 16 août 1944, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation sera effective à compter du 31 août 1944, et demeurera en vigueur jusqu'au 30 août 1945; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 2246 doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations et commissions qu'ils versent à leurs salariés assujettis au dit décret.

b) Les maîtres-barbiers ou coiffeuses travaillant seuls (artisans) régis par le décret numéro 2246 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs revenus, basés sur le montant de \$16.00 par semaine (salaire minimum fixé par le décret).

c) Les salariés régis par le décret numéro 2246 doivent verser au comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, commissions, bonis ou allocations.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au bureau du comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, à même les rému-

Department of Labour

NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal, authorized by a by-law approved by Order in Council number 3502, of December 17, 1942, subsequently extended until September 1st, 1944, has been again extended until October 1st, 1944, with the same rate and conditions, by Order in Council number 3159, of August 16, 1944.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, August 26, 1944. 7114-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Wilfrid Hamel, Minister of Labour Ad Interim, hereby gives notice that the Joint Committee of barbers and hairdressers of the City and District of Hull, formed under decree No. 2246, of August 27, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 3162 of August 16, 1944, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from August 31, 1944, to August 30, 1945; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 2246 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the commissions, bonuses and allocations paid to their employees governed by the decree.

b) The master-barbers or female hairdressers working alone (artisans) governed by the decree number 2246 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their receipts based upon the amount of \$16.00 per week (minimum wage rate fixed by the decree.)

c) The employees governed by the decree No. 2246 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, commissions, bonuses or allocations.

2. Mode of collection

The professional employers shall send their assessments, every month, to the office of the Parity Committee.

The professional employers shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of

nérations de chacun de leurs salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire et les faire parvenir mensuellement eux-mêmes au comité paritaire en même temps que leurs propres cotisations.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates suivantes: 30 septembre 1944, 31 décembre 1944, 31 mars 1945 et 30 juin 1945.

Est annexé au présent règlement, un état des recettes et des déboursés prévus par le comité conjoint des barbiers, coiffeurs et coiffeuses de la cité et du district de Hull, pour la période se terminant le 31 août 1945.

COMITÉ CONJOINT DES BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE HULL

Estimé des recettes et déboursés probables pour la période se terminant le 31 août 1945

Recettes:

Cotisations (1/2 de 1%):

Employeurs professionnels (barbiers)	\$ 100.00
Artisans (barbiers)	250.00
Salariés (barbiers)	100.00
Coiffeuses (employeurs professionnels, salariés et artisans)	90.00
	<hr/>
	\$ 540.00

Déboursés:

Services du secrétaire-correspondant	\$ 60.00
Services de l'inspecteur	160.00
Frais de déplacements des membres du comité	150.00
Audition des livres	40.00
Loyer du bureau	30.00
Papeterie, articles de bureau	40.00
Frais de voyage d'inspection	60.00
	<hr/>
	\$ 540.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 26 août, 1944. 7127-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Wilfrid Hamel, Ministre intérimaire du Travail, donne avis, par les présentes, qu'une requête lui a été présentée par "The Associated Clothing Manufacturers of the Province of Quebec, Inc.", à l'effet de modifier le décret numéro 2991, du 10 novembre 1937, et amendements, relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec, de la façon suivante:

On demande: qu'un nouveau paragraphe 3-B soit ajouté à l'article VII-A dudit décret:

"3-B.—Tous les employeurs qui, conformément à l'arrêté en conseil numéro 1647, du 28 juin 1941,

their employees, the sums owed to the Parity Committee and send the said sums, every month, to the Parity Committee together with their own assessments.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or give the required information, a notice of five (5) days shall be given requesting him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: September 30th and December 31st, 1944, March 31st and June 30th, 1945.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of barbers and hairdressers of the City and District of Hull, for the period ending August 31, 1945.

JOINT COMMITTEE OF THE BARBERS AND HAIRDRESSERS OF THE CITY AND DISTRICT OF HULL

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending August 31, 1945

Receipts:

Assessments (1/2 of 1%):

Professional employers (barbers)	\$ 100.00
Artisans (barbers)	250.00
Employees (barbers)	100.00
Female hairdressers (professional employers, employees and artisans)	90.00
	<hr/>
	\$ 540.00

Disbursements:

Secretary's services	\$ 60.00
Inspector's services	160.00
Travelling expenses of committee's members	150.00
Audit charges	40.00
Office rent	30.00
Stationery, office equipment	40.00
Travelling expenses—inspections	60.00
	<hr/>
	\$ 540.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 26, 1944. 7127-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice that a petition has been presented to him by The Associated Clothing Manufacturers of the Province of Quebec, Inc., to modify the decree number 2991, of November 10, 1937, and amendments, relating to the men's and boys' clothing industry in the Province, in the following manner:

It is requested that a new subsection 3-B be added to Section VII-A of the said decree:

"3-B.—All employers who did in accordance with Order-in-Council No. 1647, dated June 28th,

ont choisi de se baser sur les taux de salaires minima, plutôt que sur les salaires gagnés, pour payer l'augmentation de salaire accordée par ledit arrêté, auront le droit de payer la présente augmentation accordée en vertu des dispositions de cet article, en la basant sur les taux de salaires minima à l'heure prévus par ce décret, et ne sont pas tenus de payer ladite augmentation de 5% sur les salaires gagnés."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 26 août 1944. 7140-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du commerce de détail à Québec, établi en exécution du décret numéro 3265, du 6 septembre 1940 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3163 du 16 août 1944, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er septembre 1944 au 31 août 1945; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3265 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires, bonis, pourcentages ou allocations fixés ou payés à leurs salariés.

b) Les artisans régis par le décret numéro 3265 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le commis le mois rémunéré, soit \$12.60 par semaine pour un homme et \$8.58 pour une femme, tel que stipulé dans ledit décret.

c) Les salariés régis par ledit décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis, pourcentages, allocations ou rémunérations.

2. Mode de perception

L'employeur professionnel doit fournir mensuellement au comité paritaire, sur des formules imprimées et fournies par ledit comité, un rapport détaillé indiquant le nom, le prénom et le sexe de chaque salarié à son emploi, le numéro de son certificat, sa qualification ou classification, la classification en pourcentage, les heures régulières et supplémentaires de travail faites chaque semaine, le salaire gagné chaque semaine par chacun de ses employés régis par le décret, les sommes versées au comité paritaire et les heures d'ouverture et de fermeture de son établissement.

Ce rapport doit être dûment signé par l'employeur professionnel et doit être accompagné des cotisations payables au comité paritaire par lui-même et par ses salariés. Toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient faits au complet, c'est-à-dire

1941, elect to pay the increase in wages therein provided for on minimums rather than on earnings, shall be permitted to pay the present increase granted by virtue of the provisions of this section, based upon minimum hourly rates provided for in this Decree, and shall not be obliged to pay the said increase of 5% on earnings."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, August 26, 1944. 7140-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Wilfrid Hamel, Minister of Labour Ad Interim, hereby gives notice that the Quebec Retail Trade Parity Committee, established under Decree number 3265 of the 6th of September 1940 and amendments, has been authorized by regulation approved by Order in Council number 3163, of August 16, 1944, in accordance with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chap. 163), to levy assessments upon professional employers, artisans and employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from September 1st, 1944, to August 31st, 1945; such levy shall be applied in the following manner:

a) The professional employers governed by decree No. 3265 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages, bonuses, percentages or remunerations fixed or paid to their employees.

b) The artisans subject to the said decree No. 3265 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixed for the lowest paid clerk, i.e. \$12.60 per week for men and \$8.58 for ladies, as stipulated in the decree.

c) The employees governed by this decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses, percentages, allocations or remunerations.

2. Mode of collection

Each month, the professional employer shall send to the Parity Committee, on printed forms supplied by the said Committee, a complete report indicating the name in full and the sex of each wage earner in his employ, the number of his certificate, his qualification or classification, the percentage classification, the regular and overtime hours worked each week, the wages earned each week by each one of his employees subject to the decree and the sums paid to the Parity Committee and the opening and closing hours of his establishment.

Such report shall be duly signed by the professional employer and shall be sent to the Parity Committee together with the assessments payable by him and by his employees. Such sums of money shall be paid in legal tender.

The professional employer shall see that these reports are made in full, that is to say that they

qu'ils couvrent la période de quatre ou cinq semaines du même mois, selon le cas, et retournés au comité paritaire entre le premier et le dix de chaque mois, pour le mois précédent; le premier rapport devant être fait entre le 1er et le 10 octobre 1944, pour le mois de septembre, et ainsi de suite à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire ou la rémunération de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 septembre, 31 décembre 1944, 31 mars et 30 juin 1945.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de détail à Québec, pour la période comprise entre le 1er septembre 1944 et le 31 août 1945 inclusivement.

cover the period of four or five weeks in the same month, and shall return them, to the Parity Committee, between the first and the tenth of each month, for the preceding month; the first report to be made between the 1st and the 10th day of October 1944, for the month of September, and so on, each month.

The professional employer shall retain each week from the wages of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The Parity Committee shall have the right to exact a sworn report when deemed advisable.

3. Financial report

Under section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: September 30th, December 31st, 1944, March 31st and June 30th, 1945.

An estimate of the probable receipts and of the disbursements of the Quebec Retail Trade Parity Committee, for the period between September 1st, 1944, and August 31st, 1945, is hereto annexed.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL À QUÉBEC

274, Boulevard Charest, Québec.

THE QUEBEC RETAIL TRADE PARITY COMMITTEE

274, Charest Boulevard, Québec.

Estimé des recettes et des déboursés pour la période entre le 1er septembre 1944 et le 31 août 1945.

Estimate of the receipts and of the disbursements for the period comprised between September 1st, 1944 and August 31st, 1945.

Recettes:

Cotisation des employeurs professionnels.....	\$12,000.00
Cotisation des salariés.....	12,000.00
	<u>\$24,000.00</u>

Receipts:

Professional employers' assessments.....	\$12,000.00
Employees' assessments.....	12,000.00
	<u>\$24,000.00</u>

Déboursés:

Salaires du Personnel du Bureau du Comité, (5 employés).....	\$ 8,000.00
Frais de déplacement du président, des membres et jetons de présence aux assemblées.....	1,200.00
Inspecteurs: Salaires et frais de déplacement, (5 inspecteurs).....	10,000.00
Bureau des Examineurs, (Qual.).....	500.00
Loyer du bureau et téléphone.....	700.00
Frais légaux.....	1,500.00
Vérification des livres.....	600.00
Papeterie.....	700.00
Dépenses de voyages, ameublement et divers.....	800.00
	<u>\$24,000.00</u>

Disbursements:

Salaries in the Committee's Office Staff, (5 employees).....	\$ 8,000.00
Travelling expenses of the chairman and members and attendance fees.....	1,200.00
Salaries and travelling expenses of inspectors, (5).....	10,000.00
Board of Examiners, (competency).....	500.00
Office rent and telephone.....	700.00
Legal fees.....	1,500.00
Addition of books.....	600.00
Stationery.....	700.00
Travelling expenses, furniture and miscellaneous.....	800.00
	<u>\$24,000.00</u>

Le sous-ministre du Travail, GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail, Québec, ce 26 août 1944. 7139-o

GÉRARD TREMBLAY, Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour, Quebec, August 26, 1944. 7139-o

Ventes pour taxes municipales

Sales for Municipal Taxes

Province de Québec.—District de Chicoutimi.

Province of Quebec.—District of Chicoutimi.

PAROISSE DE SAINT-HONORÉ

PARIŞH OF SAINT-HONORÉ

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the

en date du vingt-trois août 1944, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des taxes dues à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Honoré, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans le sou-bassement de l'école du village de St-Honoré, le DIX-HUIT SEPTEMBRE 1944, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes municipales consolidées et toutes les taxes municipales non consolidées auront été payées avant le moment de la vente:

- 1.—Pierre Tremblay "Camil":—Les lots 36, 37 et 38, rang 7.
- 2.—Joseph Savard:—Les lots 25 et 26, rang 6.
- Les lots ci-dessus mentionnés, numéros d'ordre 1 et 2, sont connus et désignés au cadastre officiel du canton Tremblay.
- 3.—Wellie Girard:—Le lot 13, rang 2 est.
- 4.—Jos. Fortin:—Le lot 5, rang 2 est.
- 5.—Thommy Lagacé:—Les lots 1 et 2, rang 3 est.
- 6.—J. Bte Pouliot:—Le lot 1, rang 4 est.
- 7.—David Tremblay "AD":—La partie nord des lots 16, 17, 18 et 19, rang 3 est, connus sous les numéros 16a, 16b, 17b, 18b et 19b.
- 8.—Madame Vve Wilfrid Migneault:—Le lot 7, rang 2 ouest.
- 9.—Alex. Tremblay:—Le lot 6, rang 2 ouest.
- 10.—Onésime Tremblay "Luc":—Un terrain faisant partie du lot 15, rang 2 est, compris dans les bornes suivantes:—à l'est par le lot 16, à l'ouest et au sud, par le résidu dudit lot dont il fait partie, et au nord par le chemin public.

Les lots ou parties de lots ci-dessus mentionnés, numéros d'ordre 3 à 10 inclusivement, sont connus et désignés au cadastre officiel du canton Falardeau.

Ces immeubles seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Les versements non échus des taxes municipales consolidées sont à la charge de l'acquéreur.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles s'ra payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Honoré, ce 23 août 1944.

Le secrétaire-trésorier,
FRANCIS DUFOUR.
7134-34-2-o

Province de Québec.—District de Chicoutimi.

COMMISSION SCOLAIRE DU VILLAGE DE
BAGOTVILLE

Avis public est, par les présentes donné, que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-trois août 1944, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation scolaire du village de Bagotville, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle du Conseil, à l'Hôtel de ville, à Bagotville, le DIX-NEUF SEPTEMBRE 1944, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes scolaires consolidées et toutes les taxes scolaires non consolidées moins celles de l'année 1943-44, auront été payées avant le moment de la vente.

twenty-third of August, 1944, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinafter designated, in payment of taxes due the municipal corporation of the parish of Saint-Honoré, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction, in the basement of the school of the village of St-Honoré, on the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER, 1944, at TEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale the immovables whereon all payments due for consolidated municipal taxes and all non-consolidated municipal taxes shall have been paid before the time of the sale.

- 1.—Pierre Tremblay "Camil":—Lots 36, 37 and 38, Range 7.
- 2.—Joseph Savard:—Lots 25 and 26, Range 6.
- The above mentioned lots, numerical order 1 and 2, are known and designated on the official cadastre for the Township Tremblay.
- 3.—Wellie Girard:—Lot 13, East Range 2.
- 4.—Jos. Fortin:—Lot 5, East Range 2.
- 5.—Thommy Lagacé:—Lots 1 and 2, East Range 3.
- 6.—J. Bte Pouliot:—Lot 1, East Range 4.
- 7.—David Tremblay "AD":—The North part of lots 16, 17, 18 and 19, East Range 3, known under numbers 16a, 16b, 17b, 18b and 19b.
- 8.—Madame Wid. Wilfrid Migneault:—Lot 7, West Range 2.
- 9.—Alex. Tremblay:—Lot 6, West Range 2.
- 10.—Onésime Tremblay "Luc":—A lot of land forming part of lot 15, East Range 2, comprised within the following boundaries: On the East by lot 16, on the West and South, by the residue of said lot of which it forms a part, and on the North by the public road.

The lots or parts of lots above mentioned, numerical order 3 to 10 inclusively, are known and designated on the official cadastre of the Township Falardeau.

The said immovables will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes which may affect the same.

Payments not yet due for municipal consolidated taxes will be charged to the purchaser.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Honoré, this 23rd day of August, 1944.

FRANCIS DUFOUR,
Secretary Treasurer.
7134-34-2

Province of Quebec.—District of Chicoutimi.

SCHOOL COMMISSION OF THE VILLAGE OF
BAGOTVILLE

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the twenty-third of August, 1944, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinafter designated, in payment of arrears of taxes due the school corporation of the village of Bagotville, with interest and costs and that consequently the said immovables will be sold by public auction, in the Council Hall, at the Town Hall, at Bagotville, on the NINETEENTH day of SEPTEMBER, 1944, at TEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale the immovables whereon all payments due for consolidated school taxes and all non-consolidated school taxes, save those for the year 1943-44, shall have been paid before the time of the sale.

1.—David Brassard:—Le lot 99-C.
 2.—La Fabrique de St-Alphonse:—Un terrain mesurant 60 pieds de front sur une profondeur, de l'ouest à l'est, de 75 pieds, formant partie des lots numéros 204 et 205, borné en front à l'ouest, à la rue Albert; en arrière, à l'est, ainsi que des côtés nord et sud, au résidu desdits lots appartenant à l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Alphonse.

3.—Madame Armand Tremblay:—La demie indivise du lot 246.

Les lots ou parties de lots ci-dessus désignés sont du cadastre officiel du village de Bagotville et seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Les versements non échus des taxes scolaires consolidées sont à la charge de l'acquéreur.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Bagotville, ce 23 août 1944.

Le secrétaire-trésorier,
 JOS. EUG. TREMBLAY.

7132-34-2-0

Province de Québec.—District de Chicoutimi.

COMMISSION SCOLAIRE DE HARVEY

Avis public est, par les présentes donné, que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-trois août 1944, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la commission scolaire de Harvey, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle paroissiale à Saint-Fulgence, le VINGT SEPTEMBRE 1944, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels toutes les taxes scolaires de l'année 1943-44 et des années antérieures auront été payées avant le moment de la vente.

1.—Paul Corneau:—Le lot 66, rang 3, canton Harvey.

2.—Joseph Tremblay "Gothe":—Les lots 9a et 9b, rang 1, et la demie ouest du lot 10, rang A, canton Harvey, sous réserve:

a) en faveur de Aïsta Desgagné, veuve de François Gagné, ou représentants, d'un terrain faisant partie du lot 9A, rang 1, mesurant 100 pieds de largeur sur la profondeur qu'il peut y avoir entre le chemin actuel et l'ancien chemin, le côté ouest dudit terrain étant à environ deux perches du gros ruisseau passant à cet endroit et borné comme suit: au nord par le chemin neuf, au sud, par l'ancien chemin, à l'ouest par Louis Tremblay ou représentants ou encore par une ligne droite parallèle à la ligne bornant ledit terrain du côté ouest et distante de 100 pieds de cette ligne.

b) en faveur de Thadée Tremblay ou représentants, d'un terrain sur lequel était construit un moulin, près de la rivière Saguenay, avec un chemin qui traverse ladite terre sur la profondeur, pour leur permettre d'aller à la mer, ce chemin devant être entretenu par ledit Thadée Tremblay ou représentants, les propriétaires de ladite terre pouvant se servir du chemin et pouvant aussi mettre leur bois sur l'emplacement du moulin.

c) en faveur des propriétaires des lots 9 et 10 du rang 3, du droit à perpétuité de passer sur ladite terre, dans le chemin actuel, pour communiquer desdits lots au chemin public, mais devront entretenir ledit chemin avec ceux qui en feront usage.

3.—Elzéar Jean:—Les lots 25a, 26b et 27c, rang 7, canton Tremblay, sous réserve:

a) du droit à perpétuité pour Price Brothers Co. Ltd à l'usage d'un chemin de largeur convenable, pas plus de 25 pieds, sur le terrain susdécrit, pour communiquer à pied et en voiture du chemin public ou route conduisant au rang 8 à l'écluse appartenant à cette compagnie et servant au barrage de la rivière Valin sur le rang 7 dudit canton, ce chemin à être fait par la compagnie à l'endroit qu'elle jugera le plus convenable pour se rendre à cette chaussée et de manière à causer le moins de dommages au propriétaire de ladite terre dans l'exploitation de sa ferme; l'endroit où la compagnie

1.—David Brassard:—Lot 99-C.

2.—La Fabrique de St-Alphonse:—A lot of land measuring 60 feet in front by a depth, from West to East, of 75 feet, forming part of lots numbers 204 and 205, bounded in front on the West, by Albert street; in rear, on the East, and on the North and South sides, by the residue of said lots belonging to the "Oeuvre et Fabrique" of the parish of Saint-Alphonse.

3.—Madame Armand Tremblay:—The undivided half of lot 246.

The lots or parts of lots above designated are of the official cadastre of the village of Bagotville and will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes which may affect the same.

Payments not yet due for consolidated school taxes will be charged to the purchaser.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

Given at Bagotville, this 23rd day of August, 1944.

JOS. EUG. TREMBLAY,
 Secretary Treasurer.

7132-34-2

Province of Quebec.—District of Chicoutimi.

SCHOOL COMMISSION OF HARVEY

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the twenty-third of August, 1944, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immovables hereinafter designated, in payment of arrears of taxes due the school commission of Harvey, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction, in the parish hall of Saint-Fulgence, on the TWENTIETH day of SEPTEMBER, 1944, at TEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale the immovables whereon all school taxes for the year 1943-44 and previous years shall have been paid before the time of the sale.

1.—Paul Corneau:—Lot 66, Range 3, Township Harvey.

2.—Joseph Tremblay "Gothe":—Lots 9a and 9b Range 1, and the West half of lot 10, Range A, Township Harvey, under reserve:

a) in favour of Aïsta Desgagné, widow of François Gagné, or representatives, of a lot of land forming part of lot 9A, Range 1, measuring 100 feet in width by whatever depth there may be between the actual road and the old road, the West side of the said lot of land being at about two perches from the big stream passing at this place and bounded as follows: On the North by the new road, on the South, by the old road, on the West by Louis Tremblay or representatives or again by a straight line parallel to the line bounding the said lot of land on the West side and distant 100 feet from the said line.

b) in favour of Thadée Tremblay or representatives, of a lot of land upon which was built a mill, near the Saguenay river, with a road which crosses the said land on the depth, to permit them access to the sea, the said road to be maintained by the said Thadée Tremblay or representatives, the owners of the said land may use the road and may also place their wood on the mill emplacement.

c) in favour of the owners of lots 9 and 10 of Range 3, of a right in perpetuity to pass over the said land, on the actual road, to communicate from the said lots with the public road, but should maintain the said road with those who make use of the same.

3.—Elzéar Jean:—Lots 25a, 26b and 27c, Range 7, Township Tremblay, under reserve:

a) of the right in perpetuity for Price Brothers Co. Ltd to the use of a road of suitable width, not more than 25 feet, over the land above described, to communicate on foot and with vehicle from the public road or highway leading to Range 8 to the sluice belonging to the said company and used as a dam on the Valin river on Range 7 of the said township, this road to be made by the company at such place as it may deem most suitable to reach the said dam and so as to cause the least damage to the owner of the said land in the operation of his farm; the site where the

fera ce chemin ne pourra être changé excepté pour cause de force majeure et d'impossibilité d'y passer, et dans ce cas seulement, un autre endroit pourra être choisi pour ledit chemin que le propriétaire de ladite terre ne sera aucunement tenu d'entretenir et de clôturer.

b) du droit pour ladite compagnie de maintenir dans sa hauteur actuelle l'écluse ou chaussée érigée sur la rivière Valin et, dans le cas où la terre serait inondée par l'eau et affectée par la glace refoulée par cette chaussée, le propriétaire ou ses représentants ne pourront réclamer de ladite compagnie aucun dommage provenant de ce fait, aussi longtemps que cette écluse sera maintenu dans sa hauteur actuelle.

c) du moulin à scie actuellement érigé sur cette terre, avec toutes ses machines, machineries et accessoires et le droit d'en continuer l'exploitation.

4.—Jean-Baptiste Pilote:—Le lot 13, rang 9, canton Tremblay.

5.—Ernest Harvey:—Le lot 30, rang 9, canton Tremblay.

6.—Alfred Harvey:—Les lots 11 et 12, rang 9, canton Tremblay.

7.—Joseph Desgagné:—Une ferme formée des 3/4 nord des lots 21 et 22, rang 8, canton Tremblay, comprise dans les bornes suivantes:—au sud, au chemin public; à l'est, au lot 20; au nord, par le trait carré entre les rangs 8 et 9 et à l'ouest par le lot 23.

8.—Georges Tremblay "Eusèbe":—Un terrain faisant partie du lot 9a, rang 7, canton Tremblay, se trouvant au nord-est de la rivière passant à cet endroit, borné au nord par le chemin public, au sud, à l'est et à l'ouest par le résidu dudit lot.

9.—Léonce Simard:—Un terrain faisant partie du lot 4, rang 1, canton Harvey, borné au sud par le chemin public, à l'est par le terrain d'Achille Tremblay, au nord par le terrain de Joseph Simard "Johnny" et à l'est par le terrain de Ludger Simard, tel qu'actuellement clôturé.

Tous les lots ou parties de lots ci-haut mentionnés sont connus et désignés au plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Tremblay ou du cadastre officiel du canton Harvey, suivant le cas. Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées auxdits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Fulgence, ce 23 août 1944.

Le secrétaire-trésorier,
TANCRÈDE TURCOTTE.

7130-34-2-0

company shall make the said road may not be changed except for a major reason and the impossibility of passing thereon, and in such case only, another site may be chosen for the said road which the owner of the said farm shall in no way be bound to maintain or to fence.

b) of the right for the said company to maintain in its present height the sluice or dam built on the Valin river and, in the case of the land being flooded by the water and affected by ice driven back by the said dam, the owner or his representative cannot claim any damages from the said company as a result of same, so long as the said dam shall be maintained in its actual height.

c) of the saw mill actually erected on the said land, with all its machines, machinery and accessories and the right to continue its operation.

4.—Jean-Baptiste Pilote:—Lot 13, Range 9, Township Tremblay.

5.—Ernest Harvey:—Lot 30, Range 9, Township Tremblay.

6.—Alfred Harvey:—Lots 11 and 12, Range 9, Township Tremblay.

7.—Joseph Desgagné:—A farm composed of the North 3/4 of lots 21 and 22, Range 8, Township Tremblay, comprised within the following boundaries: on the South, by the public road; on the East, by lot 20; on the North, by the "trait carré" between Ranges 8 and 9 on the West by lot 23.

8.—Georges Tremblay "Eusèbe":—A lot of land forming part of lot 9a, Range 7, Township Tremblay, situate Northeast of the river passing at this place, bounded on the North by the public road, on the South, East and West by the residue of said lot.

9.—Léonce Simard:—A lot of land forming part of lot 4, Range 1, Township Harvey, bounded on the South by the public road, on the East by the land of Achille Tremblay, on the North by the land of Joseph Simard "Johnny" and on the East by the land of Ludger Simard, as actually fenced in.

All the lots or parts of lots above mentioned are known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the Township Tremblay or the official cadastre for the Township Harvey, as the case may be. They will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Fulgence, this 23rd day of August, 1944.

TANCRÈDE TURCOTTE,
Secretary Treasurer.

7130-34-2

Députés élus

Members Elected

SECRETARIAT DE LA CHANCELLERIE

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY

Québec, le 21 août 1944.

Quebec, August 21st, 1944.

Je donne par les présentes avis que les collègues électoraux suivants ont élu députés les candidats ci-après désignés, pour les représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

I hereby give notice that the candidates herein-after mentioned have been returned as deputies to represent the following electoral divisions in the new legislative assembly of the Province of Quebec:

- Arthabaska:—Monsieur Pierre-Horace Plante, agent d'assurances à Victoriaville;
- Bagot:—L'honorable monsieur Cyrille Dumaine, notaire au village d'Upton;
- Beauharnois:—Monsieur Albert Lemieux, avocat à Salaberry-de-Valleyfield;
- Jacques-Cartier:—Monsieur Charles-Aimé Kirkland, médecin à Ville-Saint-Pierre;
- Kamouraska:—Monsieur Louis-Philippe Lizotte, marchand à Macamic;
- Lac Saint-Jean:—Monsieur Joseph-L. Fillion, gentilhomme à Saint-Joseph-d'Alma;
- L'Assomption:—Monsieur Victor-S. Chartrand, industriel à l'Épiphanie;
- Laval:—Monsieur François-Joseph Leduc, ingénieur civil à Montréal;

- Arthabaska:—Mr. Pierre-Horace Plante, of Victoriaville, insurance agent.
- Bagot:—Honourable Cyrille Dumaine, of the Village of Upton, notary;
- Beauharnois:—Mr. Albert Lemieux, of Salaberry-de-Valleyfield, advocate;
- Jacques-Cartier:—Mr. Charles-Aimé Kirkland, of Ville-Saint-Pierre, physician;
- Kamouraska:—Mr. Louis-Philippe Lizotte, of Macamic, merchant;
- Lake Saint John:—Mr. Joseph-L. Fillion, of Saint-Joseph-d'Alma, gentleman;
- L'Assomption:—Mr. Victor-S. Chartrand, of l'Épiphanie, manufacturer;
- Laval:—Mr. François-Joseph Leduc, of Montreal, civil engineer;

Montcalm:—Monsieur Joseph-Maurice Tellier, avocat à Joliette;
Montréal—Sainte-Marie:—Monsieur Joseph-Camille Côté, chauffeur à Montréal;
Montréal—Verdun:—Monsieur Lionel-A. Ross, avocat à Verdun;
Québec-Ouest:—Monsieur Wilfrid Samson, industriel à Québec.

Le Secrétaire de la Chancellerie,
 ANTOINE LEMIEUX.

—
 SECRÉTARIAT DE LA CHANCELLERIE

—
 Québec, le 22 août 1944.

Je donne par les présentes avis que les collègues électoraux suivants ont élu députés les candidats ci-après désignés, pour les représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

Abitibi-Ouest:—Monsieur Émile Lesage, marchand à Macamic;
Berthier:—Monsieur Armand Sylvestre, avocat à Berthierville;
Bonaventure:—Monsieur Henri Jolicœur, avocat à Québec;
Brôme:—Monsieur Jonathan Robinson, avocat à Westmount;
Champlain:—Monsieur Maurice Bellemare, serrefreins aux Trois-Rivières;
Compton:—Monsieur William James Duffy, cultivateur à Gould village;
Drummond:—Monsieur Joseph - Raoul - Robert Bernard, industriel à Drummondville;
Gaspé-Nord:—Monsieur Alphonse Pelletier, industriel à Sainte-Anne-des-Monts;
Huntingdon:—Monsieur Denis James O'Connor, contracteur à Huntingdon;
Iberville:—Monsieur Yvon Thuot, gérant à Iberville;
Joliette:—Monsieur Antonio Barrette, courtier en assurances à Joliette;
Lévis:—Monsieur Joseph-Théophile Larochelle, rentier à Lévis;
L'Islet:—L'honorable monsieur Adélar Godbout, agronome à Québec;
Lotbinière:—Monsieur Guy Roberge, avocat à Québec;
Montmagny:—Monsieur Fernand Choquette, avocat à Québec;
Montréal—Jeanne-Mance:—Monsieur J.-Émile Dubreuil, marchand à Montréal;
Montréal—Laurier:—Monsieur Joseph-Edmond-André Laurendeau, publiciste à Outremont;
Montréal—Saint-Jacques:—Monsieur Omer Côté, avocat à Outremont;
Nicolet:—Monsieur Emery Fleury, cultivateur à Saint-Léonard;
Québec-Est:—Monsieur Henri-Paul Drouin, avocat à Québec;
Richmond:—Monsieur Albert Gaudreau, charpentier-menuisier à Asbestos;
Rimouski:—Monsieur Alfred Dubé, cultivateur à Beauséjour;

Montcalm:—Mr. Joseph-Maurice Tellier, of Joliette, advocate;
Montreal—St. Mary's:—Mr. Joseph-Camille Côté, of Montreal, chauffeur;
Montreal-Verdun:—Mr. Lionel-A. Ross, of Verdun, advocate;
Quebec-West:—Mr. Wilfrid Samson, of Quebec, manufacturer.

ANTOINE LEMIEUX,
 Clerk of the Crown in Chancery.

—
 OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY

—
 Quebec, August 22nd, 1944.

I hereby give notice that the candidates herein after mentioned have been returned as deputies to represent the following electoral divisions in the new legislative assembly of the Province of Quebec:

Abitibi-West:—Mr. Émile Lesage, of Macamic, merchant;
Berthier:—Mr. Armand Sylvestre, of Berthierville, advocate;
Bonaventure:—Mr. Henri Jolicœur, of Quebec, advocate;
Brôme:—Mr. Jonathan Robinson, of Westmount, advocate;
Champlain:—Mr. Maurice Bellemare, of Trois-Rivières, brakesman;
Compton:—Mr. William James Duffy, of Gould Village, farmer;
Drummond:—Mr. Joseph Raoul Robert Bernard, of Drummondville, manufacturer;
Gaspé-North:—Mr. Alphonse Pelletier, of Sainte-Anne-des-Monts, manufacturer;
Huntingdon:—Mr. Denis James O'Connor, of Huntingdon, contractor;
Iberville:—Mr. Yvon Thuot, of Iberville, manager;
Joliette:—Mr. Antonio Barrette, of Joliette, insurance broker;
Lévis:—Mr. Joseph Théophile Larochelle, of Lévis, annuitant;
L'Islet:—The Honourable Adélar Godbout, of Quebec, agriculturist;
Lotbinière:—Mr. Guy Roberge, of Quebec, advocate;
Montmagny:—Mr. Fernand Choquette, of Quebec, advocate;
Montreal—Jeanne-Mance:—Mr. J. Émile Dubreuil, of Montreal, merchant;
Montreal—Laurier:—Mr. Joseph Edmond André Laurendeau, of Outremont, publicist;
Montreal—St. James:—Mr. Omer Côté, of Outremont, advocate;
Nicolet:—Mr. Emery Fleury, of Saint-Léonard, farmer;
Quebec-East:—Mr. Henri Paul Drouin, of Quebec, advocate;
Richmond:—Mr. Albert Gaudreau, of Asbestos, carpenter-joiner;
Rimouski:—Mr. Alfred Dubé, of Beauséjour, farmer;

Rivière-du-Loup:—L'honorable monsieur Léon Casgrain, avocat à Rivière-du-Loup;
Rouville:—Monsieur Laurent Barré, cultivateur à Canrobert;
Rouyn-Noranda:—Monsieur David Côté, organisateur ouvrier à Rouyn;
Saint-Hyacinthe:—Monsieur Joseph-Ernest-Irénée Chartier, marchand à Saint-Hyacinthe;
Saint-Jean:—Monsieur Paul Beaulieu, comptable à Saint-Jean;
Saint-Maurice:—Monsieur Marc Trudel, médecin à Shawinigan Falls;
Saint-Sauveur:—L'honorable monsieur Wilfrid Hamel, comptable à Québec;
Stanstead:—Monsieur Ovila Bergeron, ouvrier à Magog;
Témiscouata:—Monsieur André Pelletier, agent d'assurances à Saint-Louis-du-Ha! Ha!
Yamaska:—L'honorable monsieur Antonio Élie, cultivateur à Baieville.

Le Secrétaire de la Chancellerie,
 ANTOINE LEMIEUX.

SECRETARIAT DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 23 août 1944.

Je donne par les présentes avis que les collèges électoraux suivants ont élu députés les candidats ci-après désignés, pour les représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

Argenteuil:—L'honorable monsieur Georges-Étienne Dansereau, industriel à Grenville;
Châteauguay:—Monsieur Honoré Mercier, voyageur de commerce à Ville-de-Léry;
Iles-de-la-Madeleine:—Monsieur Hormisdas Langlais, négociant à Québec;
Matapédia:—Monsieur Philippe Cossette, notaire à Causapsal;
Mégantic:—Monsieur Tanerède Labbé, négociant à Thetford-Mines;
Missisquoi:—Monsieur Henri-A. Gosselin, expéditeur de trains et cultivateur à Farnham;
Pontiac:—Monsieur Charles-Édouard Lawn, marchand à Campbell's Bay;
Québec-Centre:—Monsieur J.-William Morin, avocat à Québec;
Shefford:—Monsieur Hector Choquette, cultivateur au canton de Granby;
Témiscamingue:—Monsieur Nil-E. Larivière, marchand à Rouyn.

Le Secrétaire de la Chancellerie,
 ANTOINE LEMIEUX.

SECRETARIAT DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 24 août 1944.

Je donne par les présentes avis que les collèges électoraux suivants ont élu députés les candidats ci-après désignés, pour les représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

Abitibi-Est:—Monsieur Henri Dion, avocat à Amos;

Rivière-du-Loup:—The Honourable Léon Casgrain, of Rivière-du-Loup, advocate;
Rouville:—Mr. Laurent Barré, of Canrobert, farmer;
Rouyn-Noranda:—Mr. David Côté, of Rouyn, labour organizer;
Saint-Hyacinthe:—Mr. Joseph Ernest Irénée Chartier, of Saint-Hyacinthe, merchant;
Saint Johns:—Mr. Paul Beaulieu, of Saint Johns, accountant;
Saint-Maurice:—Mr. Marc Trudel, of Shawinigan Falls, physician;
Saint-Sauveur:—The Honourable Wilfrid Hamel, of Quebec, accountant;
Stanstead:—Mr. Ovila Bergeron, of Magog, workman;
Témiscouata:—Mr. André Pelletier, of Saint-Louis-du-Ha! Ha! insurance agent;
Yamaska:—The Honourable Antonio Élie, of Baieville, farmer.

ANTOINE LEMIEUX,
 Clerk of the Crown in Chancery.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY

Quebec, August 23rd, 1944.

I hereby give notice that the candidates herein-after mentioned have been returned as deputies to represent the following electoral divisions in the new legislative assembly of the Province of Quebec:

Argenteuil:—The Honourable Georges Étienne Dansereau, of Grenville, manufacturer;
Châteauguay:—Mr. Honoré Mercier, of Ville-de-Léry, commercial traveller;
Magdalen Islands:—Mr. Hormisdas Langlais, of Quebec, trader;
Matapédia:—Mr. Philippe Cossette, of Causapsal, notary;
Mégantic:—Mr. Tanerède Labbé, of Thetford Mines, trader;
Missisquoi:—Mr. Henri A. Gosselin, of Farnham, train despatcher and farmer;
Pontiac:—Mr. Charles Edward Lawn, of Campbell's Bay, merchant;
Quebec-Centre:—Mr. J. William Morin, of Quebec, advocate;
Shefford:—Mr. Hector Choquette, of the Township of Granby, farmer;
Témiscamingue:—Mr. Nil E. Larivière, of Rouyn, merchant.

ANTOINE LEMIEUX,
 Clerk of the Crown in Chancery.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY

Quebec, August 24th, 1944.

I hereby give notice that the candidates herein-after mentioned have been returned as deputies to represent the following electoral divisions in the new legislative assembly of the Province of Quebec:

Abitibi-East:—Mr. Henri Dion, of Amos, advocate;

Deux-Montagnes:—L'honorable monsieur Joseph-Mignault-Paul Sauvé, avocat à Outremont;

Dorchester:—Monsieur Joseph-Damase Bégin, industriel à Sainte-Germaine;

Gaspé-Sud:—Monsieur Camille-Eugène Pouliot, médecin à Cap-d'Espoir;

Papineau:—Monsieur Joseph-Roméo Lorrain, marchand à Buckingham.

Le Secrétaire de la Chancellerie,
ANTOINE LEMIEUX.

SECRETARIAT DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 24 août 1944.

Je donne par les présentes avis que les collèges électoraux suivants ont élu députés les candidats ci-après désignés, pour les représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

Portneuf:—Monsieur Bona Dussault, pilote à St-Marc-des-Carières;

Québec-Comté:—Monsieur René Chaloult, avocat à Québec;

Vaudreuil-Soulanges:—Monsieur Alphide Sabourin, cultivateur à Ste-Marthe, (paroisse).

Le Secrétaire de la Chancellerie,
ANTOINE LEMIEUX.

SECRETARIAT DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 25 août 1944.

Je donne par les présentes avis que les collèges électoraux suivants ont élu députés les candidats ci-après désignés, pour les représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

Chicoutimi:—Monsieur Antonio Talbot, avocat à Chicoutimi;

Wolfe:—Monsieur Joseph-Jude-Henri Vachon, cultivateur au village de Beaulac.

7142-o Le Secrétaire de la Chancellerie,
ANTOINE LEMIEUX.

LE SECRETARIAT DE LA CHANCELLERIE.

Québec, le 25 août 1944.

Je donne par les présentes avis que le collège électoral suivant a élu député le candidat ci-après désigné, pour le représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

Labelle:—Monsieur Joseph-Albiny Paquette, médecin à Mont-Laurier.

7143-o Le Secrétaire de la Chancellerie,
ANTOINE LEMIEUX.

Two-Mountains:—Honourable Joseph-Mignault-Paul Sauvé, of Outremont, advocate;

Dorchester:—Mr. Joseph-Damase Bégin, of Sainte-Germaine, manufacturer;

Gaspé-South:—Mr. Camille-Eugène Pouliot, of Cap d'Espoir, physician;

Papineau:—Mr. Joseph-Roméo Lorrain, of Buckingham, merchant.

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY

Quebec, August 24th, 1944.

I hereby give notice that the candidates herein-after mentioned have been returned as deputies to represent the following electoral divisions in the new legislative assembly of the Province of Québec:

Portneuf:—Mr. Bona Dussault, of St-Marc-des-Carières, pilot;

Quebec-County:—Mr. René Chaloult, of Quebec, advocate;

Vaudreuil-Soulanges:—Mr. Alphide Sabourin, of Ste-Marthe, (Parish), farmer.

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY

Quebec, August 25th, 1944.

I hereby give notice that the candidates herein-after mentioned have been returned as deputies to represent the following electoral divisions in the new legislative assembly of the Province of Québec:

Chicoutimi:—Mr. Antonio Talbot, of Chicoutimi, advocate;

Wolfe:—Mr. Joseph-Jude-Henri Vachon, of the Village of Beaulac, farmer.

7142 ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY.

Quebec, August 25th, 1944.

I hereby give notice that the candidate herein-after mentioned has been returned as deputy to represent the following electoral division in the new legislative assembly of the Province of Québec:

Labelle:—Mr. Joseph Albiny Paquette, of Mont-Laurier, physician.

7143 ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery.

Index de la Gazette officielle de Québec, No 34

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Beaulac vs Lessard 1913

Index of the Quebec Official Gazette, No. 34

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Beaulac vs Lessard 1913

Lauzier vs Dufort.....	1914	Lauzier vs Dufort.....	1914
Martiniuk vs Boyko.....	1914	Martiniuk vs Boyko.....	1914

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

3164—Métiers de barbier et coiffeur dans les comtés de Joliette, Montcalm, l'Assomption et Berthier.....	1911
3166—Métier de boulanger dans l'Île de Montréal.....	1909
3168—Industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec.....	1910
3169—Métiers de la construction dans la cité de Sorel.....	1911
3171—Industrie de la peinture dans la province de Québec.....	1902
3172—Travailleurs en fourrure, commerce du gros, dans la région de Montréal	1910
3173—Industrie des matériaux de construction dans la province de Québec..	1904
3197—Concernant la chasse à la perdrix de savane et à la perdrix grise.....	1901

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1877	NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	1877
------	-------------------------------	------

AVIS DIVERS:

Frigidaire Products of Canada Limited (Agent principal).....	1915
Quebec Packers Limited (Directeurs)...	1915
Syndicat Catholique National des Travailleurs du Meuble de Princeville (Formation).....	1914
Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de Crabtree Inc. (Nom changé).....	1915
The Shawinigan Works C. I. L. Athletic Club (Règlements).....	1914
Treeford Investments Incorporated (Directeurs).....	1914

ORDERS IN COUNCIL:

3164—Barber and hairdresser trades in the counties of Joliette, Montcalm, l'Assomption and Berthier.....	1911
3166—Baker trade in the Island of Montreal.....	1909
3168—Men's and boys' clothing industry in the Province of Quebec.....	1910
3169—Building trades in the city of Sorel.....	1911
3171—Paint industry in the Province of Quebec.....	1902
3172—Fur workers, wholesale trade, in the district of Montreal.....	1910
3173—Building material industry in the Province of Quebec.....	1904
3197—Concerning the hunting of spruce and birch partridge.....	1901

MISCELLANEOUS NOTICES:

Frigidaire Products of Canada Limited (Principal agent).....	1915
Quebec Packers Limited (Directors)....	1915
Syndicat Catholique National des Travailleurs du Meuble de Princeville (Formation).....	1914
Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de Crabtree Inc. (Name changed).....	1915
The Shawinigan Works C. I. L. Athletic Club (By-laws).....	1914
Treeford Investments Incorporated (Directors).....	1914

DÉPARTEMENTS—Avis des:

DEPARTMENTAL NOTICES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

EDUCATION:

Durham, munic. scolaire.....	1916
------------------------------	------

Durham, school munic.....	1916
---------------------------	------

TERRES ET FORÊTS:

LANDS AND FORESTS:

Beauport, paroisse.....	1916
-------------------------	------

Beauport, parish.....	1916
-----------------------	------

TRAVAIL:

LABOUR:

Comité conjoint des barbiers, coiffeurs et coiffeuses de la cité et du district de Hull (Prélèvement).....	1924
Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal (Prolongation de prélèvement).....	1924
Comité paritaire du commerce de détail à Québec (Prélèvement).....	1926
Industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec (Modification).....	1925

Joint committee of barbers and hairdressers of the city and district of Hull (Levy).....	1924
Fur industry parity committee, wholesale section, of Montreal (Extension of levy).....	1924
Quebec retail trade parity committee (Levy).....	1926
Men's and boys' clothing industry in the Province of Quebec (Modification)...	1925

TRÉSOR:

TREASURY:

Assurances:

Insurance:

Paul Service Stores Employees' Mutual Benefit Association.....	1916
The Mutual Fire Insurance Company of the Local Municipality of Shawville..	1916

Paul Service Stores Employees' Mutual Benefit Association.....	1916
The Mutual Fire Insurance Company of the Local Municipality of Shawville..	1916

DÉPUTÉS ÉLUS:—(Voir pages).....	1930
---------------------------------	------

MEMBERS ELECTED:—(See pages).....	1930
-----------------------------------	------

ERRATUM:

The Mutual Fire Insurance Company of the Local Municipality of Shawville. 1917

EXAMENS DU BARREAU:

Arthabaska: étude du droit. 1917
 Bas Saint-Laurent: étude du droit. 1889
 Bedford: étude du droit. 1889
 Bedford: étude du droit. 1917

LETTRES PATENTES:

Black Lake, ville. 1917
 C. D. G. Construction, Limitée. 1878
 Club Mauser Inc. 1878
 Femina Inc. 1879
 Gloria Hat Manufacturing Inc. 1879
 Gloria Inc. 1880
 Habitations Montréalaises Incorporée—
 Montreal Dwellings Incorporated. 1880
 Hôpital Saint-Joseph du Lac Mégantic. 1881
 La Compagnie Beauregard, Limitée (Cor-
 rection) 1881
 La Revue Moderne, Limitée. 1882
 Laval Transport Ltée. 1882
 Le Magazine Français, Limitée. 1883
 Les Éditions Modernes, Limitée. 1883
 (Les Industries du Bois Parame Ltée)—
 Parame Woodworking and Lumber
 Ltd. 1884
 Le Syndicat de Beaupré, Incorporé. 1884
 Montreal Motor Boat Co. Ltd. 1884
 Pacific Pants Co. Inc. 1885
 P. A. Tanguay Limitée. 1885
 Restaurants Ltd. 1886
 Ritchie Contracting Company Limited. 1886
 Senneterre Peat & Moss Mines Ltd. 1887
 The Hodson Corporation (Quebec) Lim-
 ited. 1887
 Town Realities Limited. 1887
 Treeford Investments Incorporated. 1888
 Vega Investments Limited. 1889

MINUTES DE NOTAIRES:

Massicotte, Émile. 1918

NOMINATIONS:

Commissaires d'écoles. 1918

PROCLAMATIONS:

Normandin, canton. 1919
 Parke, canton. 1920

SOUMISSIONS:

Drummondville, cité. 1921

VENTES POUR TAXES:

Cadillac, village minier. 1890
 Commission scolaire de Harvey. 1929
 Commission scolaire du village de Bagot-
 ville. 1928
 Hull, cité. 1894
 St-Honoré, paroisse. 1927
 St-Joseph-d'Alma, munic. scolaire de la
 ville. 1891
 Taché, commission scolaire du canton. 1892
 Verdun, cité. 1901

ERRATUM:

The Mutual Fire Insurance Company of the Local Municipality of Shawville. 1917

BAR EXAMINATIONS:

Arthabaska: study of law. 1917
 Lower Saint Lawrence: study of law. 1889
 Bedford: study of law. 1889
 Bedford: study of law. 1917

LETTERS PATENT:

Black Lake, town. 1917
 C. D. G. Construction, Limitée. 1878
 Club Mauser Inc. 1878
 Femina Inc. 1879
 Gloria Hat Manufacturing Inc. 1879
 Gloria Inc. 1880
 Montreal Dwellings Incorporated—Habi-
 tations Montréalaises Incorporée. 1880
 Hôpital Saint-Joseph du Lac Mégantic. 1881
 La Compagnie Beauregard, Limitée (Cor-
 rection) 1881
 La Revue Moderne, Limitée. 1882
 Laval Transport Ltée. 1882
 Le Magazine Français, Limitée. 1883
 Les Éditions Modernes, Limitée. 1883
 Parame Woodworking and Lumber Ltd
 —(Les Industries du Bois Parame
 Ltée). 1884
 Le Syndicat de Beaupré, Incorporé. 1884
 Montreal Motor Boat Co. Ltd. 1884
 Pacific Pants Co. Inc. 1885
 P. A. Tanguay Limitée. 1885
 Restaurants Ltd. 1886
 Ritchie Contracting Company Limited. 1886
 Senneterre Peat & Moss Mines Ltd. 1887
 The Hodson Corporation (Quebec) Lim-
 ited. 1887
 Town Realities Limited. 1887
 Treeford Investments Incorporated. 1888
 Vega Investments Limited. 1889

NOTARIAL MINUTES:

Massicotte, Émile. 1918

APPOINTMENTS:

School Commissioners. 1918

PROCLAMATIONS:

Normandin, township. 1919
 Parke, township. 1920

TENDERS:

Drummondville, city. 1921

SALES FOR TAXES:

Cadillac, mining village. 1890
 School Commission of Harvey. 1929
 School Commission of the village of Ba-
 gotville. 1928
 Hull, city. 1894
 St-Honoré, parish. 1927
 St-Joseph d'Alma, school munic. of the
 town. 1891
 Taché, school commission of the town-
 ship. 1892
 Verdun, city. 1901

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Chicoutimi:

Gagnon vs Ménard	1922
Gagnon <i>et al</i> vs Poirier	1922
Pilote vs Gauthier	1922

Québec:

Cité de Québec vs Langevin	1923
----------------------------------	------

Rimouski:

Garage Desrosiers & Dionne, Enrg. vs Albert	1923
--	------

7141-o

SHERIFFS' SALES:

Chicoutimi:

Gagnon vs Ménard	1922
Gagnon <i>et al</i> vs Poirier	1922
Pilote vs Gauthier	1922

Quebec:

City of Quebec vs Langevin	1923
----------------------------------	------

Rimouski:

Garage Desrosiers & Dionne, Enrg. vs Albert	1923
--	------

7141-o